

LE MONDE LIBERTAIRE

N°1857 JANVIER 2024 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



GUERRE À LA GUERRE!



TERRAINS DE LUTTE

MÉGA-BASSINES ET p.4
CENTRALES NUCLÉAIRES

PASSE-PORTS

ISRAËL / PALESTINE p.17
RETOUR VERS LE PASSÉ

RÉFLEXIONS

LA RUE ANARCHISTE DANS p.29
TUE p.42 L'ÉDUCATION NATIONALE?

ÉDITO

Waouh ! C'est la nouvelle année ! De bonnes résolutions ? De bonnes révolutions ?

Oui, mais avant tout, des excuses, pour l'invasion dans le dernier numéro, d'images faites à partir d'intelligence artificielle. Elles ont été mises dans l'urgence et n'auraient jamais dû apparaître dans un journal comme *Le Monde Libertaire*.

L'équipe du CRML a été un peu déstabilisée par le départ de plusieurs personnes, et nous avons pris un peu de retard, vite rattrapé par la mobilisation de quelques personnes, mandatées ou non, qui nous ont donné, qui des articles, qui des dessins, avec, en prime, des mots de soutien. Nous vous remercions du fond du cœur. Ces preuves de responsabilité et de solidarité montrent que la FA est bien vivante et ne se porte pas si mal.

Après une restructuration du CRML, nous vous proposons dans ce numéro de janvier, des articles sur le (non)logement, sur l'éducation, sur la situation internationale et bien d'autres sujets, sans oublier des notes de lecture, de la poésie... Et un petit mot de l'administrateur du ML, à propos de la nouvelle formule, qui a besoin de temps et qui doit être l'affaire de toutes et tous.

Bien que la formule globale ne change pas, le *Monde Libertaire* sera désormais sans dossier précis (sauf exceptions) afin de permettre plus facilement une expression plus souple sur des sujets variés qui ressortiront d'eux-mêmes. Nous pourrons aussi nous centrer sur les luttes en cours où qu'elles soient !

Ce nouveau *Monde Libertaire* comme les précédents (et les suivants) a besoin d'articles pour que vous puissiez les lire, nous attendons donc des recensions d'ouvrages, des textes sur la situation internationale, vos expériences autogestionnaires, vos réflexions, vos récits de lutte et votre actualité militante. Mais aussi vos dessins, vos photos (libres de droits, sans dieu ni maître...) : monde-libertaire@federation-anarchiste.org.

A vos crayons et vos claviers !

Le CRML

Euh...On ne vous l'a pas dit ?
Bonne année !

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire Prix de vente au n° : 4 €
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction
de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette
mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Dépôt légal :
1^{er} trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080280



Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



Le Mot de l'administrateur du *Monde libertaire*.

Ami lecteur, nous t'avions annoncé pour janvier 2024 la nouvelle formule de ton mensuel anarchiste favori, moins cher et disponible en kiosque. Tu peux constater que ce n'est pas le cas. Alors soyons clairs : il ne s'agissait pas d'une promesse électorale, ce serait un comble...

La réalité est plus simple : le Comité de rédaction du *Monde libertaire*, composé de militants qui travaillent d'arrache pied pour sortir chaque mois une revue de qualité, a manqué de temps pour composer le *Monde Libertaire* nouveau de ses rêves. Ce n'est que reculer pour mieux sauter au-dessus du gouffre que le capitalisme, les États et les religions creusent sous nos pieds.

Que la future nouvelle formule du *Monde libertaire* contribue à faire de 2024 une année de victoires en pagaille ! C'est un beau mandat, nous l'acceptons, nous le remplissons !

MÉGA-BASSINES ET CENTRALES NUCLÉAIRES UNE MÊME LUTTE CONTRE UN MONDE À DÉTRUIRE

Parce que nous constatons chaque jour davantage la dégradation de notre environnement et de nos conditions de vie, et que nous ne l'acceptons pas.

Parce que nous voulons détruire le système responsable de cette dégradation afin de construire une autre société, libérée de l'exploitation capitaliste et des oppressions qui l'accompagnent.

Reprendre le contrôle de l'eau aux tenants du capitalisme : un enjeu majeur

L'eau est nécessaire à la vie, bien que dans des sociétés hyper-industrialisées on ait tendance à l'oublier. Il nous semble important de mettre ici en évidence les limites qu'ont franchis certains acteurs politiques et économiques dans l'utilisation de cette ressource fondamentale, les effets souvent irréversibles qu'un tel choix entraîne et les difficultés que cette situation pose pour les luttes à mener.

Le capitalisme et son système industriel ont besoin de l'eau

Jusqu'à présent, la question de l'eau a été peu présente en France (et en Europe) dans les luttes sociales; et pourtant, depuis la fin du XIX^e siècle, l'industrie nous a déjà donné une idée de ce que l'avenir nous réserve si nous ne réagissons pas.

Jusqu'à récemment, malgré les échos qu'en donnait la presse (« classique » et militante), les combats pour l'eau étaient assez peu connus du grand public en France.

Pourtant, comme l'eau est indispensable à la fois aux êtres humains et au système capitaliste, mais que c'est une



ressource limitée, la recherche incessante de profit est forcément incompatible avec la vie des populations et ne peut avoir que de lourdes conséquences pour elles.

On le constate en tout premier lieu, bien sûr, avec le « réchauffement-dérèglement » climatique : il bouleverse

les équilibres de l'eau dans de nombreux pays, poussant – par les sécheresses comme par les inondations qu'il entraîne – des millions de gens à l'exode. La question des migrations est donc indissociable de celle de l'eau. Et ces réfugiés climatiques méritent notre solidarité, quand la classe politique (y compris des responsables de la gauche) tient des discours du style « L'immigration est un problème compliqué, on ne peut pas accueillir tout le monde ». Ce n'est pas l'immigration, le problème, mais bien le système industriel qui en est la cause!

On constate également sans peine les dégâts de l'extractivisme. On peut citer en exemple l'accaparement de l'eau par l'industrie minière. Ainsi, depuis plus de quatre décennies, les habitant-e-s d'Imider, au Maroc, mènent une lutte contre l'extraction d'argent dans leur sous-sol : les puits épuisent la nappe phréatique, et la population – déjà privée d'eau – est confrontée en plus à la pollution et à la répression policière. Rappelons que l'argent est utilisé dans l'électronique, notamment pour fabriquer cer-



PHOTOS : THIERRY GUILABERT



tains produits phares de la... « transition écologique »¹

On peut aussi citer le Chili où, malgré une sécheresse qui devient structurelle, l'eau sert à produire des centaines de tonnes d'avocats destinés à l'exportation (notamment vers la France), pendant que la population chilienne est obligée de se faire ravitailler en eau par camion-citerne.

Plastiques, textiles, matériels informatiques, batteries... on pourrait égrener longtemps les produits dont la fabrication nécessite une surutilisation de l'eau. Une surutilisation qui, dans de plus en plus d'endroits, entraîne une pénurie pour les classes populaires dans le même temps où elle enrichit quelques privilégiés.

Le combat contre les méga-bassines a mis en relief l'importance vitale de l'eau

La lutte contre les méga-bassines a fait (re)prendre conscience de l'importance de l'eau dans notre quotidien. Son abondance a été une illusion de courte durée : l'arrivée de l'eau courante, celle qui sort du robinet, dans les maisons n'est pas si ancienne, surtout en milieu rural.

Début octobre 2023, l'Hérault manquait cruellement d'eau et la situation à Mayotte était carrément dramatique. L'automne et l'hiver derniers, dans les Pyrénées-Orientales, des communes sont restées pendant des mois sans eau potable. Et, depuis 2022 déjà, des centaines de communes doivent être ravitaillées en eau – pas seulement dans le sud de la France.

Dans un contexte de sécheresses qui vont aller croissant, accaparer par la construction de méga-bassines l'eau

des nappes phréatiques pour une minorité d'agriculteurs aura forcément des conséquences sur l'« eau du robinet »... mais comme l'État est là pour servir les intérêts des exploiters, il passe outre l'avis du Conseil d'État qui, en 2023, a confirmé le caractère illégal des cinq méga-bassines de Cram-Chaban, et a annulé les 15 méga-bassines des Deux-Sèvres et de la Vienne. Car l'État ne



comprend que le rapport de force.

L'État est le grand spécialiste du non-respect de la loi. Soit il la viole carrément, soit il modifie les règles en catimini (ou change un peu la forme, mais pas le fond de son discours), soit il détourne plus ou moins habilement la loi. Dans l'actualité récente, on a ainsi entendu le ministre (de la « Transition écologique et de la Coordination des territoires de France ») Béchu annoncer que les méga-bassines illégales seraient détruites dans le même temps où le préfet déposait un nouveau recours main dans la main avec leurs promoteurs. Car l'État privilégie la santé financière des grosses entreprises sur la santé des populations; de même que, quand un produit dangereux est enfin interdit, il privilégie toujours l'écoulement de ses stocks pour favoriser le profit.

Les pesticides empoisonnent l'eau du robinet

Dernier exemple en date, l'eau de la Vienne, qui est potable par dérogation² depuis fin septembre. Le préfet a en effet modifié le « seuil de qualité » concernant le taux d'un fongicide cancérigène supposé en le multipliant par 9! Certaines zones étaient à 75 fois le seuil préconisé, alors on a interconnecté les réseaux d'eau afin d'y diluer le fongicide, ce qui a augmenté son taux dans d'autres zones. 400 000 personnes boivent depuis trois ans ce fongicide interdit...

Une enquête du *Monde*³ a montré, l'an dernier, qu'en 2021, en France, 12 millions de personnes buvaient de l'eau non conforme, potable « par dérogation » : l'Agence régionale de santé relève les seuils de potabilité afin de ne pas avoir à ravitailler les populations si elle déclare l'eau non potable.

La cause de la non-potabilité? Les pesticides. Parmi les coins les plus touchés, il y a les zones viticoles du Bordelais, des Charentes, de la Bourgogne ou de la Champagne, ainsi que les plaines du Nord avec les monocultures de la betterave ou de la pomme de terre. Parfois, les dépassements ne sont pas très importants, mais souvent ils sont hallucinants – et encore, on ne cherche pas toutes les molécules.

Le combat pour une eau sans pesticides est donc urgent. Non seulement les molécules continuent de descendre vers les nappes (voir la plaine d'Aunis et les captages qui alimentent une grande partie de la Charente-Maritime) même si elles sont inutilisées depuis des années, mais surtout la diminution des nappes augmente leur concentration, et par là le taux de pesticides.





L'agro-industrie, les industriels de la chimie doivent payer et dépolluer. Les actionnaires de ces groupes ne doivent pas continuer à s'enrichir en nous empoisonnant.

Lorsque les populations se mobilisent, en Bretagne, malgré les menaces et les tentatives d'assassinat, l'État et l'agro-industrie (notamment porcine) sont obligés d'agir pour diminuer les pollutions. La teneur de l'eau en nitrates reste encore bien trop élevée dans cette région, mais si elle a diminué de 15% en vingt-cinq ans, c'est bien parce que seule la lutte fait avancer les choses.

L'eau doit être potable, un point c'est tout!

La quintessence du capitalisme : l'eau en bouteille

Il est désespérant de voir le nombre de personnes qui achètent de l'eau en bouteille plastique pour boire. 25 millions par jour en France, alors que l'eau en bouteille est entre 100 et 1 000 fois plus chère que l'eau du robinet, et qu'en plus elle n'est pas meilleure pour la santé : fort taux de PCB (polluants chimiques persistants) dans les eaux « de source », dérogation pour les contrôles qualité de l'eau « minérale »...

Payer des centaines de fois plus cher pour de l'eau polluée juste différemment de celle du robinet, voilà bien la soumission ultime à l'industrie. D'autant que les « embouteilleurs » (euphémisme pour désigner les capitalistes Nestlé, Danone et consorts) s'approprient et pompent l'eau nécessaire aux populations locales. Ainsi à Volvic⁴, où la préfecture complice de Danone



autorise les pompages pour l'embouteillage, malgré les sécheresses : les habitant-e-s sont rationnés pour sauvegarder le profit des grands groupes et, là encore, l'État soutient bien sûr les accapareurs.

L'eau est un sujet sensible. Certes, quand on fait une rapide recherche sur Google, on tombe sur des sites clamant que « l'eau en bouteille est sans danger ». Bizarre? En modifiant les paramètres de ce « moteur de recherche », on obtient des résultats beaucoup moins rassurants que ceux des producteurs d'eau en bouteille – eh oui, la présence de plastique dans les bouteilles d'eau est réelle⁵. À tel point que certaines associations réclament leur interdiction. Il pleut du plastique en montagne, ce plastique ira bien dans l'eau « minérale » un jour. Quant aux eaux « de source », si l'importance des polluants qu'elles contiennent

est fonction des recherches réalisées sur elles...

L'eau en bouteille est une absurdité environnementale : une bouteille effectuée en moyenne 300 kilomètres et, « grâce » à l'industrie qui la promeut et la porte, la multiplication des déchets se répand partout. L'eau en bouteille ne devrait servir qu'à ravitailler les zones privées d'eau potable, quand aucune solution meilleure n'est possible.

Enfin, qu'elle concerne l'industrie, l'agriculture ou l'eau du robinet, la problématique de la ressource en eau n'est évidemment pas réductible à un examen comptable de ses quantités disponibles. Nous subissons les choix d'un capitalisme prédateur et destructeur dont les conséquences deviennent de plus en plus visibles à mesure que l'eau se raréfie. Alors, partout, il est vital que nous reprenions le contrôle de cette ressource et de son partage!

**Collectif libertaire
Ni maître ni bassines**

Contact : collectifmnb@gmail.com

1. « À Imider, au Maroc, la plus grande mine d'argent d'Afrique assoiffe les habitants », sur Médiapart, 16 août 2019.
2. « Fongicide dans l'eau potable : "Consommable mais non potable", la Vienne déroge au seuil de qualité », dans *Sud-Ouest*, 29 septembre 2023.
3. « Pesticides : de l'eau potable non conforme pour 20% des Français », *Le Monde*, 21 septembre 2022.
4. « L'eau de Volvic, une denrée convoitée et de plus en plus rare », sur Euronews, 15 juin 2023.
5. « Près de 80% des eaux en bouteille contaminées par des microplastiques », sur Reporterre, 21 juillet 2022.



PHOTO : THIERRY GUILBERT

MÉGA-BASSINES ET CENTRALES NUCLÉAIRES

LE NUCLÉAIRE NOUS POMPE L'AIR ET L'EAU

Le nucléaire n'est pas l'énergie propre que les technocrates pseudo-écologistes veulent nous vendre. Ce n'est pas un petit truc de rien du tout comparé aux dangers que court la planète. Non seulement ce mode de production d'énergie mortifère est particulièrement vulnérable au réchauffement climatique, mais il l'aggrave et en aggrave les conséquences. Comme si on n'allait déjà pas suffisamment manquer d'eau sans lui, il nous en pompe et il nous pollue le peu qu'il nous laisse.



L'eau : élément vital pour les centrales nucléaires

Le nucléaire est particulièrement sensible aux conséquences du réchauffement climatique. En cas de manque d'eau, il n'est évidemment pas envisageable de cesser de refroidir la réaction nucléaire. Le nucléaire a donc impérativement besoin des méga-retenues d'eau contre lesquelles nous nous battons. Par exemple, la centrale de Civaux a bien besoin du lac de Vassivière; la France a négocié avec la Suisse qu'elle maintienne le débit en aval du lac Léman à cause de ses nombreuses centrales nucléaires sur le Rhône; on peut citer aussi la dépendance de la centrale de Nogent-sur-Seine aux barrages de l'Aube... Évidemment, ces barrages ne sont jamais présentés comme liés au nucléaire, mais comme la solution aux problèmes de crues pour les riverains en aval.

En plus, la vie est mal faite : lorsque les eaux se réchauffent, ben il en faut davantage pour les refroidir. Il y aurait une solution : arrêter les centrales nucléaires, lorsque le débit baisse de trop. Mais ça la foutrait mal pour une énergie décarbonée censée nous aider

dans l'adaptation au réchauffement climatique.

Les centrales nucléaires utilisent la moitié de l'eau douce prélevée en France pour leur refroidissement : 16 milliards de mètres cubes sur les 32 milliards prélevés annuellement (données de 2018). Bien sûr, cette eau est ensuite (partiellement) rejetée dans les mêmes cours d'eau – mais elle est nettement plus chaude quand elle est rejetée. D'après Olivier Dubois, directeur adjoint de l'expertise de sûreté à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (l'IRSN), « l'échauffement entre l'eau prélevée et l'eau rejetée est de l'ordre de 10 °C. L'effet sur la température moyenne du cours d'eau dépend du débit du cours d'eau ». Concernant le Rhône, EDF estime que le réchauffement moyen global du fleuve dû aux centrales nucléaires est de 1,2 ° en période froide et de 1,6 ° en période chaude. C'est beaucoup plus que les conséquences estimées du réchauffement climatique. Pour la seule centrale du Bugey, d'après le CEMAGREF (centre d'études du machinisme agricole), « les rejets d'eau chaude du Centre de production nucléaire du Bugey entraînent,

jusqu'à 5 kilomètres en aval de la centrale, une élévation de la température des eaux du Rhône de 6 °C en moyenne. L'échauffement des eaux est encore sensible au niveau de la confluence avec l'Ain ».

Pollutions liées au nucléaire

En fait, le terme de réchauffement est un euphémisme pour désigner une pollution thermique qui a des effets désastreux pour la faune et la flore, et plus généralement pour la biodiversité. Rappelons accessoirement que les fleuves ont tendance à se jeter dans la mer ou dans l'océan! Des fleuves plus chauds affectent donc la température de la mer. Les escrocs qui nous présentent le nucléaire comme le remède au réchauffement climatique font l'impasse là-dessus. Enfin, rappelons que la vapeur d'eau est... un gaz à effet de serre. Certes moins efficace que le CO₂, mais quand on voit les quantités qui s'échappent des tours de refroidissement... Nul ne conteste que les centrales modifient le microclimat autour des centrales.



Les centrales nucléaires ne sont pas étanches, en réalité. Soi-disant, il ne devrait pas y avoir de porosité entre les circuits. Mais, de fait, l'eau rejetée est légèrement radioactive. Ce qu'on trouve dissout dans l'eau, c'est du tritium qui provoque une contamination radioactive interne durable : il se fixe à la place de l'hydrogène, l'iode radioactif à la place de l'iode normal, le césium à la place du potassium, le strontium à la place du calcium, etc. Or ces éléments nous irradient jusqu'à ce que leur activité disparaisse, et ça peut être long. Pendant longtemps, les scientifiques officiels ont considéré le tritium comme négligeable : on évacue l'eau qu'on ingère en faisant pipi, n'est-ce pas ? Sauf que l'eau se fixe dans nos cellules, nos organes, etc. L'industrie nucléaire rejette des millions de milliards de becquerels de tritium dans l'eau et dans l'air : « Plus on produit d'électricité, plus on produit du tritium. C'est pourquoi, depuis plusieurs années, la production de tritium est proche de la limite annuelle réglementaire », a reconnu EDF en 2006 à propos de ses réacteurs nucléaires. Le tritium étant difficile à contenir, des pollutions accidentelles se produisent également.

Risque sanitaire et réglementation

Rappelons comment sont déterminées les « limites annuelles réglementaires ». Il ne faut pas croire que c'est le seuil en dessous duquel il n'y a pas de danger : c'est le seuil à partir duquel on considère que les inconvénients (généralement sanitaires) l'emportent sur les avantages (généralement économiques). Dit plus clairement, on considère qu'abaisser le seuil coûterait trop cher pour le nombre de maladies potentiellement évitées. La limite annuelle réglementaire pour l'eau potable a été fixée par l'Organisation mondiale de la santé à 10 000 bq/l, en référence aux travaux de la Commission internationale de protection radiologique, ce qui permet à EDF de prétendre que c'est sans danger. Mais l'OMS n'a jamais indiqué qu'il n'y avait pas de danger en dessous, et de plus cette limite est très contestée. Elle implique un risque cancérigène 160 fois plus élevé que ce qui est accepté pour les polluants chimiques.

Ne cherchez pas sur le site de votre fournisseur d'eau : les données sur la contamination radioactive n'y figurent pas. Il faut se renseigner auprès du ministère de la Santé pour essayer d'avoir des chiffres, et c'est toute une affaire. Parce que, bien sûr, le meilleur moyen de ne pas trouver de radioactivité, c'est de ne pas en chercher. Mais la CRII-Rad et l'ACRO, les deux laboratoires de recherche indépendants, ont trouvé du tritium dans la Loire, le Rhône, la Vienne. D'autres éléments radioactifs sont rejetés par les centrales : du césium, du carbone 14, de l'iode, du manganèse, du cobalt, etc. Ces éléments sont trouvés en prélevant les plantes aquatiques. Des teneurs inquiétantes ont été relevées en aval de Golfech, par exemple.

Des kilomètres de tuyaux sont nécessaires pour faciliter les échanges de chaleur afin de refroidir l'eau du circuit secondaire. Les parois ne doivent pas s'épaissir. Les tours de refroidissement sont donc détartées à chaque arrêt de tranche, et en permanence pendant le fonctionnement normal. Et on doit aussi éviter la prolifération des bactéries qui adorent la chaleur humide. D'autres parties de l'installation nucléaire utilisent également des produits chimiques qu'elles rejettent. Les centrales nucléaires rejettent donc en quantité du chlore, des sulfates, de l'acide borique, du sodium, de l'ammonium... Par exemple, pour ne parler que des produits les plus connus, la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine a rejeté en 2020 environ 105 tonnes de chlorure, 49 tonnes de sodium, 46 tonnes de nitrates et 10 tonnes de sulfates. Et si ce sont les préfetures qui fixent les plafonds maximaux, EDF peut demander des dérogations...

Non, le nucléaire n'est pas l'énergie propre que les technocrates pseudo-écologistes veulent nous vendre !

Bassines, nucléaire, nappes phréatiques polluées, captation et gaspillage par l'industrie, eau emballée dans du plastique et vendue hors de prix... ne constituent qu'un seul et même problème. Celui de l'eau accaparée pour un modèle social et industriel centralisateur, avec l'État comme gendarme pour protéger les profiteurs.

Ni bassines, ni nucléaire, ni pesticides...! Battons-nous pour une eau potable de qualité, accessible et gérée par les populations. Battons-nous pour abolir l'eau emballée dans du plastique, absurdité parmi les absurdités. Battons-nous pour faire payer les pollueurs afin de réparer les dégâts infligés aux nappes phréatiques par leurs pratiques mortifères. Imposons sans attendre la fermeture des centrales nucléaires avant qu'elles n'éradiquent la vie des fleuves et rivières, et qu'elles ne nous pètent à la gueule.

Ne nous trompons pas : il s'agit d'un combat de classe. La classe dominante s'arrange toujours pour échapper aux dégâts qu'elle organise à son profit et pour leurrer les populations en inventant des pseudo-solutions technologiques miraculeuses. Stoppons-la ! Les combats contre les bassines et contre le nucléaire nous ouvrent la voie.

**Collectif libertaire
Ni maître ni bassines**

Contact : collectifmnb@gmail.com

Ni maître ni bassines

Nous sommes un collectif libertaire qui, dans le Centre-Ouest, s'inscrit dans la lutte contre les projets de méga-bassines destinées à capter l'eau au profit de l'agriculture intensive et productiviste.

Révolutionnaires, nous considérons que cette lutte doit s'inscrire dans le cadre d'un engagement clair et net contre le mode de production capitaliste, qui marchandise tout ce qui nous est utile et nous en dépouille. Après l'eau, l'air ?

Selon nous, lutter contre les bassines implique de lutter contre le nucléaire qui, contrairement à ce que dit l'État, n'est en rien une industrie propre et qui, par ailleurs, gaspille une grande quantité de cette eau qui, soi-disant, nous manque.

La lutte contre les bassines doit rester entre les mains des comités locaux et ne pas servir de marchepied à des politiciens qui défendent le nucléaire et le productivisme.

LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE CHANGER LES RÈGLES !

D'après l'association Règles élémentaires, quatre millions de femmes et de filles n'ont pas accès à des protections périodiques en France. Et 53 % des filles de plus de 15 ans ont déjà manqué l'école à cause des règles.

« **O**ui, avoir ses règles reste discriminant. Non, cela ne devrait pas être un luxe d'avoir accès à des protections pour vivre dignement ses règles, comme cela ne devrait pas être un luxe d'avoir accès à de l'information pour mieux comprendre ce qui se passe dans son corps. » Le 26 novembre dernier, l'association a soufflé sa huitième bougie : huit années de lutte collective contre la précarité menstruelle, de combat pour changer les mentalités afin que les règles ne soient plus source de tabous et de discriminations.

Depuis 2015, l'association *Règles élémentaires* alerte sur cette discrimination. Des militant·es, plus de 3 000 bénévoles, s'activent dans toute la France, pas seulement dans les divers quartiers de Paris ou dans un grand nombre de villes. Ainsi :

18 millions de protections périodiques ont été distribuées depuis 2015, collectées dans des lieux où chacune peut les déposer, et ensuite elles sont données à des filles et des femmes qui en ont besoin : des migrantes, des jeunes à la rue, des filles et des femmes précaires, etc. Ce sont 1 340 000 mois de règles couverts ;

Plus de 10 000 personnes ont été sensibilisées, grâce à des ateliers de formation, dont plus de 2 000 élèves du CM2 jusqu'à l'Université ;

L'association a aussi interpellé l'opinion publique sur la composition dangereuse pour la santé des protections périodiques : la campagne avec la pétition **#affichetacompo** a mobilisé plus

de 19 000 personnes en demandant plus de transparence dans la composition des protections périodiques ;

Le remboursement des protections périodiques a été obtenu pour les moins de 25 ans en 2022. Et des protections périodiques sont mises à disposition gratuitement aux étudiantes ou aux femmes en entreprise, initiatives de plus en plus fréquentes, mais qui méritent d'être encore plus répandues : il s'agit pourtant d'un accessoire d'hygiène de base au même titre que le papier toilette ou le savon. Et c'est en 2022 que s'est tenu le premier festival « Sans gêne » avec une programmation 100 % dédiée aux règles : conférences, prises de parole de personnalités publiques, courts métrages.

Des règles à connaître

En octobre 2023, l'association a dévoilé les résultats de l'enquête qu'Opinion Way a menée pour elle, auprès de 1 000 jeunes filles de 11 à 18 ans. À l'école, on ne parle pas des règles et pourtant cela impacte la scolarité de la moitié des élèves. Pourtant le programme du cycle 3 établit que les élèves de 6^e doivent pouvoir « caractériser les modifications morphologiques, comportementales et physiologiques de la puberté ». Seulement 15 % des élèves bénéficient des 3 séances annuelles d'éducation à la vie affective et sexuelle prévues. 72 % des filles ont leurs règles avant 13 ans et 20 % les ont en primaire. Il est nécessaire de proposer une éducation menstruelle dès la primaire. Les filles qui ont reçu des informations sur les règles déclarent mieux comprendre leur corps et elles aimeraient avoir ces séances en mixité pour 80 % d'entre elles. L'enquête révèle que, pour 8 filles sur 10, avoir ses règles à l'école est un facteur de stress, 85 % affirment que ce sont les douleurs menstruelles qui les ont empêchées d'aller à l'école, une fille sur quatre considère que cet absentéisme



a freiné sa progression scolaire, et 35 % seulement ont accès à des protections gratuites dans leur établissement.

L'impact physique, psychologique et social des règles est bien réel. Aussi, l'éducation menstruelle doit devenir un droit dès l'école primaire, pour tous les élèves. Cela permettrait de mieux vivre ses règles à tout âge et quel que soit son vécu, de prévenir les risques de précarité menstruelle, de prévenir les maladies liées aux règles – endométriose, adénomyose, syndrome des ovaires polykystiques (SOPK) –, de mettre fin aux tabous et aux discriminations liés aux règles, de favoriser l'égalité active.

La nouvelle campagne **#cestpasduluxe** vise à attirer plus fortement l'attention sur les règles et leurs conséquences. La collecte **Règles de survie** est de retour. Pour la 7^e année, les 15 et 16 décembre 2023, une collecte est organisée avec la Fondation des Femmes, partout en France, dans des Monoprix. Des initiatives pour briser publiquement les tabous des règles !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Association *Règles élémentaires* :
La Cité Audacieuse, 9 rue de Vaugirard
75006 Paris
<https://www.regleselementaires.com/>
<https://educationmenstruelle.regleselementaires.com/>
L'association avait été reçue par l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire, le 21 mars 2017 : <http://emission-femmeslibres.blogspot.com/>

CRISE DU LOGEMENT À RENNES CATALYSEUR D'UNE DYNAMIQUE RACISTE ?

Alors que le nouveau fer de lance de la bourgeoisie contre le prolétariat qu'est la loi immigration de Darmanin s'apprête à être votée en janvier 2024. Les migrant-es à Rennes sont en première ligne face à la situation critique du logement.



BANDEROLE DE RENNES DURANT LES RASSEMBLEMENTS DEVANT LA MAIRIE OU LA PRÉFECTURE. EN PLUS DE MANIFESTATIONS, DES OCCUPATIONS DE LIEU POUR LOGER LES SANS-ABRI ONT ÉTÉ MENÉES DURANT OCTOBRE ET NOVEMBRE. (CSSP)

Depuis cet été à Rennes, des centaines de sans-papiers avaient établi des campements dans les parcs des Gayeulles et de Maurepas en l'absence de solution de logement. En effet, les larbins du pouvoir, c'est-à-dire la mairie de Rennes (PS, est-ce étonnant?) et la préfecture, par leur silence, ont refusé de donner une solution stable à ces sans-abri tout en donnant des coups de pression et des menaces d'évacuation aux campements. Il fallut attendre la tempête d'octobre pour que la mairie décide de les « loger » dans un hangar sans sanitaires et loin des écoles pour les enfants. Et ce, malgré la mobilisation des collectifs et des syndicats activant la solidarité de classe contre une politique migratoire qui divise les travailleur-euses et revendique « un logement pour tous-tes » avant l'hiver, que l'on soit français ou sans-papiers. En effet, ces événements rentrent dans une crise plus large du logement à Rennes (passée en zone tendue à l'été dernier) qui touche les sans-abri, les salarié-es

et les étudiant-es alors qu'il y aurait encore plus de 1 000 logements vacants dans la ville selon la mairie (en 2020, il y en avait plus de 8 000 selon l'Insee¹).

Une Assemblée générale du logement a été mise en place par les prin-

cipaux concerné-es dans la capitale bretonne pour donner une réponse du mouvement social à ce problème. Du côté étudiant, la Fédération Syndicale Étudiante de Rennes lutte pour que l'étudiant Mohammed, sans-papiers,

APRÈS LEUR ÉVACUATION DU CAMP DES GAYEULLES, LES EXILÉS SE SONT INSTALLÉS DANS LE PARC DE MAUREPAS EN SEPTEMBRE. (OUEST-FRANCE).





MANIFESTATION DU 6 SEPTEMBRE À RENNES EN SOUTIEN AUX SANS-PAPIERS. (SOLIDAIRES35)

à handicap moteur et maladie grave, soit accueilli dans un logement universitaire par le CROUS. Actuellement, le CROUS Rennes n'a toujours pas accepté faute de titre de séjour ou de nationalité française. Si l'INSA (école dont il n'est même pas l'étudiant!) ne lui avait pas proposé un logement d'urgence, il serait en train de mourir dans la rue en ce moment même. Du moins, sa situation reste encore très précaire. De manière générale, le CROUS Rennes ne manque pas une opportunité (entre refus de logement, expulsion et non-rénovation des résidences) pour faire des économies sur le dos des étudiant-es.

L'État (ne sera jamais) social

L'exemple de Rennes nous rappelle ô combien l'État (cette grande entreprise) ne vaut guère mieux que ses homologues privés et conforte les inégalités économiques et racistes qu'il a lui-même engendrées. Il est urgent que le service public (la gestion des villes, la gestion du CROUS et bien d'autres) ne soit plus aux mains des bureaucrates, causalité de notre société hiérarchisée, mais gérée par celles et ceux qui l'entretiennent et qui en sont bénéficiaires. Il est urgent que le service public ne soit plus une « nationalisation » (réservé aux Français-es), mais une « socialisation » (au service du prolétariat) indépendante de tout appareil étatique à l'image de la Sécurité sociale de 1945, contre laquelle les premières attaques de la bourgeoisie n'ont pas été

de la précariser, mais bien de la mettre progressivement sous contrôle de l'État.

Ne laissons pas la situation s'aggraver

On a vu comment la situation des sans-abri et des sans-papiers est déjà précaire, et on n'ose pas imaginer ce qu'elle sera quand la prochaine loi immigration portée par Darmanin, ennemi juré du mouvement social et des classes populaires, passera. Elle accentuera encore la difficulté des exilés à être régularisés et à vivre sur le territoire français. En plus de promettre plus d'exploitation et de précarité des travailleur-euses sans-papiers au grand bonheur des patrons. Face à ce genre de lois antisociales, qui pour l'instant ne concerne que les migrant-es, mais qui pourrait très bien s'étendre dans la société comme les violences policières dans les quartiers populaires, nous nous devons d'être uni-es et solidaires pour lutter contre les attaques faites à la classe ouvrière. C'est pourquoi, après une semaine d'information sur cette loi xénophobe, le collectif de soutien aux sans-papiers de Rennes a appelé à des journées de mobilisation les 9 et 18 décembre.

Vive la lutte, et vive la sociale.

Rictus
groupe la Sociale.

1. « Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968 », Insee, 2023.

FAITS D'HIVER IMMIGRATION : OUI... MERCI !

Depuis déjà quelques mois, notre gouvernement planche sur une nouvelle énième loi sur l'immigration. Pour sinon l'empêcher (c'est impossible) du moins pour raboter jusqu'à l'os les quelques droits dont disposent encore les immigrés. C'est dans l'air du temps populiste de l'extrême droitisation de la vie politique du moment.

Comme chacun devrait le savoir (par exemple, en étudiant l'histoire de France), notre pays, comme beaucoup d'autres, est une terre d'immigration. Et c'est une bonne chose, tant il est vrai que ce qui fait pays ce n'est pas l'origine de ses habitants, mais les valeurs qui fondent une nation. Entre autres, pour la France, la laïcité qui permet la coexistence entre croyants de toutes religions et non-croyants de tous les athéismes, dans le cadre de la neutralité d'un État (disons, pour ne pas choquer les « croyants » libertaires, l'institution gérant l'intérêt général) refusant tout affichage ou prosélytisme dans les services publics et la plupart des espaces publics.

En clair, le métissage, reposant sur le mélange des origines, est une richesse qui nous préserve de la consanguinité inhérente à tous les dégénérés à sang bleu.

Bon d'accord, il est certains immigrés qui prêtent le flanc à réticence. Comme Sarkozy (pas franchement d'origine auvergnate) ou Tartarin de l'Intérieur (carrément d'origine outre-Méditerranéenne), mais c'est le propre des chiens en bonne santé que d'avoir des puces. Certes, il n'en faut pas trop non plus. Mais un coup de pouet pouet antiraciste et un bon bain de révolution sociale sont de bons remèdes.

Jean-Marc Raynaud



COMMUNIQUÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES DE LA FA SUR LE MOYEN-ORIENT

LES ANARCHISTES CONTRE LA GUERRE

De nombreuses guerres sont en cours, économiques et sociales, environnementales, de religion. Toutes traversent le génocide contre les femmes, et ce plus particulièrement dans les théocraties islamiques. Cependant les seules guerres largement médiatisées et suscitant des communiqués tous azimuts dans l'heure, sont celles qui intéressent le capitalisme et ses pouvoirs, des conflits militarisés qui mettent en jeu les nationalismes et les découpages de frontières, et donc le contrôle de richesses exploitables, les intérêts de la finance, les ventes d'armes et de logistique, les enjeux industriels de la reconstruction, etc., bref les guerres menées par les États, leurs armées et leurs milices.

La guerre au Moyen-Orient oppose l'impérialisme et le colonialisme d'un gouvernement d'extrême-droite qui défend l'État d'Israël, à la dictature d'un mouvement armé, à Gaza, le Hamas, qui aspire à créer un État islamiste, une théocratie dont les Palestien-ne-s seront les premières victimes.

La Fédération Anarchiste, anticapitaliste, antiétatique, antinationaliste, antimilitariste, antisexiste, antiraciste, anticléricale, dit non à la guerre. Les anarchistes sont du côté des victimes civiles, des prisonnier-e-s d'opinion, en Israël ou ailleurs, qui refusent de servir dans l'armée, des

femmes et des hommes réservistes israéliens qui refusent la guerre, des femmes et des hommes qui à Gaza subissent la double peine (le Hamas et le gouvernement Netanyahu), des athées des deux côtés du mur.

La Fédération Anarchiste francophone rend hommage aux compagnes et compagnons d'Israël, « Anarchistes contre le mur », qui seraient, selon les premiers témoignages, au nombre des victimes de l'attaque sanglante du Hamas, le 7 octobre dernier, contre un festival pacifique de musique à l'air libre « de l'autre côté ».

La Fédération Anarchiste soutient les groupes israéliens résistants à la guerre (organisation de manifestations contre la guerre, équipes civiles d'intervention directe de désescalade, etc.).

La Fédération Anarchiste est pour une résistance palestinienne libertaire non inféodée comme aujourd'hui à un mouvement politique unique et à un diktat religieux.

Plus que jamais « Ni dieu ni maître ! »

Fédération Anarchiste
Le 14 octobre 2023





COMMUNIQUÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

SOLIDARITÉ AVEC LES SQUATS ANARCHISTES EN GRÈCE, DE HÉRAKLION À ATHÈNES

Le 25 août à Athènes, deux espaces occupés anarchistes étaient expulsés par la police : Ano-Káto-Patíssia et Zizania, place Viktoria. Ces lieux mettaient en œuvre une organisation non hiérarchique et anti-patriarcale de la vie de quartier et soutenaient activement les migrant-e-s. D'autres lieux autogérés étaient dans le collimateur du pouvoir. Le communiqué des relations internationales de la Fédération Anarchiste francophone du 1 septembre alertait : « *D'autres squats anarchistes sont menacés dans le pays* ».

Un mois plus tard, c'est à Héraklion, sur l'île de Crète, que cette nouvelle expulsion a eu lieu, visant l'une des plus grandes occupations anarchistes en Grèce : le squat Evangelismo. L'opération de police a débuté aux premières heures du samedi 30 septembre (à la fois des motards DRASI et DIAS, des MAT, des OPKE et l'unité antiterroriste TEKAM), et s'est soldée par des arrestations d'une rare violence contre nos compagnes et compagnons.

Le bâtiment occupé depuis 2002, officiellement propriété de la Faculté de Médecine de l'Université de Crète, abandonné depuis 1985, était en ruines. Depuis 21 ans, c'est devenu un lieu de réunion et d'actions solidaires pour les groupes anarchistes et anti-autoritaires, mais aussi les collectifs de contre-information. Jusqu'au 30 septembre dernier, ce squat, restauré par l'assemblée occupante autogérée de 2017 à 2023, proposait des hébergements, cuisinait des repas gratuits et organisait de nombreux événements dans la quatrième ville de Grèce.

A., un jeune étudiant anarchiste de troisième cycle, traîné par les cheveux puis frappé par les forces de police spéciales sur le toit de l'immeuble, a fait une chute de douze mètres menotté. Un autre compagnon, Yannis Stefanis, menotté face contre terre au moment de la chute de A., a reçu un coup de pied dans la tête, d'un policier de l'unité spéciale qui lui a crié : « *Ferme-la, sinon toi aussi tu finiras à la morgue!* ». Notre compagnon A. a survécu à sa chute, mais il est hospitalisé depuis trois semaines, encore gravement blessé, avec des fractures aux jambes et à la colonne vertébrale, dans un hôpital d'Athènes. Onze résidents du squat ont été arrêtés et sont en attente de l'acte d'accusation, dont notre compagnon anarchiste Yannis Stefanis, membre de l'Association des chercheurs d'Héraklion. Ce dernier a reçu d'autres menaces de mort de la part de policiers dans la rue, dans les jours qui ont suivi.

La Fédération Anarchiste exprime sa solidarité avec les centres sociaux anarchistes qui œuvrent sans attendre pour



la révolution sociale et libertaire, ce qu'a bien compris leur ennemi à trois visages : État, capitalisme, autoritarisme.

Nous soutenons les manifestations qui se poursuivent à Héraklion avec l'objectif de reprendre le squat, comme ce fut le cas en 2019 à Chania, à l'ouest de la Crète, quand la mobilisation massive du mouvement social a permis de rouvrir le squat Rosa Nera, alors que les policiers de garde prenaient la fuite. Nous soutenons les autres squats anarchistes en Grèce, à commencer par ceux qui résistent encore à Exarcheia : le squat de réfugié-e-s et migrant-e-s Notara 26 (qui vient de fêter son huitième anniversaire malgré les menaces et attaques), la structure autogérée de santé du quartier (ADYE), le K*Vox tenu par le groupe anarchiste Rouvikonas depuis dix ans, sans oublier deux des plus anciens squats anarchistes d'Athènes : Antipnoia à Petralona, depuis 2007, et Lelas Karagianni 37 à Kipseli, qui tient bon depuis 1988 ! Et bien d'autres !

À l'heure où le gouvernement grec montre sa volonté d'en finir avec les squats anarchistes (et que, simultanément, des organisations fascistes de toute l'Europe se préparent à se réunir le premier novembre à Athènes), il est important de leur manifester notre soutien indéfectible.

La solidarité internationale est notre arme.

Fédération Anarchiste

Le 21 octobre 2023



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER



AUTOUR DES SQUATS D'ATHÈNES

« Notre pire ennemi, c'est la peur »



IMAGES EXTRAITES DE LA BANDE ANNONCE



10 ans après *Ne vivons plus comme des esclaves*, 8 ans après *Je lutte donc je suis* et 5 ans après *L'Amour et la Révolution*, c'est avec une grande émotion que je vous invite à découvrir la bande-annonce de notre quatrième film : *Nous n'avons pas peur des ruines*. Nous portons un monde nouveau dans nos cœurs.

Synopsis

Grèce, 2019 à 2023. Mitsotakis remplace Tsipras au pouvoir en Grèce et promet d'en finir avec Exarcheia, un quartier rebelle et solidaire d'Athènes. Mais, la résistance s'organise et des renforts arrivent d'autres villes d'Europe. Le cri de ralliement devient No Pasaran! Au fil des années, d'autres luttes s'étendent du nord au sud de la Grèce pour défendre la terre, la mer et la vie : en Crète, en Thessalie, en Épire... Même sur l'île de Paros, dans les Cyclades, la population manifeste sur les plages devenues payantes

et réussit à ce qu'elles redeviennent un bien commun, pour le bonheur de tous.

Quand tout semble s'effondrer, à Athènes comme ailleurs, une même réponse se fait entendre : « *nous n'avons pas peur des ruines, nous portons un monde nouveau dans nos cœurs.* »

Histoire d'une filmographie :

Nos films et livres sont à but non lucratif. Toutes les marges, hors frais, sont reversées. Ce sont donc des créations solidaires : on parle de **FILM SOLIDAIRE** ou de **LIVRE SOLIDAIRE**.

Côté moyens : la plupart de nos livres sont édités aux Éditions libertaires qui partagent la même philosophie (but non lucratif également) et imprimés souvent par des **coopératives ouvrières** : principalement l'Imprimerie 34 puis Scopie à Toulouse. Pour nous, cette cohérence est essentielle et nous acceptons volontiers de payer plus cher l'impression de nos livres, par des ouvrier-es organisé-es par eux-mêmes dans la liberté et l'égalité, que si nous les faisons imprimer par des ouvriers traités comme des esclaves à l'autre bout du monde.

Côté droits : nos films sont en *creative commons 3* (ne pas modifier l'œuvre, citer la source, pas d'usage commercial sans autorisation, auquel cas la part distributeur dans les cinémas, tous frais déduits, permet de soutenir nos actions solidaires). Nos films peuvent donc être projetés gratuitement dans des lieux de luttes, comme c'est souvent le cas en Grèce, en France et ailleurs dans le monde (ils ont déjà été projetés dans plus de 60 pays). Cette **gratuité** est pour nous essentielle, c'est pourquoi **nous sommes nos propres pirates** sur YouTube et via des liens de téléchargement.

Principaux destinataires déjà aidés (grâce à vous et à nos films)

- Dispensaires médicaux autogérés (notamment celui d'Exarcheia, régulièrement depuis sa création en 2013)
- Logements d'urgence (Athènes, Le Pirée, Thessalonique et Mytilène)
- Accueils de réfugiés (Notara 26 et Spirou Trikoupi à Exarcheia, Forum des migrants en Crète, collectifs en mer Égée, convois alimentaires au camp d'Idomeni à la frontière nord de la Grèce, collectifs d'exfiltrations...)



tentent de nous faire oublier de façon autoritaire.

« CE NE SONT PAS LES REBELLES
QUI CRÉENT LES PROBLÈMES DU MONDE,
MAIS LES PROBLÈMES DU MONDE
QUI CRÉENT LES REBELLES.
LA RÉVOLTE, C'EST LA VIE.
LA SOUMISSION, C'EST LA MORT. »

RICARDO FLORES MAGON
PROPOS D'UN AGITATEUR, 1918

- > Frais de justice (notamment ceux du groupe Rouvikonas qui a détruit les bureaux de l'organisme de privatisation du bien commun et les archives des personnes surendettées, entre autres)
- > Aide au paiement de cautions pour des interpellés en attente de jugement
- > Travaux dans des centres sociaux autogérés comme le K*Vox, le Nosotros et le Zaïmi à Exarcheia, Favela au Pirée, Botanikos Gypos à Petroupoli, Evangelismos à Héraklion, Alimoura à Ioannina et Mikropolis à Thessalonique.

> Écoliers en difficulté (réseau École buissonnière / pédagogie Freinet, coopération et solidarité)

> Cuisines solidaires gratuites à Athènes, Chania, Thessalonique et ailleurs en Grèce...

> Médias autogérés de contre-information (journal gratuit Apatris, plateforme gratuite x-pressed, vidéos perseus999, radio Entasi, radio Fragmata...).

Contacts :

maud@paspeurdesruines.net
06 18 26 84 95

APRÈS NE VIVONS PLUS COMME DES ESCLAVES
JE LUTTE DONC JE SUIS
ET L'AMOUR ET LA RÉVOLUTION

LE NOUVEAU FILM DE
YANNIS YOULOUNTAS

**NOUS N'AVONS
PAS PEUR DES
RUINES**

ΔΕΝ ΦΟΒΟΜΑΣΤΕ ΤΑ ΕΡΕΪΠΙΑ

Lundi 15 janvier à partir de 19h30
En présence du réalisateur

**Centre social, 2 rue de Pavigny
LONS LE SAUNIER**
Projection à 20h15

Tables de presse et d'infos
CNT SO - CNT - LéoKiosque - LFI - NPA

ENTRÉE À PRIX LIBRE

PREMIÈRES PROJECTIONS-DÉBATS EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR

Avant-premières début 2024 (film en phase évolutive) :

09/01 ST-SULPICE (81)	16/01 LES LILAS (93)	23/01 AUBENAS (07)
10/01 BÉDARIEUX (34)	17/01 CORBEIL-E. (91)	24/01 ROGNES (13)
11/01 LIMOUX (11)	18/01 PARIS (75)	25/01 AIX-EN-PROV. (13)
12/01 AUBAGNE (13)	19/01 CLUNY (71)	26/01 EYGUIANS (05)
14/01 CHAMBÉRY (73)	21/01 LE PUY-EN-V. (43)	
15/01 LONS-LE-S. (39)	22/02 ST-M-VALAMAS (07)	

Première du film en version cinéma (avec buffet grec et concert de rébétiko) :

27/01 PORT-DE-BOUC (13)	02/02 BORDEAUX (33)	07/02 CARMAUX (81)
28/01 ST-ÉTIENNE (42)	03/02 BAYONNE (64)	08/02 MONTPELLIER (34)
29/01 CLERMONT-F. (63)	03/02 DAX (40)	
01/02 LA RÉOLE (33)	05/02 TOULOUSE (31)	



COMMUNIQUÉ IFA

ISSU DU CRIFA ATHÈNES

DU 5 NOVEMBRE 2023

Le Comité de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes s'est réuni à Athènes les 4 et 5 novembre 2023 pour discuter et partager les réflexions et les pratiques de nos fédérations. Actuellement, nous sommes particulièrement actifs dans les activités antimilitaristes, dans une période caractérisée par l'intensification des guerres, dont les plus connues, comme les conflits de Gaza, d'Ukraine ou du Soudan, ne doivent pas faire oublier la globalité du problème.



La guerre n'est jamais une solution, mais un moyen pour le capitalisme et l'État de reproduire des formes de domination, d'exploitation, de patriarcat et d'oppression. La guerre est l'exacerbation de la violence du pouvoir et de la hiérarchie. Beaucoup de gens parlent de crimes de guerre, nous disons que la guerre est toujours un crime.

Toutes les guerres sont contre le peuple et utilisent des arguments tels que le nationalisme, en opposant les peuples opprimés les uns aux autres, en essayant de créer l'illusion des intérêts communs de toutes les classes afin de saper les conflits sociaux par la propagande de guerre.

Nous, anarchistes, nous nous opposons à tous les États, frontières, armées et au principe même de souveraineté territoriale. Nous proposons nos idées de solidarité internationale, en soutenant activement toutes les victimes des guerres et tous ceux qui refusent les guerres de tous côtés : objecteurs, déserteurs, saboteurs et personnes qui fuient les guerres.

Nous soutenons toutes les actions antimilitaristes qui sont en accord avec nos principes anarchistes, de même que les groupes, individus et collectifs qui résistent à la guerre en faisant du travail social, en aidant les gens, en promouvant les luttes sociales et en continuant à propager nos idées anti-autoritaires malgré la guerre.

En plus de diffuser internationalement ces activités antimilitaristes comme un travail de contre-information devant la propagande de guerre à travers leurs journaux, radios et médias,

nos fédérations promeuvent des activités telles que les « Journées mondiales d'action contre toute guerre et tout militarisme » du 17 au 25 novembre 2023 <https://de.indymedia.org/node/306630>, la quinzaine antimilitariste de Publico à Paris du 5 au 26 novembre <http://www.librairie-publico.info/?p=8835> et l'Assemblée antimilitariste en Italie <https://umanitanova.org/event/milano-assemblea-antimilitarista-4/>, juste pour donner quelques exemples.

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes.

International of Anarchist Federations (IAF-IFA)

22 novembre 2023

Comité de relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes – IFA, Athènes 5 novembre 2023

[Texte original posté le 20 novembre 2023 par IFA traduction du secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste]



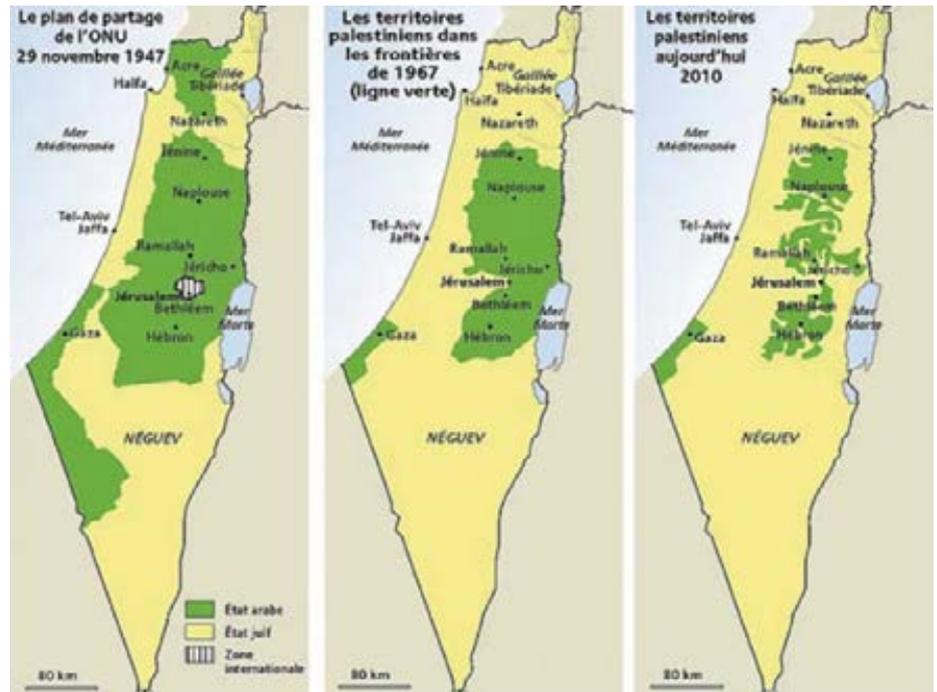


ISRAËL / PALESTINE

Retour vers le passé

Quand Israël encourageait le Hamas

Le raid terroriste du 7 octobre dernier organisé par le Hamas et d'autres groupes a révélé au public l'existence d'un courant fondamentaliste dont certains pensaient – les autorités israéliennes en tête, semble-t-il – qu'il s'était assoupi. L'horreur de cette attaque a été suivie par les répliques de l'État israélien dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont hors de proportion avec la cause qui les a produites.



Les grands médias imposent leur approche de la question en passant sous silence deux faits :

- > 1. La concordance surprenante entre des manifestations de masse en Israël contre le gouvernement Netanyahu et des manifestations durement réprimées dans la bande de Gaza contre le Hamas ;
- > 2. La découverte d'immenses réserves de gaz au large de la bande de Gaza.

Nous allons tenter en quelques épisodes de faire le point sur la question.

Utiliser le religieux à des fins politiques

L'apparition de l'intégrisme comme mouvement politique a démontré son incapacité à gérer les problèmes concrets de la population. La seule intervention des fondamentalistes, lorsqu'ils contrôlent une structure politique ou administrative, est de faire des modifications qui touchent le domaine religieux ou qui

concernent le contrôle idéologique des populations.

Ainsi, lorsque le roi Hussein de Jordanie, ne voulant pas affronter les intégristes, en a nommé quelques-uns ministres dans son gouvernement, ces derniers, en un an, se sont fait tellement haïr de la population, notamment des classes moyennes urbaines, que le roi n'a eu aucun mal à les chasser. Ils avaient voulu interdire aux femmes de conduire, empêcher les pères d'assister à la remise de diplôme de leurs filles, etc.¹ Dans deux municipalités arabes d'Israël, Um al-Fahm et Kafr Qassem, les intégristes ont gagné les élections de 1988. Ils ont fait si fort que lors des élections suivantes, en 1992, ces bastions islamiques ont été les seuls endroits où les suffrages du Parti communiste ont progressé, respectivement de 75 % et de 64 %...

Il est significatif qu'une fois parvenu au pouvoir dans la bande de Gaza, il y a 17 ans, le Hamas n'a pas cru bon devoir

organiser d'élections. Le recours à la démocratie n'est, pour les intégristes, que le moyen de parvenir au pouvoir et, une fois le but atteint, on la jette par-dessus bord.

L'islamisme est en fait un mouvement qui utilise le religieux à des fins politiques. L'islam en cela ne diverge pas de n'importe quelle autre religion : les textes servent à justifier la politique. Lors de la crise qui a abouti à la guerre du Golfe en 1990/1991, l'appel du roi Fahd d'Arabie aux troupes étrangères a été condamné par les uns ou justifié par les autres en se référant aux mêmes textes. « *L'expérience aura montré que, en terre d'islam, toute démocratisation libre ipso facto des courants politico-religieux qui cherchent à la détruire. La neutralisation, par la force, de ces courants entraîne à son tour l'arrêt du processus démocratique, ce qui enferme la société musulmane dans la fatalité de la répression. Elle ne pourra sortir de cette fatalité que*



ISRAËL / PALESTINE

Retour vers le passé Quand Israël encourageait le Hamas

si l'islam est "dépolitisé", c'est-à-dire s'il ne sert pas de recours politique dans la compétition pour le pouvoir.»²

On pourrait dire strictement la même chose de ceux qui dirigent la politique israélienne : orientés de manière fanatique vers l'accaparement de territoires aux dépens des Palestiniens de Cisjordanie, c'est dans la religion que cette politique est justifiée : Dieu aurait donné cette terre aux Juifs et le gouvernement israélien est l'agent d'exécution de cette politique. Dieu est en quelque sorte un marchand de biens au bénéfice des Juifs d'Israël : il a gardé la terre de Palestine sous le coude pendant 2 000 ans en attendant que les juifs se décident à revenir. Il est évident qu'aucune personne saine d'esprit ne pourrait prendre au sérieux ce genre d'argument. Et puis, au bout de 2 000 ans, il y a prescription. C'est pourquoi d'autres arguments ont été inventés.

Par exemple, la Palestine était une terre sans peuple, ce qui est évidemment une absurdité : la preuve à contrario de l'imbécillité de cet argument étant qu'il y a en Palestine des centaines de milliers de gens qui s'accrochent à leur terre et dont les autorités israéliennes ne savent pas comment s'en débarrasser. On pourrait dire que les bombardements en cours dans la bande de Gaza sont un moyen d'en réduire le nombre.

Un autre argument réside dans l'affirmation que la Palestine était un désert et que les Juifs ont réussi à en faire une terre fertile. Là encore, c'est complètement faux, les Palestiniens étaient d'excellents agriculteurs et s'ils le sont peut-être un peu moins aujourd'hui, c'est parce que le gouvernement israélien fait tout ce qu'il peut pour leur restreindre l'accès à l'eau, et parce que les colons de Cisjordanie s'évertuent à arracher leurs arbres fruitiers.

Une personne est particulièrement compétente pour parler de cela, c'est le général Moshe Dayan, ancien chef d'état-major de Tshal et héros de la

guerre des Six Jours. Voici ce qu'il a déclaré aux étudiants de l'Institut de technologie israélien en 1969 :

« Nous sommes arrivés ici dans un pays peuplé d'Arabes, et nous construisons ici un État hébreu, juif. À la place des villages arabes, nous avons établi des villages juifs. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas, car les livres de géographie correspondants n'existent plus. Et non seulement les livres, mais les villages n'existent plus (...). Il n'y a pas une seule implantation de colons qui n'ait été faite sur les lieux d'un ex-village arabe. » (Ha'aretz, 4 avril 1969)

On ne peut pas être plus clair.

Quand Israël encourage le Hamas

Dans les années 80, le Hamas était pratiquement inexistant dans une population peu sensible aux sirènes islamistes et très scolarisée. Lorsque les autorités israéliennes, à l'époque de l'Intifada, ont fermé les universités et rendu impossible une scolarité normale dans les écoles, le groupe Hamas s'est développé inexorablement au fil des années avec l'aggravation de la situation des populations vivant dans les territoires occupés, avec l'accroissement des destructions de maisons, des confiscations de terres et de maisons, avec l'arrachage des oliviers et des arbres fruitiers, avec l'absence de perspective politique négociée face à un gouvernement israélien qui cherchait de toute évidence à gagner du temps pour faire venir un maximum d'émigrés de l'ex-URSS et accélérer l'implantation de colons dans les territoires occupés.

L'existence d'un mouvement islamiste, dont tous les observateurs un tant soit peu impartiaux, y compris en Israël même, reconnaissent qu'elle a été largement favorisée par la politique israélienne elle-même, fait tout à fait le jeu du pouvoir occupant. En effet, personne ne pouvait ignorer que les options politiques des différents partis composant

l'OLP étaient laïques, ou en tout cas multiconfessionnelles, ce que l'État israélien n'est pas, tant s'en faut.

La radicalisation des Palestiniens est la conséquence directe de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza depuis 30 ans, qui a abouti à la confiscation de plus de la moitié des 5 850 km² de terres qui leur revenaient selon le droit international.

Emile Habibi, un intellectuel palestinien de nationalité israélienne, déclara que ceux qui ont refusé le compromis historique de deux États initialement prévu « ont causé tant de malheurs, à commencer par celui-ci : ils ont fait perdre au peuple palestinien vingt-huit ans – les années d'occupation et de colonisation israéliennes – en rejetant la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée après l'agression de juin 1967. » [la guerre des Six Jours].

Alors que l'OLP, en 1988 et 1989, renonça au terrorisme et reconnut l'État hébreu (résolutions 242 et 338), Hamas réclamait la restitution de la totalité des territoires occupés par les Juifs depuis la fondation de l'État d'Israël en 1948. Il y a sans doute une corrélation de dates entre les concessions d'Arafat et la publication de la charte du Hamas, en août 1988, dans laquelle le mouvement intégriste déclarait œuvrer à « déployer la bannière d'Allah sur chaque parcelle du sol de Palestine », et à ce que « l'établissement de l'État islamique soit proclamé du haut de ses mosquées ».

On peut s'interroger sur les raisons qui poussèrent Arafat à faire à Israël cette fantastique concession *unilatérale* de la reconnaissance, *sans aucune contrepartie*, alors que se déroulait dans les territoires occupés une insurrection populaire de « basse intensité » qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens.

En effet, dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en don-



ner le moins possible, et de négocier ensuite ce qu'on peut faire en termes de concessions. Mais cela n'est réalisable que lorsqu'on a des atouts dans sa manche. Or, Arafat avait un atout formidable, dont il n'a pas voulu : l'Intifada ; et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus : la reconnaissance de l'État d'Israël et le renoncement au terrorisme, sans qu'Israël ne reconnaisse l'État palestinien et ne s'engage à cesser la colonisation de la Cisjordanie, qui était la part de la Palestine qui revenait aux Palestiniens ! Dès lors, l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien à donner ni plus rien à opposer.

Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada présentait pour l'OLP plus de dangers que la reconnaissance d'Israël. L'Intifada pouvait aboutir à une révolte populaire de masse et à la prise en main du mouvement d'indépendance par des hommes qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil.

Deux mouvements intégristes musulmans ont surgi dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 : Hamas et le Jihad pour la libération de la Palestine. Hamas a, tout d'abord, été encouragé par les autorités israéliennes pour faire contrepoids à l'influence de l'OLP. Dans les années soixante-dix/quatre-vingt, les autorités militaires ont, en de multiples occasions, relâché des militants

liés à Hamas, même quand ils étaient convaincus de cacher des armes. La tolérance envers Hamas était une des conditions posées par les Iraniens lorsqu'ils achetaient de l'armement américain par l'intermédiaire d'Israël, dans le cadre de l'opération Irangate, à l'occasion de laquelle des agents israéliens ont convaincu Robert McFarlane³ de laisser Israël vendre illégalement des armes à Téhéran et détourner une partie des bénéfices pour soutenir la Contra contre le gouvernement nicaraguayen⁴.

En mai 1989, lorsque l'influence intégriste se répandit en échappant au contrôle des Israéliens, une vague d'arrestations s'abattit sur les dirigeants de Hamas. Néanmoins, cela prit six mois, jusqu'en septembre 1989, pour que Hamas soit déclaré illégal par les autorités israéliennes.

Comme le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, le Hamas est abondamment subventionné à la fois par les États du Golfe et par l'Iran. En 1990, l'Arabie Saoudite versa à ces deux organisations 83 millions de dollars. Pinhas Inbari, dans *Al Hamishmar* (20 décembre 1992), faisait remarquer que, curieusement, Israël s'en prenait aux dirigeants et militants de Hamas proches de l'Arabie saoudite, mais épargnait ceux qui étaient proches de l'Iran, qui avait pourtant mis sur pied une logistique et des camps d'entraînement pour faciliter les actions de Hamas et du Jihad islamique.

[À suivre]

René Berthier

1. Manar Hassan, « Femmes et intégrisme », *Inprecor* n° 366, février 1993.
2. « Algérie : le dérapage », Lahouari Addi, [professeur de sociologie politique à l'université d'Oran], *Le Monde diplomatique*, février 1992.
3. Conseiller à la sécurité nationale du président américain Ronald Reagan de 1983 à 1985. Son nom est associé à l'affaire Iran-Contra.
4. D'après *Israel and Palestine Political Report* n° 178/179, décembre 1992.



ISRAËL / PALESTINE

Témoignages

Notre histoire est fertile en moments où nous sommes enjoint de prendre parti. Nous devons être pour ou contre les gilets jaunes, la vaccination anti-Covid, la réforme des retraites, le SNU, la guerre Russie-Ukraine et maintenant le Hamas ou Israël. Ces mises en demeure visent avant tout à limiter nos capacités de réflexion, d'analyse. Pourtant, à chaque fois, elles nous obligent à remettre en question nos opinions.

Les Juifs, les Palestiniens... Considérer les uns et les autres comme des entités homogènes, c'est faire preuve de racisme. Nier les divergences, les contradictions qui traversent les deux sociétés, c'est permettre de les opposer l'une à l'autre, comme des entités homogènes. Opposer les peuples, si tant est que l'on sache ce que cela recouvre, est du nationalisme, et le nationalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Cela permet aux gouvernants de chaque côté de se revêtir des habits d'une représentativité complète et pourtant virtuelle, partant du principe que l'appartenance à une entité géographique donnée implique l'adhésion globale à une politique donnée. La Palestine à deux États, à un État, l'image même d'Israël en tant que refuge juif, tout cela a éclaté en morceaux. L'impasse est totale. Seuls de petits groupes vont tenter de se tendre la main de part et d'autre. Ce sont eux qu'il faudra tenter de soutenir.

(Pierre Sommermeyer, Le Monde Libertaire en ligne, 5 novembre)

[...] Je m'appelle Atalya. En 2017, j'ai publiquement refusé de servir dans l'armée israélienne. Je l'ai fait parce que j'estimais que je ne pouvais pas participer à l'occupation de la Palestine.

Le samedi 7 octobre, je me trouvais avec des amis à un poste de présence protectrice dans le village d'At-Tuwani, dans les territoires palestiniens occupés de Cisjordanie. Alors que nous attendions le berger que nous devions accompagner, l'un de mes amis a commencé à recevoir des messages inquiétants de sa famille au kibboutz Be'eri. Ses parents, ses jeunes frères et sœurs, sa grand-mère, sa tante et son oncle vivent à Be'eri, qui a fait l'objet d'une attaque du Hamas. Il a immédiatement été informé de la situation dangereuse qui régnait dans le kibboutz. Sous le choc, il nous a raconté que des militants armés du Hamas étaient entrés dans le kibboutz. Sa famille proche était enfermée dans une pièce sécurisée, mais sa tante et son oncle avaient disparu.

C'était comme un cauchemar dans la vie réelle. Nous sommes retournés au village et il est reparti à Jérusalem. Moi et les autres activistes avons fait le guet à la frontière du village, alors que les soldats israéliens arrivaient et commençaient

à crier. Ils ont menacé de tirer sur toute personne se trouvant à l'extérieur. Alors que j'essayais de documenter la situation, un soldat, le regard fou, m'a poussé au sol. Peu après, un missile du Hamas est tombé dans les champs d'un village voisin. En entendant le bruit de son explosion, nous nous sommes rendu compte qu'ici, il n'y a pas d'espace sûr.

[...] Le samedi 7 octobre, alors que nous nous apprêtons à publier cet entretien, le Hamas a mené une vague d'attaques coordonnées. Le gouvernement israélien a réagi en lançant une offensive militaire à grande échelle. Comment perçois-tu ces événements depuis l'endroit où tu te situes ?

C'est un événement d'ampleur historique pour la résistance palestinienne au colonialisme israélien, qui se poursuit toujours aujourd'hui. Il est trop tôt pour savoir exactement ce qui va se passer, et je préfère donc parler du contexte général de la situation plutôt que de donner une analyse d'une affaire encore en cours et dont les détails ne sont pas encore clairs. Tout ce que je pourrais dire maintenant pourrait être dépassé dans quelques heures.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que d'horribles journées sont à venir.

La version courte de cette histoire est que les forces du Hamas ont réussi à briser le siège qu'Israël impose brutalement à la bande de Gaza et à pénétrer dans les colonies israéliennes de l'autre côté du mur, voire à s'en emparer complètement dans certains cas. Le nombre de morts du côté israélien s'élève à plusieurs centaines, et les images diffusées dans les médias sont effroyables et choquantes, en particulier sur les réseaux sociaux. Mais je m'avance un peu

[...] Comment va ta famille là-bas ? On est avec toi, à tes côtés. » Et parfois aussi l'ajout de cette phrase étrange : « et à côté de tout le peuple d'Israël ».

Je ne sais pas quoi répondre. Je marmonne « *Merci, ma famille va bien* ». J'essaie de comprendre le sens du mot : « aller bien ». Est-ce qu'« aller bien » signifie qu'ils n'ont pas été assassinés, ni blessés, ni kidnappés ? Si tel est le cas, alors ils vont vraiment très « bien ». Par rapport aux 1 300 Israéliens et environs de 5 000 Gazaouis qui ont été assassinés depuis le début de la guerre, par rapport aux 222 kidnappés, aux milliers de blessés et au million de personnes qui ont dû fuir leur foyer, les membres de ma famille et mes amis vont heureusement parfaitement « bien ».

Ils sont vivants, sains et saufs et ont un toit au-dessus de leur tête. Mais à part ça, rien ne va « bien ». Et je cite des choses que ma sœur Reut m'a écrites : « *Quelque chose est complètement ébranlé quand il y a un tel traumatisme tout autour... Il n'y a pas d'école, pas de routine, pas de travail, pas de leadership, pas de calme.* »



[...] Aujourd'hui, ici à Boston, j'ai reçu un appel de l'un des membres de mon village de Cisjordanie, qui m'a demandé de pleurer ensemble, d'assister au génocide de Gaza, de nous serrer les uns contre les autres, avec toute la douleur et l'horreur que nous ressentons au plus profond de nos os. Au cours de ce même appel téléphonique, nous avons célébré l'anniversaire d'un membre adoré de notre communauté. Même en cette période, nous étions présents pour l'anniversaire de la naissance, aimant la vie palestinienne, nous souvenant et honorant notre persévérance intergénérationnelle. Au téléphone, nous avons parlé ensemble de la manière dont nous pouvons trouver l'étendue de l'esprit pour être présents à la vie des enfants, à la naissance, les uns pour les autres, en ces temps de génocide. Nous avons pleuré pour tous nos bébés palestiniens massacrés et nos familles menacées d'anéantissement par la violence coloniale israélienne. Nous nous souvenons des paroles du poète palestinien Mahmoud Darwish, qui a écrit : « *L'amour naît créature vivante avant de devenir une idée...* »

[...] Des nouvelles de Cisjordanie

Il y a quelques mois, nous vous avons déjà écrit au sujet de l'escalade du plan de « transfert discret » des communautés palestiniennes de Cisjordanie en général, et de celles de la vallée palestinienne du Jourdain et des collines du sud du Mont Hébron en particulier.

La guerre qui a suivi les terribles massacres du 7 octobre a créé les conditions optimales pour ce plan. Les colons ont revêtu leurs uniformes militaires et ont reçu davantage d'armes. Ils dirigent maintenant des forces armées dans des opérations de terreur, de destruction et de pillage qu'ils initient eux-mêmes. Ils savent que tant que l'attention du public

et des médias en Israël et à l'étranger est dirigée vers Gaza, ils peuvent achever l'expulsion des petites communautés de bergers palestiniens sans être dérangés.

Nous, militants israéliens, qui visitons depuis plus de 20 ans les communautés de bergers palestiniens du sud du mont Hébron, nous trouvons aujourd'hui dans une zone sinistrée. Ceux qui s'appellent eux-mêmes « nos frères » et « notre armée » provoquent une catastrophe après l'autre chez des gens que nous connaissons depuis des années comme des amis simples, travailleurs, généreux et au grand cœur. Au-delà de l'aide et de la solidarité que nous parvenons encore à apporter, nous nous retrouvons à documenter ce qui semble être les derniers jours de ces communautés frontalières, dont les familles vivent là depuis des générations.

Aujourd'hui, mercredi 25 octobre, nous avons reçu une série de messages désespérés de nos amis de Masafer Yatta concernant des attaques coordonnées de colons et de l'armée dans de nombreux villages. Lors d'une attaque, une vingtaine de colons ont tiré à distance sur une enceinte, puis sont entrés dans la maison. Ils ont battu le père de famille, cassé des armoires, un poste de télévision, jeté de la nourriture par terre, volé un ordinateur portable que les enfants utilisaient pour leurs travaux scolaires, ainsi que plusieurs téléphones et des chaussures. Ils ont également confisqué la carte d'identité de l'un de ses fils. En partant, ils lui ont dit que « *c'est la guerre maintenant* », ont pointé leurs armes sur lui et l'ont menacé de revenir la nuit.

[...] Existe-t-il encore quelque chose qui ressemble à un mouvement anarchiste en Israël ?

Si l'on considère que l'on vit à une époque où toute personne avec une connexion Internet peut constituer une cellule anarchiste, on pourrait dire que oui ! En réalité, pas tant que ça, il n'y a pas vraiment de mouvement. Je dirais, au mieux, qu'il y a des individu-es éparpillé-es ici et là, quelques sous-cultures chez la jeunesse, quelques esthétiques, mais pas de structures, groupes, ou même de discussions véritablement organisées. En général, je dirais que la société israélienne est très à droite, classe ouvrière incluse, et que l'on apprend aux gens à vivre dans une crise d'angoisse constante et à voir l'État comme son parent protecteur, sans qui on est tous-tes condamné-es. Demander aux Israélien-nes d'abandonner l'État revient à leur parler dans une langue étrangère. Je ne pense pas que ces idées ont une chance de se propager et de devenir populaires ici de sitôt.

Morceaux choisis
par Pierre Sommermeyer

Ne se sentant pas le cœur ni la force d'écrire sur le drame moyen-oriental, notre ami Pierre Sommermeyer nous a adressé ces témoignages, ces extraits de textes qui viennent de là-bas. » Il ne m'a pas semblé utile d'en mettre l'origine : leur détresse suffit à cela. »



RUSSIE ET UKRAINE

REFUS DE COMBATTRE

Réfractaires et déserteurs jugés et condamnés en Ukraine

Selon la Police Nationale d'Ukraine, depuis le début de l'invasion russe, environ 8000 procédures pénales ont été ouvertes dans le pays pour des réfractaires à la mobilisation. Le registre national ukrainien des décisions de justice montre que si, en début d'année, les condamnations en vertu de l'art. 336 du Code pénal (réfractaires à la mobilisation) et l'art. 408 du Code pénal (désertion) dans la région de Kharkiv étaient rares et isolées, elles ont commencé à être tamponnées par paquets depuis le printemps, et les sanctions en cas de non-présentation à une unité ont également été renforcées : au milieu de l'été, le premier insoumis est apparu dans notre région, il a été condamné à une peine de prison ferme, cela est devenu habituel.

Il est peu probable que ces données diffèrent beaucoup de la situation générale du pays. Un exemple typique de la manière dont une convocation à une unité peut être émise, nous vient des réseaux sociaux locaux : avant-hier, dans la rue Kibalchich, des policiers ont apparemment forcé un homme de 56 ans à monter dans une voiture et l'ont emmené au centre d'enrôlement où il a été déclaré apte au service en 20 minutes. Le lendemain, il devait déjà se présenter avec ses affaires.

Ces personnes rejoignent ensuite les rangs des objecteurs (*refusers*) au sein des forces armées ukrainiennes, comme nous l'avons dit plus tôt¹. Depuis début août, la liste des condamnations en première instance en vertu de l'art. 336 a été multipliée par 12, et par 6 en vertu de l'art. 408. Pendant cette période, le tribunal du district Leninsky de Kharkiv a établi un record en envoyant cinq réfractaires en prison, alors que l'un des condamnés avait un enfant mineur à charge, un autre était un bénévole de la fondation caritative Help Save Kharkiv et le troisième a expliqué son acte par sa réticence à laisser sa mère âgée seule. Il n'existe

pas d'exemples de condamnations avec sursis au titre de cet article pour la durée précisée dans notre région : chacun encourt 3 ans de prison ferme.

Service militaire obligatoire : l'Ukraine suit le modèle russe

Le Parlement ukrainien se prépare à voter le projet de loi n° 10062 du 18 septembre 2023 de création d'un registre électronique unique des assujettis au service militaire, sur le modèle de la Russie où la pratique de l'envoi des convocations en ligne est en cours d'introduction. Après avoir reçu la notification d'une interdiction de voyager à l'étranger, le conscrit russe devra remettre son passeport aux autorités dans les 5 jours.

Une seule solution contre ces deux États : l'anarchisme

Les travailleurs ukrainiens devront devenir véritablement anarchistes, s'efforcer de rompre tout lien avec l'État et vivre dans la clandestinité, y compris en arrêtant de recourir aux soins médicaux, en vendant leur voiture et en réinitialisant leur carte bancaire qui est programmée pour être bloquée en cas de défaut de comparution à une convocation. La différence s'estompe de plus en plus entre les occupants et les « nôtres », ce qui va affecter le climat politique en Ukraine, où règnent de plus en plus le ras-le-bol de la guerre et la méfiance à l'égard de tout gouvernement, en particulier dans les régions proches de la ligne de front. Mais tant qu'une explosion sociale ne se produira pas en Russie, la contestation passive prévaudra : clandestinité, retrait des avoirs, fuite du pays par toute route non encore bloquée.

Arguments de la propagande militariste ukrainienne et russe

L'un des principaux arguments de la propagande ukrainienne pour augmenter la mobilisation, c'est que la Fédération de

Russie recrute chaque mois des dizaines de milliers de soldats sous contrat dans l'armée, mais ces listes recoupent en fait celles des recrues déjà en service qui remplissent, les mercenaires ex Wagner etc. Et au lieu du levier idéologique, le Kremlin s'appuie de plus en plus sur l'argent et autres appâts s'il ne parvient pas à recruter assez.

En Russie, la mobilisation forcée, facteur de désintégration de l'armée

Cependant, la mobilisation parmi les condamnés, les endettés et autres catégories forcées devient l'un des facteurs de désintégration de l'armée. Selon les statistiques du département judiciaire de la Cour suprême de la Fédération de Russie pour le premier semestre 2023, le nombre de militaires condamnés a augmenté de 40% par rapport au premier semestre 2022. De janvier à juin, 2 694 personnes ont été condamnées, dont 1 270 pour délits contre le service militaire. Les crimes militaires ont été multipliés par près de deux et demi, ils comprennent le non-respect des ordres, la désertion, la cessation de service non autorisée, la simulation de maladie et la reddition volontaire.

Les objecteurs au « goulag » en Russie

La chaîne russe Telegram ASTRA a dénombré le 24 octobre pas moins de 173 militaires russes placés en toute illégalité dans des camps pour objecteurs dans les territoires occupés d'Ukraine au cours des 10 derniers jours. À leur avis, ce n'est que la pointe de l'iceberg. Certains ne veulent pas du tout se battre, d'autres refusent d'aller au massacre. On parle d'un sous-sol dédié à la torture dans le village de Zaytsevo, qui a commencé à fonctionner à plein régime l'automne dernier, puis après avoir été découvert et fermé, est à nouveau opérationnel.



Война — это когда совершенно не знакомые друг другу люди убивают друг друга во славу и на благо людей, которые отлично знакомы, но не убивают друг друга.

Поль Валери

« NOUS PUBLIONS CE MATÉRIEL EN SOLIDARITÉ AVEC LES JOURNÉES ANTI-GUERRE DANS D'AUTRES PAYS EN NOVEMBRE À L'INITIATIVE DE FÉDÉRATIONS DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES (IFA). » ASSEMBLY. TEXTE : « LA GUERRE, C'EST QUAND DES GENS QUI SE CONNAISSENT PAS DU TOUT, S'ENTRETIENNENT POUR LA GLOIRE ET LE PROFIT DE GENS QUI SE CONNAISSENT TRÈS BIEN, MAIS QUI NE S'ENTRETIENNENT PAS. PAUL VALÉRY. »

Un cas récent : les 150 soldats objecteurs russes

Selon ASTRA, quelque 150 soldats mobilisés et sous contrat, précédemment emmenés à Zaitsevo puis emprisonnés à Rassypnoye, à 15 km de là, ont été retenus sur un terrain d'entraînement militaire dans la région de Kursk. Le soir du 24 octobre, ils ont été emmenés à Voronej, sous la menace de les envoyer à Rostov-sur-le-Don, puis de là à l'assaut

d'Avdeevka, près de Donetsk, où les troupes russes attaquaient depuis deux semaines. Le nombre de détenus pourrait être encore plus élevé car il y avait 11 camions Ural dans le convoi.

« *Mon mari est mobilisé, il a refusé de passer à l'offensive sur Makeïevka. Ils ont été placés à Zaitsevo. Ensuite, apparemment, il y a eu un contrôle et ils ont été conduits pendant 9 heures et renvoyés à la « LPR » [soi-disant République populaire de Lougansk]. Aujourd'hui, il a réussi à appeler. Ils sont près de Kursk et attendent une voiture pour Rostov. Si je comprends bien, à partir de là, l'avion prendra la direction d'Avdeevka. Il a déclaré qu'ils avaient appelé le parquet, mais qu'on leur avait dit : un ordre est un ordre.* » a déclaré au même média l'épouse d'un des détenus.

L'avocat engagé par les familles n'a pas été autorisé à voir les contestataires et ceux-ci n'ont pas pu bénéficier de l'aide médicale. Un groupe d'hommes s'est levé pour dire : « *Appelez qui vous voudrez, nous n'irons nulle part* ». C'était en toute fin de journée. Plus de 30 d'entre eux ont refusé de monter à bord de l'avion pour Rostov et décidé d'attendre les procureurs militaires. « *Ils ont été tellement intimidés que certains ont abandonné toute résistance. Ils sont envoyés sans les documents nécessaires. Mon mari attend toujours le procureur, mais on ne*

sait pas comment cela va se terminer », a déclaré à ASTRA l'épouse d'un militaire. À 23 h 46, heure de Moscou, ceux qui ont pris l'avion pour Rostov (après que leurs biens leur ont été confisqués) sont envoyés à Avdeevka.

Selon les dernières données, 35 objecteurs des régiments 488, 283 et 254, qui ne sont pas montés à bord de l'avion, ont été renvoyés à Voronej. Hier 25 octobre, ils se trouvaient au terrain d'entraînement de Pogonovo, où deux commandants du 254^e régiment les ont menacés. « On nous a dit que nous serions éliminés. Parce que nous en savons trop », a déclaré l'un d'eux à ASTRA.

Nous continuerons à informer sur la situation.

Assembly

Kharhiv, le 26 octobre 2023

[Extraits - Intertitres et traduction du secrétariat aux Relations internationales de la FA]

1. « Refus de combattre des deux côtés du front : le deuxième automne de la guerre s'amorce », (septembre 2023) : « Beaucoup de ces combattants, après la première bataille, écrivent leur refus de participer aux hostilités. Il ne s'agit pas d'une désertion et n'entraîne donc pas de responsabilité pénale : le postulant doit être transféré vers une entreprise de fournitures, et bientôt ces entreprises « compteront des milliers de personnes ».

Assembly est un collectif anarchiste anti-militariste, toujours actif depuis mars 2020, à Kharkiv, dans la zone de guerre, à 40 km de la frontière russe.

Site web : assembly.org.ua

Actions : aide légale et pratique contre l'enrôlement forcé dans l'armée, contre-information et soutien (sabotages en Russie, etc.), solidarité sociale auto-organisée face à la surexploitation des personnes travailleuses qui ne peuvent plus défendre leurs salaires et leurs droits (banque alimentaire, chauffage, etc.).

Collecte de fonds : *Mutual Aid Alert East Ukraine*.



SICILE

2024 : toujours aux côtés des combattants pour la liberté

> **Nous sommes avec** les antimilitaristes qui, en Sicile, en Sardaigne, en Toscane, au Frioul, à Turin et tout territoire soumis à des bases militaires, usines de mort, polygones, s'opposent à la guerre, à son économie tachée de sang, à la destruction de leurs territoires, au pillage des ressources pour le profit de politiques impérialistes et colonialistes.

> **Nous sommes avec** les féministes et toutes les personnes qui luttent contre toutes les formes de violences de genre afin de briser les barrières de la division des luttes parce que notre ennemi n'est pas seulement le patriarcat, mais ce qu'il engendre, le fascisme, le racisme, le capitalisme, le cléricalisme.

> **Nous sommes avec** les militant·e·s NO TAV, toujours au premier rang pour la défense de la dignité d'une communauté et de son territoire, malgré la montagne de condamnations, les dizaines d'interpellations et de mesures restrictives de leur liberté; malgré les expulsions et destructions de leurs locaux, promptement reconquis.

> **Nous sommes avec** les militant·e·s d'Ultima Generazione et tout le militantisme écologiste radical qui ne se laisse pas intimider par la répression et par la campagne de diffamation lancée depuis les hautes sphères gouvernementales et de la presse tabloïd, et persiste à attirer l'attention par l'action directe sur la dérive désastreuse vers les changements climatiques provoqués par un système capitaliste destructeur et vorace.

> **Nous sommes avec** la classe ouvrière qui, des transports à toutes les réalités touchées par les coupes budgétaires du capital, subit une détérioration croissante de leurs conditions de travail et de sécurité et voient la destruction de toute liberté de grève encore existante.

> **Nous sommes avec** ceux et celles qui luttent contre les grands travaux inutiles et nuisibles, contre les projets destructeurs de l'environnement, contre les mafias, la spéculation et l'affairisme.

> **Nous sommes avec** les structures associatives qui, malgré des conditions difficiles, s'opposent depuis la base, de façon constructive, à la marginalisation, aux discriminations, à la dégradation de nos vies, aux fruits empoisonnés des politiques spéculatives et d'exclusion, en tissant solidarité, mutualisme et résistance.

> **Nous sommes avec** la population détenue, dans des conditions indignes, et avec les condamnés à mort de la réclusion à perpétuité du 41 bis, victimes de la vengeance de l'État interminable et inacceptable.



> **Nous sommes avec** les immigré·e·s transformés en hors-la-loi, boucs émissaires des maux de notre société, ségrégués dans structures semi-carcérales ou de faux accueil en attente de rapatriement, renvoyés aux mafias libyennes ou dans tous les cas loin des regards des gens respectables du lieu.

> **Nous sommes avec** les agriculteurs qui persistent à se battre contre les catastrophes climatiques et nous rappellent ainsi que la vie, la santé, le bien-être sont solidement liés à la défense de la biodiversité, à la lutte contre les multinationales toxiques et contre la grande distribution.

> **Nous sommes avec** toutes celles et ceux qui se battent pour la défense des biens communs (eau, transports, espaces, soins de santé, éducation) et savent que l'État, qui s'érige en leur protecteur et maître, est en réalité leur et notre pire ennemi.

> **Nous sommes avec** les Palestiniens qui luttent depuis 75 ans contre l'occupation de leurs terres, l'expulsion et le génocide de leur peuple. Et nous sommes avec les Israéliens qui sont contre les colonies, contre le gouvernement sioniste et fasciste de leur pays. Pour une coexistence pacifique et multiculturelle de toutes les populations de la région, dans un futur autogestionnaire sans État.

> **Nous sommes avec** le peuple kurde qui résiste au régime impérialiste turc et à tous les régimes répressifs en Syrie, en Irak et en Iran, qui écrasent leur soif de liberté et d'autodétermination.

> **Nous sommes avec** les déserteurs et antimilitaristes ukrainiens et russes qui s'opposent à la guerre, aux enrôlements, aux intrigues de leurs oligarques respectifs, en prenant des risques personnels en raison de leur rejet du patriotisme et du militarisme.

> **Nous sommes avec** toutes les personnes qui, partout dans le monde, sont engagées dans la lutte pour la survie, pour lever les obstacles à l'obtention de droits et d'égalité, pour pouvoir exprimer librement leur façon d'être et leur personnalité.

> **Noi siamo tutti loro; tutti loro sono noi.** (nous sommes toutes ces personnes et réciproquement)

Éditorial de Sicilia Libertaria
Décembre 2023

[traduit de l'italien par les Relations internationales de la Fédération Anarchiste]



ITALIE

Des relents nauséabonds contre les lesbiennes

Au Tribunal de Padoue, dans la région Nord de l'Italie, des mères lesbiennes attaquent l'État car elles ne veulent pas être effacées des actes de naissance de leurs enfants. Un an après l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'extrême-droite postfasciste Fratelli d'Italia, celui de Giorgia Meloni, la procureure de Padoue a demandé de rayer de l'acte de naissance de 33 enfants nés de couples lesbiens le nom de leur mère non biologique, décision qui fait suite aux directives du gouvernement italien et de la volonté de la Première ministre.



Depuis juin 2023, les mouvements LGBTQ se mobilisent pour faire valoir que les parents qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels doivent avoir les mêmes droits. Quant au maire de Padoue, il entend continuer de protéger les enfants contre toutes discriminations et a décidé depuis 2017, conformément à la loi d'alors, d'enregistrer à l'état civil les mères non biologiques d'enfants nés au sein de couples lesbiens. Il en informait le bureau du procureur sans recevoir en retour un contre-ordre jusqu'au printemps dernier : la procureure de Padoue, Valeria Sanzari, annonce alors la remise en question de ces actes de naissance. Ce qui se joue au tribunal de Padoue est politique. L'avenir des familles homoparentales est en jeu. Et donc à terme les droits des personnes homosexuelles et lesbiennes. Giorgia Meloni n'a jamais caché son hostilité envers les personnes LGBTQ les fustigeant en tant qu'ennemies du genre et de la famille. Ainsi le ministre de l'Intérieur a promulgué et publié une circulaire en janvier 2023 enjoignant les maires à cesser l'enregistrement, sur les actes de naissance des enfants, des parents non biologiques en cas de couples homosexuels et lesbiens. De plus, la circulaire est rétroactive jusqu'à 2017.

Égalité de droits !

Devant le tribunal, des personnes manifestent avec des drapeaux roses et arc-en-ciel et scandant les prénoms des enfants : Caterina, Eva, Ettore, Leonardo, Federico, Emanuele, Cesare, Alessandra, Davide, Adele, Elia, Noah, Bianca, Gabriele... Ce sont les 37 enfants nés après 2017, issus de familles homoparentales. L'association *Famiglie Arcobaleno* (arc-en-ciel) est très présente. Chacun, chacune atteste que la procédure d'adoption de l'enfant du ou de la partenaire est laborieuse tant il faut démontrer, au cours de nombreuses séances avec des assistantes sociales, la capacité à être de bons parents. Une humiliation que les couples hétérosexuels ne connaissent pas. Avec l'application de la circulaire, des enfants de 6 ans vont perdre la mention de leur mère non biologique, alors que l'enfant s'est construit dans cette famille-là, et la mère sociale perdra le statut de parent.

Jusqu'au 22 décembre, les audiences se tiennent tous les mardis, devant une foule de parents déterminés. Les premiers jugements seront rendus d'ici quelques semaines, en janvier 2024, à moins que la Cour constitutionnelle italienne ne soit appelée à s'exprimer rapidement sur la question à la demande de la nouvelle

procureure. Mais c'est le tribunal qui décidera de la suite à donner à l'issue des 33 audiences, et de transmettre ou non à la Cour constitutionnelle. Celle-ci peut déterminer, dans le vide juridique actuel, si les situations parentales sont légales ou illégales. En Italie, la procréation médicalement assistée (PMA) n'est autorisée qu'aux couples hétérosexuels mariés depuis au moins trois ans. La PMA est interdite aux couples lesbiens sur le territoire national, et donc, aucune loi ne garantit la reconnaissance de ces enfants. Jusqu'ici, les mairies acceptaient souvent d'inscrire le nom de la deuxième mère sur les actes de naissance, notamment à Padoue. Selon le classement annuel de la situation des droits humains des personnes LGBT en Europe réalisé par l'Igla-Europe, la péninsule italienne est 34^e sur 49 pays. Pire, si l'on prend la catégorie « crime et discours de haine », l'Italie est en dernière position, *ex æquo* avec la Pologne et la Russie. La plaidoirie de Meloni sur la famille naturelle, « un papa et une maman », et son réquisitoire contre les personnes LGBTQ attise bien évidemment la haine et la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQ. Une haine nauséabonde.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard



La laïcité à la sauce républicaine

Laïcité. Ce terme qui a autant de sens dans la bouche de l'État français que « socialisme » dans la bouche du PS. Mais pourquoi donc ce principe émancipateur justifie-t-il aujourd'hui des manœuvres autoritaires, normatives et racistes comme nous l'avons vu par exemple avec l'interdiction de l'abbaya¹ en début d'année scolaire ? La laïcité est-elle passée du côté de l'Ordre établi ? Ou alors, qu'est-ce qui la différencie de son appropriation réactionnaire ?

On se penchera donc sur la notion de laïcité et de son emploi par l'État. La laïcité qu'on définira ici comme la séparation entre le pouvoir politique et les religions. Maintenant, voyons cette notion de laïcité comme une courge cuisinée par la République : elle a d'abord été vidée de sa chair, de son sens premier, pour ensuite être farcie d'idées beaucoup moins alléchantes si on n'avait pas changé leur apparence. Ainsi, le mot « laïcité », dans la logique bonapartiste² qui emploie des appellations révolutionnaires pour nommer ses concepts contre-révolutionnaires (le terme « République française » en est un bon exemple), est devenu un mot-valise, dénué de sens, servant à justifier les méfaits de l'État. Stratégie d'autant plus dégueulasse que la Laïcité était une revendication portée par le mouvement ouvrier et anticlérical. On ne peut donc pas s'intéresser à la question laïque sans se pencher sur le rapport entre l'État et l'anticléricalisme des mouvements révolutionnaires.

nantes sur les classes populaires, le pouvoir de l'homme sur la femme, le bon pauvre et le mauvais pauvre... tous ces clivages qui sont éminemment sociaux et politiques sont justifiés par les religions, percevant la place de chacun comme étant naturelle, car définie par Dieu.

> Les religions sont interclassistes : dans les grands monothéismes, la religion rassemble toutes les classes sociales à l'image des églises et des mosquées conçues pour accueillir le plus de monde possible. La religion prêche la paix et la fraternité entre le bon riche et le bon pauvre. En bref, elle préconise une appartenance religieuse plutôt que de classe. Elle réprouve ainsi la lutte des classes et les conflits sociaux qui traversent la société.

Pour ne pas rendre l'article plus indigeste qu'il ne l'est, on ne développera pas plus cette partie, bien qu'il l'aurait fallu. Notamment par des exemples concrets. On notera cependant que la religion est particulièrement néfaste quand elle

accompagne un mouvement politique et ne fait qu'un avec l'Ordre en place. En cela, le titre du camarade Bakounine *Dieu et l'État* résume bien la proximité entre les deux structures. On notera aussi qu'on s'est restreint seulement à la rhétorique des religions, mais pas à leurs actions. Il va sans dire que nombre de guerres, génocides, dominations ont été produites au nom de la religion. Il est par ailleurs intéressant de remarquer que les personnes qui implantent, institutionnalisent, imposent une religion sont souvent des personnalités politiques appartenant aux classes dominantes. Comme avec le christianisme qui fut sorti de son état de secte pour devenir une religion d'État par les empereurs romains. Ou encore l'islam dont le prophète (chef de guerre) Mahomet voulait étendre son hégémonie sur toutes les tribus d'Arabie³. Quoi de mieux qu'une religion monothéiste unique et large pour unifier un pays et se différencier de ses adversaires ?

Anticléricalisme anarchiste

L'anticléricalisme reconnaît tout d'abord le fléau que sont les religions pour les mouvements d'émancipation et la classe des exploités. On peut essayer d'énumérer quelques critères récurrents :

> Les religions légitiment le concept d'autorité : en assurant que l'Humanité a été créée par une entité supérieure fondamentalement juste à qui elle doit obéissance. Les religions réprouvent ainsi le principe révolutionnaire que les opprimés puissent se libérer eux/elles-mêmes. En plus de la Liberté et de l'Égalité de chacune.

> Les religions légitiment le pouvoir en place : le pouvoir des classes domi-



QU'ELLE SOIT CHRÉTIENNE, MUSULMANE, JUIVE OU HINDOUISTE COMME ICI AVEC LA MILICE DU BJP. LA RELIGION EST PLUS NÉFASTE QUAND ELLE EST ASSOCIÉE AU POUVOIR. (*MANJUNATH KIRAN/AFP, 2016)



PROCESSION DE LA DÉESSE RAISON EN 1793 (ÉTIENNE BÉRICOURT, 1793)

Bref, après ce constat, les révolutionnaires virent vite l'impossible conciliation entre une société libertaire et les religions. Le mouvement anticléricale, dans cette optique, agit contre les religions. Mais non pas de façon brutale et fanatique, au risque de reproduire le mal que l'on voulait combattre.

En effet, bien que les violences envers les religions aient été fréquentes dans le mouvement anticléricale, de la Commune de Paris³ aux églises incendiées du Canada⁴ en passant par la Révolution espagnole de 1936, il convient de les replacer dans leur contexte. Premièrement, cette violence est d'abord causée par les propres victimes des religions, comme les autochtones de Colombie britannique victimes d'un génocide culturel de la part de l'Église coloniale jusqu'en 1990. Deuxièmement, elle touche principalement les membres du clergé (et autres profiteurs directs de la religion) et non pas les simples fidèles. Comme dans l'Espagne

de 1936 où l'Église catholique occupait une grande place dans l'exploitation des travailleur-euses et s'était clairement rangée du côté du fascisme durant la guerre civile⁵. Si les anarchistes, en accord avec leur éthique antiautoritaire, ont toujours frappé l'institution religieuse et ses profiteurs, ils/elles n'ont, en revanche, jamais imposé leur athéisme révolutionnaire aux prolétaires croyant-es, ce qui aurait été contre-productif et regrettable.

De plus, l'anticléricisme libertaire ne se résume pas à des actions spectaculaires comme vu précédemment. S'il suffisait de prendre les armes pour abattre le joug religieux, ce serait trop facile! La religion est un vice plus subtil. Au contraire, le mouvement anticléricale se concentre en fait sur des processus plus constructifs comme la laïcité. Effectivement, la laïcité entre dans ce cadre anticléricale dans le sens où elle sépare le politique du religieux, elle neutralise ainsi en partie le pouvoir de nuire des religions tout

en respectant les croyances de chacun-e. Bien sûr, cette séparation n'est jamais nette et finie, la loi de 1905 qu'on voudrait bien voir comme une cristallisation de la Laïcité n'est, en fait, qu'un chaînon d'une lutte sans relâche et d'une veille au quotidien. Que ce soit pour l'accès à une éducation critique ou bien pour garantir la liberté d'expression et des conditions de vie dignes; car d'un point de vue matérialiste, les conditions matérielles sont bien le principal déterminisme de la mentalité de l'individu. La lutte anticléricale est donc un combat sur le long terme qui essaye de prévenir du mal avant de le corriger et qui surtout combat toutes les religions sans distinction, même celles qui ne se définissent pas comme telles...

La religiosité de l'État

On aurait tort de limiter notre combat seulement aux religions « traditionnelles ». En effet, religions et autres fausses croyances peuvent revêtir d'autres formes et même se dire laïques! L'État-nation français en est un bon exemple. Comment peut-on dire une chose pareille?! Tout simplement en posant les mêmes critères qui caractérisent une religion :

> **L'État légitime le concept d'autorité** : la population est vouée à être régie par une autorité plus compétente qu'elle et forcément juste. L'État est naturel et au-dessus des clivages politiques, les gouvernements peuvent changer, mais lui restera. Une société sans État, ce serait le chaos. Il réproue donc le principe révolutionnaire que la population puisse elle-même savoir ce qui est bon pour elle et que les opprimé-es se libèrent eux/elles-mêmes.



L'ASSEMBLÉE NATIONALE REPREND L'ARCHITECTURE DES TEMPLES GRECS, BELLE ÉVOCACTION DE LA SACRALITÉ DES INSTITUTIONS.



PROCESSION EXHIBANT L'EFFIGIE DE NOUVEAUX PROPHÈTES.
LA RELIGIOSITÉ PEUT MÊME TOUCHER CEUX CENSÉS LA COMBATTRE. (BUNDESARCHIV,1953, RDA).

> **L'État légitime le pouvoir en place** : les Droits de l'Homme, la propriété privée, le libéralisme, la Nation. Ces notions (construites au XVIII^e siècle) qui régissent nos sociétés sont vues comme naturelles et inchangeables. Les remettre en question, tout comme les institutions de l'État qui les défendent, c'est être irraisonnable, terroriste, antirépublicain. Du mauvais côté de la morale.

> **L'État est interclassiste** : pour la République française, qu'on soit prolétaire ou bourgeois, nous sommes toutes des citoyen-ennes « libre et égaux ». Qui, malgré leurs divergences politiques, doivent se ranger derrière l'État pour œuvrer ensemble pour « le bien de la Nation ». L'État préconise une appartenance nationale plutôt que de classe. Il réprovoie ainsi la lutte des classes et les conflits qui traversent la société.

Cette religiosité de la Nation est d'autant plus évidente lors de sa création : à la Révolution française de 1789. Si la Révolution française abolit les privilèges de l'Église et freine son emprise sur la société, ce n'est pas une séparation du politique du religieux, mais le remplacement de l'emprise d'une religion par une autre ! Pas étonnant, vu le nombre de libéraux déistes qui ont contribué à la Révolution.

Ainsi, ayant repoussé le christianisme de l'Ancien Régime, on vénéra littéralement des divinités républicaines : la Raison, l'Être Suprême, la Liberté, la Révolution, la Nation à laquelle il faut nous

sacrifier, car nous en sommes redevables dès notre naissance. Comme dans toute religion, ces mots sont des idoles creuses sur quoi on justifie tous les sacrifices, massacres et exploitations, pourtant bien à l'opposé de leur sens premier.

La Nation française, bien qu'elle se dise laïque, reprend donc ce schéma religieux et le diffuse notamment dans un de ces temples : l'École, où les maîtres prêchent la bonne parole de la République souveraine et indivisible. « *L'Église ne s'appellera plus Église, elle s'appellera École* » (*Dieu et L'État*, Bakounine). En effet, l'école, par son fonctionnement même, inculque la soumission à la hiérarchie, au travail aliénant, à la concurrence et aux institutions, à tel point qu'elle est matricée dans nos esprits. Il n'y a pas plus paternaliste que l'école, elle réprime l'individualité et l'autodétermination des élèves. Il ne doit pas y avoir d'alternative ni de différence religieuse ou de classe pour l'allégeance à l'État Nation. L'uniforme, le Service National Universel (SNU), l'interdiction de l'abaya entrent dans cette volonté conformiste de l'École voulant gommer les signes visibles d'identité autre que celle de la République. C'est dans ce cadre que la laïcité (idole creuse) est utilisée pour justifier ces mesures non laïques.

Elle est donc là, la différence entre la démarche laïque des mouvements d'émancipation qui tend à rendre visibles les différences, notamment inégalitaires, pour mieux les combattre. Contraire-

ment à celle de l'État qui, dans sa religiosité unificatrice, cherche à les cacher (ce qui n'efface en rien leur existence). Soyons donc prudent-es et critiques face à la récupération de nos luttes par des acteurs dont l'identité même en est incompatible.

Rictus

Groupe la Sociale

1. On ne radotera pas sur l'islamophobie de cette mesure. L'article *Délire vestimentaire* qu'on peut trouver sur le site de Contre-Attaque le démontre déjà très bien.
2. Le meilleur exemple de « bonapartisme » est Napoléon I^{er} associant référence révolutionnaire (le drapeau tricolore) et ancien régime (retour de l'esclavage, noblesse d'empire, etc.), il se place donc au-dessus des clivages politiques et de classe. Pour en savoir plus sur le bonapartisme : Minute Rouge *Bonapartisme* ; Tztzimilt *Le bonapartisme* en vidéo.
3. *Jihad, une explication trop facile*, Gabriel Martinez-Gros, article du dossier *L'empire arabe, une conquête sans Jihad*, Guerre et Histoire, H.S. n°9, juillet 2020.
4. *Le massacre de la rue Haxo : quand la foule tue 52 prisonniers lors des derniers jours de la Commune de Paris*, Histoire de Paris, 25 mai 2020.
5. *Colombie britannique (Canada) : les feux de la vengeance consomment les églises*. sans nom, 27 juin 2021.
6. *L'Église catholique et son rôle politique en Espagne*. Partage Noir, janvier 2022. et *Les crimes de l'Église Catholique contre la révolution prolétarienne en Espagne*. Matière révolution, 2021.



Anarchiste dans l'Éducation Nationale ?

Je viens de lire « Pour une éducation anarchiste », par C., du Groupe Graine d'Anar, de Lyon, dans Le Monde Libertaire de novembre. Ayant moi même passé plus de 30 années en école maternelle, j'en viens tout naturellement à me (re)poser les questions suivantes : et moi, ai-je été anarchiste à l'école ? Ai-je vendu mon âme ? Ai-je fait chier les enfants ? Suis-je content d'avoir été là où j'ai été ?

Tentatives de réponses

(en vrac... j'aime fonctionner en vrac) Oui, je suis super-content d'avoir côtoyé pendant plus de 30 ans de 21 à 32 enfants de 2 à 6 ans. Pourquoi ? Peut-être parce que :

Je n'ai pas eu la « vocation » et ne me suis jamais senti capable d'être « professeur des écoles ». Très tôt, on m'a convaincu que j'étais feignant, donc je l'ai cru, et je n'ai presque rien appris par le biais d'un-e professeur-e. J'ai dû très tôt prendre des chemins de traverse et improviser, inventer, tenter des trucs, entrer en fantaisie. Impossible pour moi de m'ennuyer : c'était une souffrance. Obligation pour moi de rire et d'être joyeux.

Je n'ai donc pas appris le métier. J'ai fait un an en élémentaire puis « pris la fuite » en maternelle. Là, quoique dans une école dite « difficile » (80 % d'étranger·e-s), j'ai tout de suite senti que je pouvais respirer, tester des trucs, prendre mon temps, BIEN ME MARRER. Pourtant, je culpabilisais. Une part de moi croyait ce que disait l'institution : plus tu prépares, organises, maîtrises, emmènes les enfants là où tu veux qu'ils aillent, mieux c'est. L'éducation, ce n'est pas de la rigolade. Les inspecteurs et inspectrices savent mieux que nous, etc. Mais une autre partie de moi ne pouvait pas faire autrement que s'en foutre et me donner la liberté de faire comme je voulais/pouvais.

Ma force a été ma liberté, que j'ai été obligé de me donner à cause ma faiblesse : croire que je ne pouvais pas bien faire ce qu'on exigeait que je fasse (et, de toute façon, souffrir considérablement de passer du temps à essayer) semble être devenu une chance.

J'ai donc limité au maximum les préparations, programmations, cahiers-journaux, projets, etc. Je me suis contenté de prévoir des trucs, juste des « débuts », des points de départ qui nous entraîneraient on ne savait où, à la manière (peut-être) du cinéaste Jacques Rozier, qui ne faisait ses films que sur la base de scénarios très peu contraignants ou pas finis. Cela laissait la place à l'inspiration, l'improvisation, les accueils libres très longs, l'incertitude et la rigolade.

La rigolade, c'était quelque chose de ce type : lorsque je m'ennuie, je dis un truc absurde, donc ça provoque une stupeur, un questionnement, un doute et des rires. Ce genre de situation spontanée étaient ouvertes et les enfants rebondissaient dessus, certains en étant acteurs, d'autres spectateurs (mais « acteurs dans leur tête »).

Je ne fonctionnais quasiment jamais avec un « thème ». Je trouvais ça enfermant. A la bibliothèque, je refusais de prendre 10 livres sur un même thème. Il me semblait évident que, sur les 10 livres, 2 ou 3 allaient vraiment être chouettes, et les autres seraient quelconques, ou éducatifs, ou chiantes (car « au service du thème »). Le moteur était le PLAISIR. On lit un livre car on l'aime, pas parce qu'il nourrit le thème de la semaine et nous apprend du vocabulaire ou autre chose.

Oser se protéger. Comme on nous fait croire que plus on prépare, maîtrise, organise, meilleur on est, le risque est de s'auto-exploiter le soir, le week-end, pendant les vacances. Donc mieux vaut oser se demander ce qui est VRAIMENT important, ou oser ne pas se le demander et faire confiance à ce que nous sentons. Accorder notre confiance aux élèves aussi : suivre leur plaisir, deman-

der leur avis, décider avec eux et elles. **Ne pas se sentir supérieur**, ne pas se prendre pour un « prof ». Ne pas commander, obliger, être exigeant. Dans mon cas, c'était simple : je croyais être incapable d'en être un (prof). Oser, pourquoi pas, être COPAIN, ou plutôt AMI avec les enfants ? Ne leur imposer que ce qui est inévitable (ne pas nuire aux autres, ne pas nuire à soi-même).

N'accorder aucun crédit à la hiérarchie. Oser penser qu'ils ont tort très souvent, voire toujours. On se fiche de leur avis. Ces gens ne savent pas respecter les autres, pourquoi leur accorder du crédit ? ILS NE SONT PAS SÉRIEUX. Je ne sais plus quel homme politique de gauche a dit que, lorsque la droite l'applaudissait, il se demandait quelle connerie il avait pu dire. Penser cela lorsqu'un-e inspecteur/trice nous félicite.

Je précise : je ne suis expert en rien, je ne donne pas de conseils, je n'ai pas de certitudes. Je partage juste des pensées et des choses que j'ai vécues.

Au début, je ne savais pas que j'étais anarchiste. J'étais juste un jeune type paumé, timide, fragile, doutant beaucoup de lui-même, mais aussi incapable d'accepter un ordre ou de s'ennuyer. J'avais besoin d'être JOYEUX. Au fur et à mesure, j'ai compris que c'était là le plus important et que cette joie, chez moi, passait beaucoup par le rire. Les élèves disaient que j'étais un « blagueur ». C'est-à-dire que, souvent, je disais un truc absurde, que les dou-dous se mettaient à parler, que je faisais (aurait dit le dessinateur Gébé) « un pas de côté ». Et les enfants suivaient : iels rajoutaient leurs pas de côté au mien. Moul't pas de côté : youpi !



Anarchiste dans l'Éducation Nationale ?

Faire un pas de côté, c'est s'amuser, mais c'est aussi questionner la réalité. C'est philosopher tout en s'amusant et en étant complices. C'est « entrer en incertitude ».

Comment cela se passait-il avec la hiérarchie ?

Si ça se passe bien avec les enfants et les parents, la hiérarchie ne vient nous « inspecter » (mot ridicule) que tous les 4 ans, un peu plus souvent au début. Si on se fiche de la note, de monter les échelons un tout petit peu moins vite que les profs soumis et studieux, et surtout si on porte de moins en moins de crédit aux propos des inspecteur-trices, on est stressé quelques jours et, ensuite, on retrouve sa liberté pour plusieurs années.

Les dernières années, j'ai refusé l'inspection. J'ai trouvé un site au merveilleux titre de ABASLESCHÉFS, qui m'a expliqué comment faire. Ce n'est pas facile, ça bouscule, les collègues ont peur que l'inspecteur/trice mette la pression sur toute l'école, etc., mais c'est faisable.

Je précise que, comme je l'ai dit plus haut, je n'ai fait que de la maternelle. Les programmes sont moins lourds qu'en élémentaire. Quoiqu'on fasse, si ça se fait dans le plaisir, les trucs indispensables sont appris.

En élémentaire, je n'aurais pas su faire. Ça doit être faisable, pourtant...

Des exemples concrets d'activités ?

J'ai fait beaucoup d'arts plastiques, parfois sur 10 ou 12 séances. Je parlais souvent d'un matériau. Les enfants essayaient des trucs et, la séance suivante, je rajoutais quelque chose. Ou alors on avait discuté et trouvé ensemble des idées. Ou alors on observait ce qu'avaient fait les copains et copines, et on fauchait les idées qui nous plaisaient.

Par exemple, je mettais sur les tables du carton plume déjà découpé en carrés, ronds, triangles et rectangles de tailles différentes (coupés par moi à la va-vite, parfois pendant la séance), et des rouleaux en carton (partie centrale d'essuie-tout et papier-toilette) + de la colle, des ciseaux.



IMAGES EXTRAITES DE ZÉRO DE CONDUITE DE JEAN VIGO.

Les enfants collaient comme iels pouvaient/voulaient. Chacun-e se retrouvait avec une structure. Ensuite, je rajoutais du papier, du carton, du bois (j'adorais les bâtonnets de glace), des bouchons de toutes sortes, des trucs récupérés sur des mois et mis dans des cartons. Les structures devenaient des bateaux, ou maisons, ou châteaux, ou vaisseaux spatiaux, ou ce que chacun-e voulait. On rajoutait des trucs en papier, des personnages, des mots, tout ce qu'on voulait, selon l'inspiration, les échanges d'idées. Ça pouvait durer très longtemps et, à chaque séance, la production devenait plus originale et personnelle, et donnait lieu à des discussions, à des histoires, à des débats. J'avais la chance d'avoir une petite pièce vide à côté de la classe : rien que transporter les productions en début et fin de séance était déjà une aventure intéressante et instructive : comment porter sans casser, comment se croiser sans se bousculer ?

Dans la bonne humeur, tout est apprentissage.

Une de mes activités favorites fut les films vidéo. J'avais décidé de ne RIEN préparer. Pas de travail AVANT : tout serait inventé et fait avec les enfants. Et tout pouvait être filmé : la découverte de la caméra, les questions que ça soulevait, par exemple. Mélange de documentaire et de fiction. Un truc inépuisable et jubilatoire : mettre en scène des bêtises. Une année, nous avons fait comme si les enfants avaient volé ma voiture. Les 25 enfants tenaient dedans, serrés. Ils hurlaient pour faire

le bruit du moteur, faisant semblant de conduire. J'avais aussi décidé de ne pas travailler APRÈS. Je ne voulais pas faire de montage, de travail technique complexe (ça m'emmerde). Donc je procédais ainsi : on filmait la séquence, je la regardais immédiatement, je décidais si je la gardais ou si je l'effaçais.

Bref : TOUT se faisait en classe ENSEMBLE. Et le résultat était très joyeux.

Une année, le film commença ainsi : j'étais seul dans le couloir et je le filmais. On entendait ma voix qui disait « *voilà, c'est une école. C'est un lieu intéressant, les enfants y sont sages et concentrés, ils viennent y apprendre plein de choses. Approchons-nous d'une classe* ». La caméra s'avançait vers la classe (où les élèves étaient SEULS, puisque j'étais dans le couloir). Plus on approchait, plus on entendait du bruit. J'ouvrais la porte : tou-te-s les enfants étaient debout sur les tables, tapaient des pieds et hurlaient.

Je ne le savais pas encore, mais c'était l'anarchie. L'anarchie CARICATURALE, celle qui signifie dégueulassement et mensongèrement « chaos », et derrière cette apparence la véritable anarchie : celle de l'égalité et de la fraternité. Personne ne commandait, on discutait et on faisait joyeusement des tas de trucs improbables et instructifs.

Le seul « travail » que je faisais ensuite, c'était copier le film sur des cassettes vidéo amenées par les enfants. Les familles découvraient le film à la maison.

Personne n'est jamais venu m'emmerder ou me reprocher quoi que ce soit.



Et pour finir, 10 années en petite section.

Là, j'avais fini par comprendre ce qu'était l'anarchie et par réaliser que j'étais anarchiste sans le savoir depuis le début.

La petite section, c'était le bonheur. Il suffit vraiment de bien s'entendre et tout marche. Même le coucher avant la sieste, c'est délicieux. On mettait au moins une demi-heure, voire 45 minutes, à se déshabiller, se coucher, plaisanter, inventer, faire des « blagues » (comme iels disaient). C'était vraiment drôle et touchant.

Ah oui : je fais du « clown de théâtre » depuis 20 ans. Le carburant, c'est la justesse de l'émotion (la relation à soi-même et aux autres). J'espère être plutôt pas mal devant un public, mais je ne serai jamais aussi bon qu'en complicité avec des enfants de 3 ans, que je fréquentais tous les jours et connaissais bien. Les « blagues » d'avant la sieste (ou même du reste de la journée), c'était plutôt des improvisations clowns.

Cette fraternité, cette poésie-là n'étaient-elles pas un acte de résistance à toutes les hiérarchies et à tous les conformismes ?

On faisait des danses aussi. Comme je ne voulais pas construire des séquences avec une durée prévue à l'avance et obligatoire, j'improvisais des mini-séances lors des passages aux toilettes ou autres moments de transition. Au fil de l'année, on se faisait une petite réserve de gestes, de situations, avec des codes très simples : derbouka, harmonica, bruit, court extrait musical, silence... Je ne voulais pas du stéréotype de la « danse pour petits », une

comptine avec des déguisements, et les deux adultes qui dansent avec les enfants. À la fin de l'année, au dernier moment, je bricolais un truc assez surréaliste. Les enfants dansaient sans adultes (ou ne dansaient pas si iels ne voulaient pas ou se sentaient trop intimidé-e-s) pendant que je faisais les sons, cris, paroles, bruits. Souvent, iels faisaient l'inverse de ce que je demandais, comme nous avions plaisir à le décider ensemble. Une année, la consigne était de s'énerver à un moment précis. Je leur dis alors de me regarder dans les yeux et je fais semblant de les hypnotiser. Je les endors et les laisse ainsi une minute. « Ah, dis-je, qu'est-ce qu'on les aime quand ils sont comme ça ! » Je les réveille, la danse continue, puis, vers la fin, iels se re-énervent. Je tente de les hypnotiser à nouveau, mais c'est un élève qui me dit « regarde-moi dans les yeux ! ». Je tente de protester, mais il m'endort. Et, pendant que j'ai les yeux fermés, la consigne est de « se lâcher ». L'image est là : le « prof » dort, les enfants font des bêtises : ils tapent dans des chaises, se déchaînent.

(Maintenant, des années plus tard, je me dis qu'on peut y voir ce message-là : « merde à la hiérarchie ! ». Je ne cherchais pas à y mettre ça, mais l'égalité et la fraternité sont en elles-mêmes un comportement anti-hiérarchie). Je me réveille, leur demande de se calmer et iels terminent la danse.

Ma compagne, après le spectacle, m'a dit : « dis donc, ils y vont les petits quand tu dors ! » L'ancien directeur de l'école

est venu me dire « ils t'écoutent bien, les petits ». J'ai répondu : « non, NOUS NOUS écoutons bien ». Ceci aussi : jamais de compétition, nulle part.

Heureux d'avoir vécu tout ça.

Oui, je suis heureux d'avoir été « globalement » libre et en résistance à l'intérieur d'une école qui met plus d'énergie à apprendre la soumission que l'émancipation, qui classe, évalue, met en compétition, qui ne respecte pas les élèves, ne leur fait pas confiance.

Sans être nullement parfait, en tâtonnant, en ratant des trucs, en étant parfois injuste ou maladroit, j'ai tout de même tenté, avec joie et spontanéité, de faire vivre un service public tel qu'il me plaît.

Il y a quelques années, une de mes filles est entrée au collège en 6^e. Une élève de 3^e, que j'avais eue en petite section, s'est approchée de ma fille et lui a dit : « tu diras à ton père qu'en petite section, on se marrait bien ! ». Cette phrase me fait chaud au cœur.

En ce moment, je lis le livre *Libres enfants de Summerhill*. J'y trouve plein de choses qui m'enchantent et que j'espère avoir fait vivre en partie au sein de l'école publique. L'école « pour toutes et tous ». (Par contre, Alexander Neill ne connaissait pas le vrai sens du mot « anarchie » et l'utilisait très mal).

Tout ne fut pas non plus facile, mais j'ai eu très peu de problèmes avec les parents et les collègues. Par contre, la fin fut brutale malgré tout : vient un moment où l'administration utilisera tout ce qu'elle peut contre celle ou celui qui résiste. Mais ça a mis beaucoup de temps. Je n'ai pas de regrets. Au contraire.

Et, de nos jours, c'est probablement plus difficile d'agir en liberté qu'auparavant. Les chaînes extérieures se durcissent. Ça n'empêche pas toutefois de se libérer de nos chaînes intérieures. D'oser n'accorder aucun crédit à nos oppresseurs. De ne pas se prendre au sérieux.

Je vous livre ça, faites-en ce qu'il vous plaira.

Pirlouit



L'enfer néolibéral est pavé de naïves intentions

Dans un article du *Monde Libertaire* de novembre 2023 (n° 1855), un adhérent de la Fédération anarchiste évoque, en pages 22 et 23, les difficultés morales qu'il a rencontrées en débutant comme enseignant dans l'Éducation nationale. La situation qu'il expose est bien connue des syndicalistes enseignants qui doivent régulièrement accompagner, après les concours ou après embauche en « job dating », les nouveaux collègues, qu'ils soient stagiaires, néo-titulaires ou contractuels, afin d'éviter qu'ils ne finissent broyés par l'institution.

Si l'intention de l'auteur est louable – rappeler la dimension émancipatrice à laquelle doit concourir tout enseignant –, il apparaît que le texte comprend trois éléments incompatibles avec la revendication d'une école un peu plus émancipatrice : l'affirmation d'une conception très néolibérale du professeur, une approche candide de l'autoévaluation ainsi qu'une méconnaissance des enjeux liés à l'évaluation par compétences. D'autres assertions mériteraient d'être discutées, mais elles relèvent davantage du débat pédagogique que du débat idéologique.

Accompagner n'est pas enseigner. L'auteur affirme que « *l'enseignant-e n'est pas une autorité intellectuelle, mais une source fiable et un-e accompagnateur-trice, comme peut l'être un livre ou internet* ». C'est exactement ce vers quoi tend la politique de Blanquer et de ses successeurs : transformer les professeurs en accompagnateurs, des personnes non plus maîtres, autocritiques et relativement libres de leur pédagogie, mais des facilitateurs d'accès à une information standardisée, numérique de préférence. Ainsi, dans un avis rendu en mars 2023, le Conseil supérieur des programmes a formulé plusieurs propositions concernant le recrutement futur des professeurs. Une des plus hardies consacrait la fin de la sélection des enseignants par concours, privilégiant le recrutement via un entretien d'embauche mené par le chef d'établissement et un inspecteur. Une telle modalité diminuerait l'impor-

tance qui doit être accordée à la maîtrise du savoir disciplinaire au profit d'une recherche de docilité chez les nouveaux professeurs. Or, sans être un intellectuel autoritaire, l'enseignant doit être, pour l'émancipation de ses élèves, un spécialiste de sa discipline, certainement pas un simple passeur de plats.

L'autoévaluation : un outil de management

L'auteur souhaite substituer l'autoévaluation aux notes. L'autoévaluation est un système qui se développe dans les formations post-baccalauréat et qui se propage dans le monde professionnel. Son principe repose sur l'idée que l'individu fasse émerger lui-même les problèmes rencontrés en formation ou au travail, et qu'il y remédie par lui-même. Dans un monde dépourvu de tout système de domination, ce procédé pourrait présenter un intérêt. Dans le monde de l'entreprise, comme dans celui des institutions publiques, grâce au « new public management », l'autoévaluation permet d'individualiser les problèmes structurels, de faire peser sur le salarié ou sur le fonctionnaire isolé la responsabilité de résoudre ces problèmes, de préférence sans apport de moyens. Au final, les autoévaluations permettent aux directeurs des Ressources humaines de justifier la paralysie de certaines carrières, les sanctions ou les licenciements. Depuis deux ans, les syndicats de lutte sont vent debout contre la mise en place de l'autoé-

valuation des établissements scolaires exigée par le ministère de l'Éducation nationale. Ils refusent l'acte de servitude volontaire que constituerait l'adhésion à un tel système. Ainsi, prôner l'autoévaluation pour les élèves n'a rien d'anarchiste, puisque cela reviendrait à souhaiter les habituer très tôt aux modalités du management néolibéral.

L'évaluation par compétences, ou le retour du livret ouvrier

L'auteur préconise « *d'abandonner les notes pour passer au système d'évaluation par compétences, moindre mal* ». L'évaluation par compétences est un pilier du projet de la nouvelle école capitaliste programmé par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) il y a plus de trente ans. Il ne s'agit pas de tendre vers la suppression de l'évaluation notée parce qu'elle serait plus traumatisante que celle par compétences. Il s'agit de supprimer les notes parce qu'il faut, réglementairement en France, une note pour obtenir un diplôme. Il est tout simplement question de substituer les carnets numériques de compétences aux diplômes. Le Brevet d'Études Professionnelles (BEP) délivré en lycée professionnel en fin de première a déjà laissé sa place à une attestation fondée sur un système de compétences. Or, les conventions collectives étalonnent les salaires sur les diplômes. Une fois les diplômes disparus et remplacés par des livrets numériques de compétences



Instituteur : ni dieu.. mais maître.

En face, ça cause retour de l'uniforme et du doigt sur la couture dans les écoles-casernes. Histoire de préparer les élèves au SNU des casernes-écoles.

Élève (mot unisexe) : être humain de tout âge qui reçoit l'enseignement d'un autre être humain. Il importe de différencier les élèves en fonction de leur âge.

Lorsque nous parlons de jeunes êtres humains enfants, généralement regroupés dans un lieu commun appelé école nous ne pouvons écarter tout ce que cela comporte comme contraintes pour eux.

Première grande leçon que l'élève apprend en intégrant ce lieu propre à son élévation, savoir domestiquer sa vessie pour uriner à heures fixes. L'être humain ayant de tous temps affiché sa volonté de domestiquer la nature, il apprend donc qu'il en est de même pour ses besoins... naturels.

Il en sera de même pour ses cordes vocales « *On ne parle pas en classe!* », pour son squelette « *On lève la main!* » « *On reste à sa place!* » « *Retourne-toi!* » soit tout un ensemble de consignes qui, si elles avaient été adressées à un caniche le qualifieraient inmanquablement d'animal de cirque.

Instituteur, institutrice : être humain adulte chargé d'enseigner à de jeunes êtres humains, enfants regroupés dans ce lieu appelé école, ce que le pouvoir aura jugé nécessaire et suffisant d'être enseigné.

Le corps des instituteurs a été créé par la loi du 12 décembre 1792 soit le lendemain de l'ouverture du procès de Louis Capet alias Louis XVI. Sûrement le hasard mais...

En jouant sur les mots on peut donc dire que la Révolution française a ainsi donné un corps aux enseignants alors que Louis XIV leur avait donné une âme. Âme catholique au demeurant puisque, pour poursuivre ce que la révocation de l'Édit de Nantes (1685, comme on me l'a appris à l'école) avait commencé, le

(rappel du livret ouvrier du XIX^e siècle), les jeunes travailleurs seront livrés pieds et poings liés au patronat puisqu'ils ne pourront même plus invoquer pour leur défense les cadres juridiques de ces conventions. Chacun devra négocier directement avec son patron et tant pis pour celles et ceux qui ne seront pas rompus à l'exercice.

L'article révèle un véritable malaise. Pour sortir de son isolement et pour pouvoir se former aux enjeux actuels de l'Éducation nationale, il convient de se syndiquer dans une organisation de lutte. Les INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation) déforment? C'est au syndicat de « débunker » les collègues suivant les principes de l'éducation populaire. L'institution cherche à annihiler toute potentialité d'émancipation dans les enseignements? C'est au collectif des enseignants, soutenu par le syndicat, de subvertir le système en redonnant du sens aux savoirs. Les hiérarchies broient? Le syndicat doit défendre sans distinction les travailleurs et les travailleuses dans les établissements scolaires. Rappelons que le syndicat c'est toi, c'est moi, c'est nous; c'est la réalisation concrète de la première assertion des statuts de l'AIT : « *l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* »!

Antoine, syndicaliste enseignant
Liaison anarcho-syndicaliste
« l'Éponge noire », Beauvais



ATTENDS... J'TE VAS EN DONNER... DU MAÎTRE D'ÉCOLE. HONORÉ DAUMIER. 1846



Instituteur : Ni dieu... mais maître.

monarque absolu avait en 1698 ordonné que tous les villages se dotent d'une école tenue par le prêtre - forcément catholique - ou par une personne que celui-ci choisirait au sein de son troupeau de fidèles...

Article premier de la loi du 12 décembre 1792 : « Les écoles primaires formeront le premier degré d'instruction. On y enseignera les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens. Les personnes chargées de l'enseignement dans ces écoles s'appelleront instituteurs »

Dans instituteur, il y a tuteur.

On pourrait donc penser que cet être humain adulte a pour rôle essentiel d'aider de jeunes êtres humains à s'élever intellectuellement, socialement, physiquement et moralement. De là le terme de « maître » qui nous rappelle quelques philosophes suivis de leurs disciples.

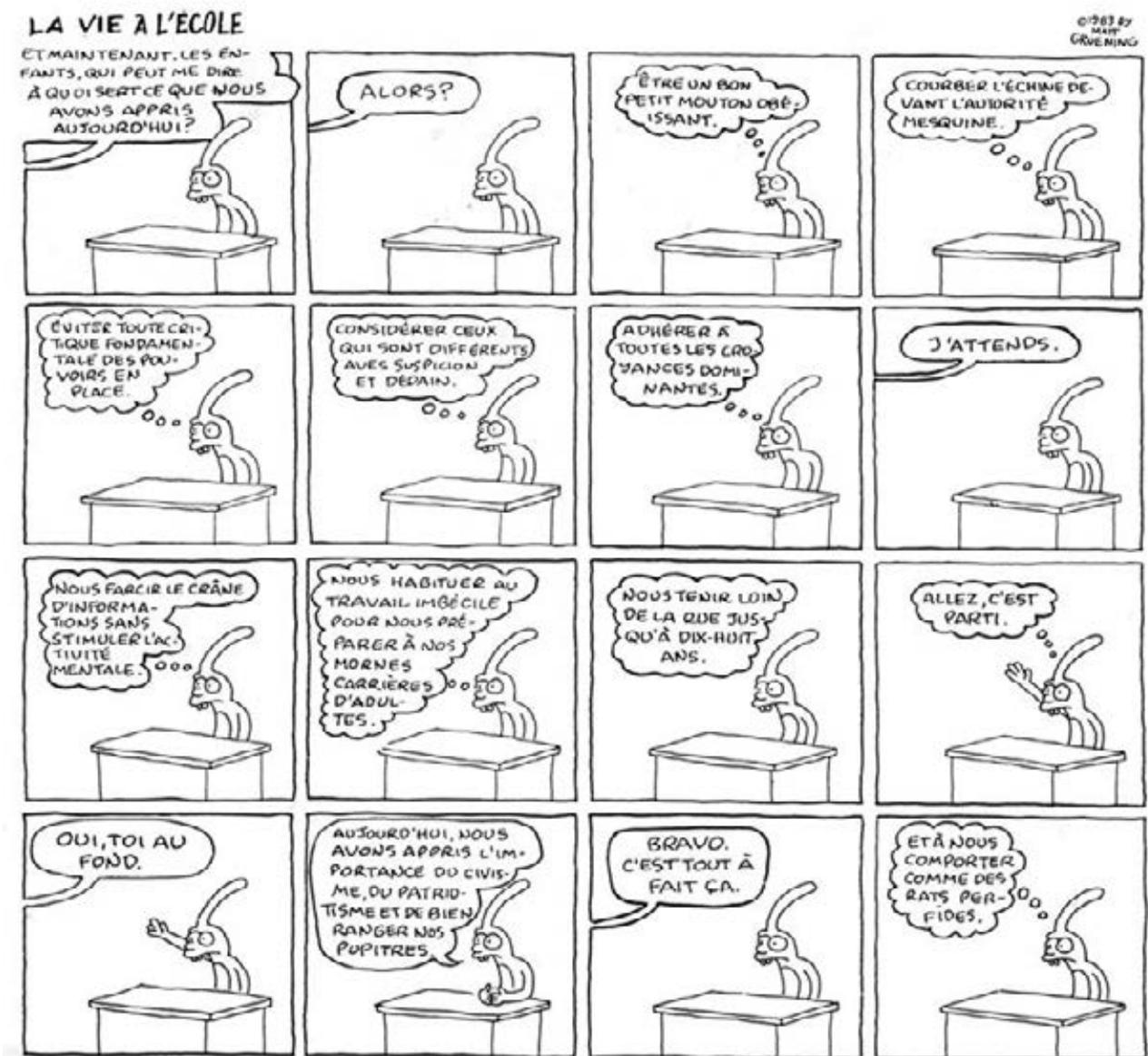
Mais dans instituteur, il y a surtout institut... Ce regroupement permanent créé dans un certain but.

Le rôle assigné aux instituteurs : transformer de jeunes êtres humains en

citoyens dotés des connaissances nécessaires. Lesquelles? Les mêmes pour tous? Dès 1794, apparaissent des Écoles Normales de formation des instituteurs afin de normaliser l'enseignement.

La norme ? Celle que choisira le pouvoir du moment.

On retrouvera donc dans un livre censé apporter les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens les extraits suivants :





« Les Chinois ont la peau jaunâtre, les cheveux plats, durs et noirs, les yeux obliques, les dents saillantes. Les Nègres ont la peau noire, les cheveux frisés comme de la laine, les mâchoires en avant, le nez épaté; ils sont bien moins intelligents que les Chinois, et surtout que les Blancs. »

« Et il y a de ces hommes qui sont vraiment inférieurs. Ainsi l'Australie est peuplée par des hommes de petite taille, à peau noirâtre, à cheveux noirs et droits, à tête très petite, qui vivent en petits groupes, n'ont ni culture ni animaux domestiques (sauf une espèce de chien), et sont fort peu intelligents. »

« Il faut bien voir que les Blancs étant plus intelligents, plus travailleurs, plus courageux que les autres, ont envahi le monde entier et menacent de détruire ou de subjuguer toutes les races inférieures. »

Ces trois extraits insupportables sont extraits de *Première année d'enseignement scientifique* (1883) de Paul Bert. Livre scolaire utilisé dans les écoles.

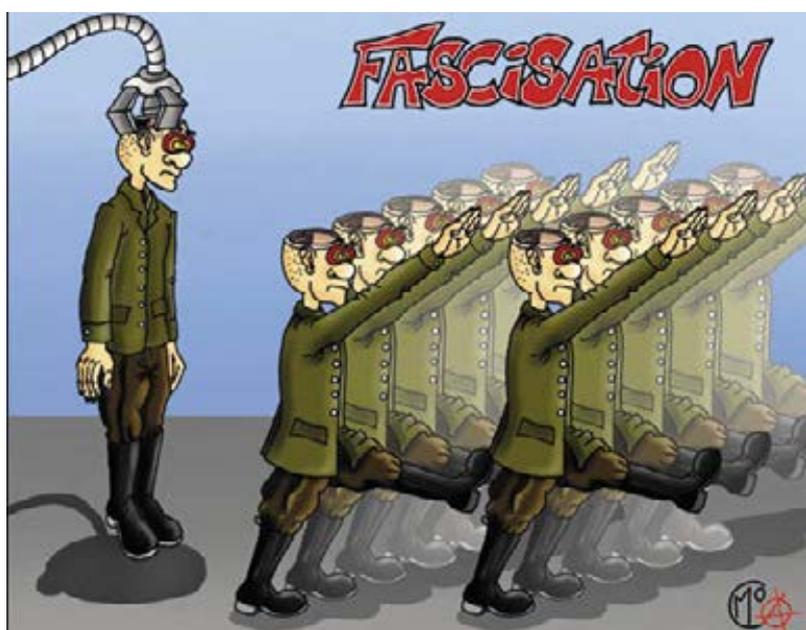
Dans le même temps, le gouvernement français partait à la conquête du monde.

Les jeunes citoyens en herbe n'avaient alors pas dû être choqués quand, le 28 juillet 1885, le député des Vosges, un certain Jules Ferry, a tenu les propos suivants à la tribune de l'Assemblée nationale : « ... Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures [...] [Remous sur plusieurs bancs à l'extrême gauche] parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont un devoir de civiliser les races inférieures. [...] » (propos transcrits au *Journal officiel*).

Instituteur, quel beau métier!

Bernard
Groupe d'Aubenas

Reprise d'un article mis en ligne le 3 avril 2020 sur *L'Encyclopédie anarchiste*.
<https://www.encyclopedie-anarchiste.xyz>





Crises, boucs-émissaires, fascismes et pouvoirs autoritaires

Crises, boucs émissaires et fascismes, un mécanisme qui malheureusement n'a jamais cessé.

C'est malheureusement un classique de la manipulation politique et de la propagande chez les fascistes. Malheureusement ce type de pensées a conduit aux pires génocides. Rien qu'au XX^e siècle, plusieurs génocides ont eu lieu. Parmi ces génocides, celui des Arméniens, perpétré par le pouvoir du sultan ottoman, un pouvoir en pleine déliquescence et en train de perdre la guerre. Pour justifier les revers militaires, le pouvoir accusa, de façon mensongère, les populations civiles arméniennes d'être des soutiens de la Russie alors ennemie de la Turquie.

En Russie, dès le début de la révolution de 1917, des massacres puis des génocides concernant, là aussi, des populations civiles se succédèrent, par le biais de fusillades, de déportations dans les goulags (avec l'idée de faire mourir par le travail forcé les personnes internées dans les goulags), puis de la famine en Ukraine organisée par Staline, ou encore la grande terreur, elle aussi organisée par Staline, qui toucha aussi des populations civiles, assassinées. Comme, encore, le complot supposé des blouses blanches. Toutes ces personnes étant désignées comme coupables des échecs rencontrés par le pouvoir et la révolution bolchevique.

En Allemagne, dès le début de l'existence du parti nazi, la propagande antisémite, anti-bolchevique, eugéniste, a désigné des responsables du mauvais fonctionnement de la société allemande, de la crise économique et d'une crise morale. Dès 1933 et l'accession d'Hitler au pouvoir, le fonctionnement génocidaire se mit en place. Plusieurs groupes de personnes furent désignés, pour être éliminés physiquement. Les Juifs, les Sintés, les témoins de Jéhovah, les francs-maçons, les communistes, les sociaux-démocrates, les asociaux, les personnes en situation de handicap physique et mental.

Réurrences actuelles

Ce qui est consternant et aussi inquiétant, c'est que malgré ces exemples historiques, dans différentes parties du monde, ce type de partis et d'idéologies identitaires et fascistes prospèrent et prennent le pouvoir par les urnes. Apparemment, la désignation de boucs émissaires et la tentation d'un pouvoir autoritaire, séduisent les électeurs et électrices.

Or, il s'avère de façon patente, en connaissant l'histoire et s'appuyant sur des faits historiques, que ce que proposent les différentes formes de fascismes et de régimes identitaristes



s'est révélé mensonger, criminel, belliqueux, génocidaire et n'a jamais résolu quelque crise que ce soit. Bien au contraire, cela n'a fait qu'empirer la situation de crise, et ces types de gouvernements ont retourné leur pouvoir destructeur sur leurs populations, et même parmi leurs partisans.

Cette récurrence me choque, me frappe, m'inquiète.

Cette image proprette que veulent se donner ces partis fascistes et qui donne l'impression de respectabilité séduit les électrices et électeurs, alors même que ces personnes vivent dans un pays ayant un lourd passé marqué par le fascisme.

Inquiétant aussi, des partis se présentant comme démocratiques et républicains pour, soi-disant, lutter contre les partis fascistes, prennent des mesures et font voter quelques lois liberticides, pour couper l'herbe sous le pied aux partis fascistes. Situation paradoxale s'il en est, et dont nous ressentons déjà les méfaits. Le vote comme outil contre le fascisme est là aussi très dangereux.

Comment expliquer cela ?

Ce serait présomptueux, de ma part, de fournir une réponse à ce phénomène. Je ne peux qu'apporter des pistes de réflexion. Un manque d'informations sur les méfaits du fascisme à l'école ? Le désir de déléguer la gestion de l'État et donc, de sa propre vie à une personne providentielle ? Le désir de ne pas laisser les individus s'autogérer individuellement ou en



groupe? Le pouvoir des médias aux mains de capitalistes politisés? La volonté des différents gouvernements d'effacer de l'histoire la connaissance de l'histoire fasciste? La disparition des derniers témoins victimes du fascisme en Europe? Ce ne sont là que quelques axes de réflexions et chacune et chacun peut chercher quelques pistes.

Lutter contre le retour du fascisme

Il ne faut pas partir perdant et être dépité-e dans la lutte contre le fascisme. Si tout le monde avait baissé les bras devant les pouvoirs fascistes, ils seraient encore présents au pouvoir. Le fascisme n'est ni une nécessité ni une fatalité.

Informez sur la situation actuelle des pays où le fascisme progresse et où il est au pouvoir. Et démontrez que, dans un pays où le fascisme sévit, tout le monde, de façon directe ou indirecte, en est victime, même les personnes qui ont voté pour le fascisme.

Informez sur la lutte antifasciste, les luttes actuelles et les luttes passées.

Organiser des projections de films, des débats, des causeries populaires libertaires, sur le thème de lutte contre le fascisme. Soutenir les compagnes et compagnons luttant contre le fascisme dans le monde.

Cela n'est que quelques suggestions, mais il est sûr et certain que si l'on ne combat pas le fascisme c'est lui qui nous combattrait.

Elefthéria

Groupe Commune de Paris.

Élections et démocraties

Les temps sont durs pour Kim Jong Un. Pour la première fois depuis 60 ans, l'opposition s'est fait entendre dans les urnes. En effet, lors des dernières élections en date, le parti au pouvoir n'a recueilli que 99,91% des voix! Un cruel désaveu qui voit le dictateur constater que 0,09% des citoyens se détournent de son programme. Mais ce n'est pas tout, alors que le vote est obligatoire, seulement 99,63% des électeurs se sont déplacés pour voter, soit 0,37% d'abstention. Là encore, un taux record. On peut entendre d'ici les braves électeurs et les élus brocarder ces salauds d'abstentionnistes responsables de tous les maux! Si tu ne votes pas, tu n'as pas le droit d'ouvrir ta gueule, comme on dit. Ben, en Corée du Nord, remarque, même si tu votes, c'est pareil.

Julien Caldironi
Individuel 49

FAITS D'HIVER AUX CHEVAUX MAIGRES... VONT LES MOUCHES!

C'est à la mode populiste extrême droitiste du moment que de hurler au laxisme de la « Justice ». Rendez-vous compte, un Allah Akbar de troisième zone, ayant juste fait quelques années de prison pour avoir plus ou moins participé à la préparation d'un attentat, est relâché dans la nature, comme ça, et peu de temps après, il assassine un touriste à Paris.

Est-il besoin de le préciser, nos hurleurs au cerveau reptilien nourris à « l'info » Bolloresque ont l'indignation sélective. La « Justice » n'est-elle pas surtout laxiste avec les grands de ce monde? Du genre Sarkozy, Dupont-Maseraati, Chirac, Tapie, Total...? Ou du genre les criminels de l'OAS qui, en Algérie et en France, ont assassiné des milliers de personnes et qui n'ont fait que quelques années de prison?

Et puis, quid de cette « Justice » soi-disant laxiste vis-à-vis des voleurs de poules ou de pommes? Ou vis-à-vis des militants syndicalistes, écolos, politiques... qui en prennent toujours plus plein la gueule?

Mon ami et camarade Jakés Esnal d'ETA (Euskadi Ta Askatasuna, Pays Basque et Liberté), arrêté en 1990 pour des attentats commis en Espagne a été condamné, sans preuve autre que des aveux d'un de ses camarades arrachés sous la torture par la police franquiste, à perpète. Il était libérable en 2010. Il l'a été en 2022. Mais, soumis au bracelet électronique pendant un an. Et, désormais, en liberté conditionnelle (avec plein de conditions) pendant 10 ans. En clair, après 32 ans de détention, un an de bracelet électronique et désormais 10 ans de conditionnelle, Jakés sera, peut-être, libre à... 83 ans.

Alors, laxiste la « Justice »?
La quoi?

Jean-Marc Raynaud



Pourquoi boycotter Google ?

Environ neuf internautes sur dix utilisent le moteur de recherche de Google, sans se soucier de son mode de fonctionnement et des informations qu'en tire l'entreprise. La majorité des possesseurs de smartphones utilisent Android, qui appartient à... Google, ainsi que YouTube, Gmail, etc. Or, Google ne veut absolument pas notre bien, et a dépassé ce qui était, à son origine, en 1998, son but affiché : rendre l'information disponible partout dans le monde.

Pris dans les filets de Google

L'entreprise ne cache pourtant rien. Il suffit de s'intéresser à elle pour trouver, sur le Web, l'ensemble de ce qui constitue sa « philosophie ». Ainsi, les « 10 principes fondamentaux de Google¹ » forment comme un programme culturel, social et même politique à peu près complet, puisqu'ils évoquent à la fois l'économie, la culture, l'information et même la démocratie – toutes choses qui, a priori, ne concernent pas directement une entreprise privée, mais plutôt les États, ou, tout simplement, nous-mêmes, sans délégation de « compétences » à qui que ce soit. Ainsi, dans son principe n° 4, Google annonce que « la démocratie sur le Web fonctionne ». La phrase est sans appel, car, selon la société : « *La recherche Google fonctionne, car sa technologie fait confiance aux millions d'internautes qui ajoutent des liens sur leur site Web pour déterminer la valeur du contenu d'autres sites. [...] chaque nouveau site constitue un nouveau point d'information et un nouveau vote à comptabiliser.* » Google se limiterait à constater ce qui plaît aux internautes, et suivrait le principe « ce que nous vous proposons n'est, finalement, que ce qui vous plaît ». Une sorte de pouvoir de la majorité, sans se demander si cette majorité représente une opinion libre et émancipée, voire émancipatrice, et si ce que pense la majorité est bon pour nous, bon pour la planète, etc.

Nous nous limitons ici aux aspects économiques et surtout politiques de Google – à vous, lectrices, lecteurs, de consulter les principes fondamentaux de l'entreprise et de vous faire une opinion sur l'utilité réelle des services proposés par Google.

Ce que cache Google

En 2013, *The Washington Post* et *The Guardian* ont révélé que le Web était placé sous surveillance par... Google, ainsi que Facebook, Microsoft et quelques autres. C'est Edward Snowden, employé un temps pour le compte de la National Security Agency (NSA), l'organisme de surveillance policière des États-Unis, qui a tout découvert. Google participe donc au programme de surveillance mondiale et l'alimente, en compilant et analysant les requêtes des internautes sur son moteur de recherche. Ses algorithmes analysent nos centaines de millions de clics chaque heure, nos milliards de requêtes chaque jour², et dessinent une image extrêmement précise des milliards d'individus qui utilisent ses services. Google sait tellement de choses sur chaque internaute en particulier, par le biais des requêtes qu'il effectue sur

Google Search ou YouTube (les deux sites Web les plus visités au monde, avec 150 milliards de recherches par mois!), de sa navigation sur Chrome (le navigateur utilisé par les deux tiers des internautes), de certains mots-clés qu'il écrit sur Gmail, etc., que l'entreprise est en capacité de nous proposer ce que nous recherchons, avant même parfois que nous en ayons l'idée, comme l'affirment ses « Principes fondamentaux » (!). Ce qui signifie, pour l'entreprise qui vend le produit que l'internaute « désire », un formidable gain de temps et d'efficacité. C'est là que Google intervient, en proposant directement aux entreprises de n'envoyer leurs mailings qu'à des individus précis dont elles savent, grâce à Google, qu'ils recherchent ce qu'elles produisent. Google facture aux entreprises les clics que font les internautes en direction desdites entreprises. C'est le *payperclick advertising* : la publicité payée par l'annonceur à chaque clic que fait le client potentiel.

Pour Google, les rentrées d'argent publicitaires sont tellement considérables qu'à partir de 2002, l'entreprise a dégagé des bénéfices exponentiels, partant de 347 millions de dollars cette année-là pour monter à 3,2 milliards dès 2004, 40 milliards en 2020, 76 milliards en 2021 et, en 2022, 60 milliards³.

Plongée dans la vision politique de Google

En avril 2013, Eric Schmidt, président du conseil d'administration de Google, et Jared Cohen, directeur de Google Ideas, publient *The New Digital Age*⁴. Schmidt et Cohen affirment qu'« un système d'information totalement intégré, comportant toutes sortes de données, avec un logiciel interprétant et prévoyant le comportement, et avec des humains qui le contrôlent est peut-être tout simplement trop puissant pour quiconque voudrait le manœuvrer de façon responsable. De plus, une fois construit, un tel système ne sera jamais démantelé⁵. » Un comble pour eux qui sont à la tête de l'entreprise qui construit ce système de contrôle!

Aussi, ces dirigeants de Google préconisent un modèle politique adapté à la nouvelle division du pouvoir entre méga-entreprises et les États les plus puissants : limiter l'État à une stricte fonction répressive.

Ainsi, pour répondre au terrorisme, « les compagnies technologiques sont les seules à être en position de mener cet effort au niveau international. Beaucoup des plus importantes d'entre elles ont toutes les valeurs des sociétés démocratiques sans le

Boycott Google

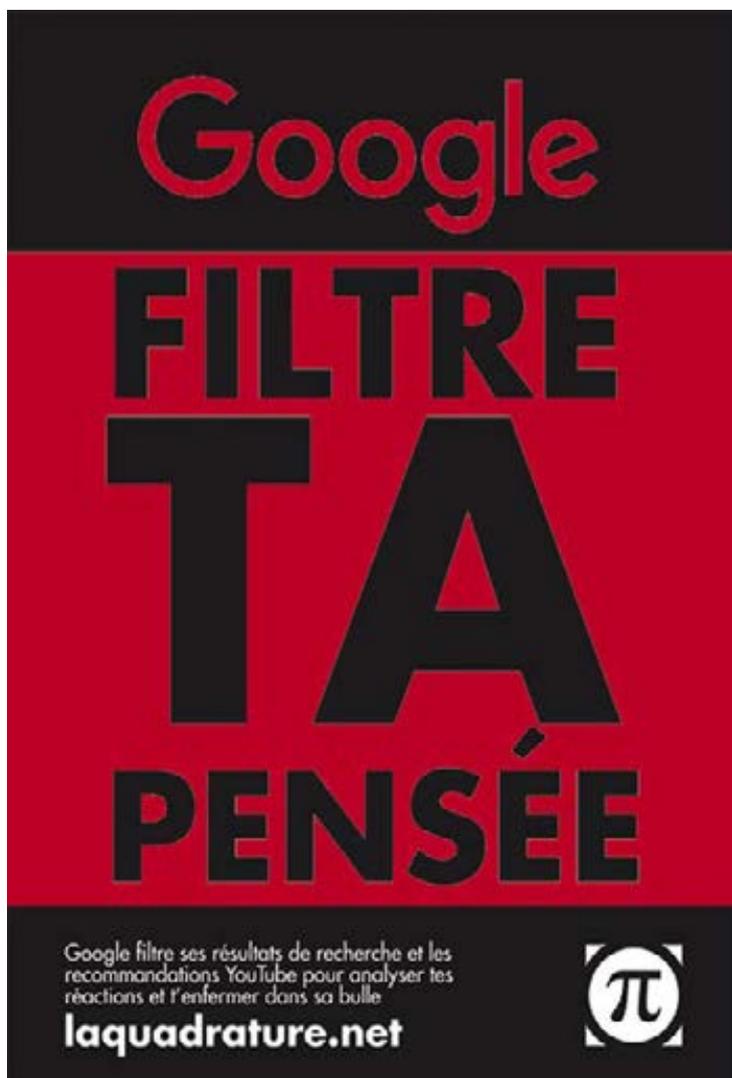
lourd héritage d'un État – elles peuvent aller là où des gouvernements ne peuvent pas se rendre, parler aux gens sans précautions diplomatiques et opérer dans le langage neutre et universel de la technologie. De plus, c'est l'industrie qui produit les jeux vidéo, les réseaux sociaux et les téléphones portables – elle a peut-être la meilleure compréhension de la façon de distraire les jeunes de tous les secteurs, et les gamins sont le vrai terreau démographique des groupes terroristes. Les compagnies ne peuvent peut-être pas comprendre les nuances de la radicalisation ou les différences entre des populations spécifiques [...], mais elles comprennent les jeunes et les jouets avec lesquels ils aiment s'amuser. C'est seulement quand nous avons leur attention que nous pouvons espérer gagner leurs cœurs et leurs esprits⁶ ».

La division du travail au niveau de l'antiterrorisme illustre parfaitement ce qu'est l'État souhaité par Schmidt et Cohen, un État réduit au rôle de gendarme, sans nuance et sans pitié. Google se veut une sorte de nouveau centre de commandement du monde, car c'est Google qui connaît le mieux les « anarchistes » (selon ce qu'affirment Schmidt et Cohen) et tous ces « gamins » qui « sont le vrai terreau démographique des groupes terroristes ». De plus, Google, comprenant « les jeunes et les jouets avec lesquels ils aiment s'amuser », est bien entendu l'entreprise la mieux placée pour les contrôler et, si besoin, les dénoncer.

Google n'a plus qu'à demander à l'État de jouer son rôle, soit appliquer sur le terrain les mesures antiterroristes : « Au fur et à mesure que les terroristes développent de nouvelles méthodes, les stratégies de l'antiterrorisme devront s'y adapter. L'emprisonnement ne sera pas suffisant pour contenir un réseau terroriste. Les gouvernements doivent décider, par exemple, qu'il est trop risqué que des citoyens restent "hors ligne", détachés de l'écosystème technologique. Dans le futur comme aujourd'hui, nous pouvons être certains que des individus refuseront d'adopter et d'utiliser la technologie, et ne voudront rien avoir à faire avec des profils virtuels, des bases de données en ligne ou des smartphones. Un gouvernement devra considérer qu'une personne qui n'adhérera pas du tout à ces technologies a quelque chose à cacher et compte probablement enfreindre la loi, et ce gouvernement devra établir une liste de ces personnes cachées, comme mesure antiterroriste. Si vous n'avez aucun profil social virtuel enregistré ou pas d'abonnement pour un portable, et si vos références en ligne sont inhabituellement difficiles à trouver, alors vous devrez être considéré comme un candidat à l'inscription sur cette liste. Vous serez aussi sujet à un strict ensemble de nouvelles régulations, qui incluront un examen d'identité rigoureux dans les aéroports et jusqu'à des restrictions de voyage⁷. »

Voilà exactement ce qui se produit avec l'utilisation du QR-code, que ce soit durant la pandémie ou, en 2024, à Paris pour les Jeux olympiques... Alors : ne devrions-nous pas nous passer de Google ?

Groupe Huko
groupe.huko@autistici.org



1. Voir about.google/intl/fr/philosophy/ (consulté le 9 décembre 2023).
2. Par exemple, en 2021, Google Search a enregistré 88,4 milliards de requêtes chaque mois, selon [We Are Social wearesocial.com/uk/blog/2023/01/digital-2023/](https://wearesocial.com/uk/blog/2023/01/digital-2023/). Pour des données précises sur la France : datareportal.com/reports/digital-2023-france (sites consultés le 10 décembre 2023).
3. Voir www.webrankinfo.com/dossiers/google/resultats-financiers (consulté le 10 décembre 2023).
4. Eric Schmidt, Jared Cohen, *The New Digital Age. Reshaping the Future of People, Nations and Business* (« Le Nouvel Âge digital. Refaçonner le futur des peuples, des nations et des affaires »), New York, Knopf, 2013, 315 pages.
5. *Ibid.*, p. 176 (traduit par nos soins).
6. *Ibid.*, p. 180-181 (c'est nous qui soulignons).
7. *Ibid.*, p. 173. Notons, dans ce passage, que Schmidt et Cohen prennent à partie le lecteur – c'est la seule fois que cela se produit dans tout l'ouvrage ! Difficile de ne pas interpréter cela comme une menace ouverte...



Y'en n'a pas 20%, et pourtant ils existent...



JUSTHOM AU CHÂTEAU DE LIGOURE PHOTO : DUCTUS

ENTRETIEN AVEC JUSTHOM

Justhom a bourlingué 13 ans sur des pétroliers, sillonnant les mers du globe. Il lui a fallu du temps pour s'adapter ensuite à la vie terrestre, et trouver une stabilité sociale, professionnelle, puis familiale. Hélas, cette stabilité de vie en couple se comptabilise en 20 années de souffrance. Justhom fait partie de ces hommes victimes de violences conjugales... Sur ces 20 ans, où il a été « méprisé, humilié, martyrisé par sa compagne », Justhom en raconte 3 dans ce livre qu'il vient de publier aux éditions Libertaires (voir recension du livre page 52). Mais tout cela est terminé, Justhom est enfin libre. Il nous parle de ce qu'il a vécu.

Salut Justhom, la vie sur le plancher des vaches est-elle si difficile pour les gens de mer ?

La vie à terre a été compliquée ; l'insertion n'a pas été facile ni aisée. J'étais façonné à la mentalité des marins, c'est-à-dire la solidarité, l'amitié et l'entraide que je n'ai pas retrouvées à terre.

La tempête terrienne a duré plusieurs dizaines d'années. Elle m'a ballotté de ville en ville, de boulot en boulot où je n'ai rencontré qu'autorité, compétition, hypocrisie, duperie et surtout pas l'entraide... C'était chacun pour soi et mauvais coups. Ce qui m'a fait pas mal dériver. Le retour à la vie à terre a fait de moi un révolté. Le calme, je l'ai trouvé lorsque j'ai rencontré le mouvement anarchiste.

Dès l'année 1973, par le biais d'un ami anarchiste j'ai découvert *Le monde libertaire*. Je le lisais régulièrement et notamment les articles de Jean-Marc Raynaud, alors que je n'avais pas rejoint leur rang.

C'est au contact des anarchistes que j'ai retrouvé les valeurs qui avaient cours chez les marins au long cours : amitié, solidarité, entraide, respect et surtout liberté.

Peux tu nous décrire, en résumé, ce que tu as vécu en couple, de 1999 à 2020 ?

En 1998, j'ai posé mon sac à Rouen. Je vivais seul depuis de nombreuses années. C'est là que j'ai rencontré une femme avec laquelle j'ai tenté de survivre pendant 20 années. Certes je n'ai pas été vigilant mais comme je n'étais pas un homme autoritaire, que je déteste les conflits, j'ai tout accepté, devenu sous son emprise. Au fil des mois sa violence et sa tyrannie ont fait partie de ma vie. Ses colères étaient quasiment quotidiennes.

Rapidement, mes livres, mon ordinateur et mes objets personnels ont été descendus à la cave. Elle avait décrété que les livres étaient des ramasse-poussière. J'ai donc écrit et passé

mes journées dans la cave y compris l'hiver. J'ai même dû y dormir parfois.

Elle avait décrété que je ne savais pas conduire, ni faire du feu dans la cheminée, que je lavais très mal et cassais la vaisselle, que lorsque je faisais à manger je salissais la cuisine. Bref je ne sais rien faire. J'étais traité régulièrement d'abruti, d'incapable, de grosse merde, de fainéant...

Dévalorisation, mépris, insultes, culpabilisation, dénigrement... Ce processus de destruction psychologique, et par voie de conséquence physique, est malheureusement habituel. C'est généralement ce qui est à l'œuvre dans les violences conjugales, envers les femmes...

Certes, dans cette société capitaliste, de type patriarcal, à forte influence religieuse, qui génère la violence, les inégalités, la soumission, l'exploitation, l'obéissance, ce sont les femmes les premières victimes. C'est pourquoi il nous faut impérativement dénoncer et combattre cette violence inhérente à ce machisme ambiant. Mais, il ne faut pas oublier que dans cette société machiste 10 à 15 % d'hommes subissent des violences et sont maltraités par leur compagne.

Il ne se passait guère une journée sans que je subisse cette violence conjugale.

À partir de quand la situation s'est elle aggravée ?

La situation s'est aggravée lorsqu'à la maladie et la tentative de suicide de la maman de Simon (son père ne l'ayant pas reconnu), nous sommes devenus par décision de justice les « tiers dignes de confiance ». Nous avons accueilli Simon chez nous pour l'élever. Il avait 11 mois. Comme je n'avais pas de lien de sang avec lui, c'est sa grand-mère qui était la personne digne de confiance ! Elle ne deviendra sa tutrice que deux ans plus tard.



“ Nous n’avons pas choisi de vivre. Certains le regrettent, d’autres non – et je fais partie de ceux-ci. La vie, c’est quoi ? Une parenthèse entre le néant et le néant, un non-sens absolu, un non-sens qu’il nous est possible de remplir de sens, politique, social, philosophique. Mais à chacun sa propre vie... ”

Seulement, elle ne le supportait pas. C’est moi qui m’en occupais. Elle me reprochait d’avoir entrepris les démarches pour le retirer de la pouponnière de la DDASS. Je n’étais qu’une ordure. Elle avait autre chose à faire que d’élever un gamin. Jamais elle n’a pris Simon dans ses bras ni ne lui a prodigué des gestes de tendresses. Bien au contraire, elle le persécutait. Elle lui disait qu’elle regrettait de l’avoir sorti de la DDASS, qu’il lui pourrissait la vie. Alors que ce n’est pas elle qui a fait les démarches mais, moi. Elle lui disait également qu’elle n’aurait pas de retraite car, elle avait arrêté de travailler pour l’élever. Ce qui est également faux car elle a arrêté de travailler en 1999 et qu’il est né en 2004.

Elle le traitait régulièrement de fainéant et de larve.

Tu es quelqu’un de très sensible, et tu as toujours défendu la cause des femmes. Cela explique-t-il pourquoi tu es resté si longtemps dans cette situation ? Pourquoi, malgré tout ce que tu subissais, pourquoi es-tu resté avec cette compagne violente ? Dépendance ? Volonté de protéger Simon ?

Effectivement, je suis un féministe convaincu. J’ai fait partie du collectif qui a créé la revue « Casse-Rôles » avec Hélène Hernandez et mes écrits, ainsi que mes actes le prouvent. Cela n’explique pas pourquoi je suis resté aussi longtemps avec ma tortionnaire. Je ne suis pas maso à ce point. J’ai souvent envisagé de partir mais je ne pouvais pas laisser Simon entre les mains de sa grand-mère. Elle l’aurait détruit. Et puis pour moi, cela aurait été comme une non-assistance à personne en danger. Je n’aurais pas pu me regarder dans une glace en sachant ce petit d’homme en situation de danger.

Ce n’est qu’en 2019 lorsque je suis devenu son tuteur que nous avons entrepris les démarches pour trouver un logement. Là encore ce fut le parcours du combattant. Ce n’est qu’entre Noël et le 31 décembre 2021 que notre démarche a abouti. Nous étions enfin libérés, du moins nous le croyions. Les premiers jours nous avons respiré et soufflé. La paix était retrouvée. Seulement, au bout de quelques semaines je me suis mis à faire des cauchemars. Son visage haineux et menaçant apparaissait dans mon sommeil. J’en ai parlé à Simon qui me dit que lui également avait du mal à s’endormir car il était hanté par le fait qu’elle pourrait continuer à le menacer.

La lecture et surtout l’écriture semblent avoir été salvatrices ?*

Heureusement que la lecture et le fait de pouvoir écrire ce que je vivais lors des moments de violences ont été pour moi une thérapie. J’ai tenu à écrire car avec le temps j’ai tendance à oublier et souvent la mémoire n’est pas fidèle. J’ai aussi souhaité qu’il reste un témoignage écrit pour mon petit-fils lorsque la camarade sera passée par là.

As-tu continué, pendant toute cette période, à rencontrer les compagnons et compagnes du groupe FA de Rouen ? En quoi cela a-t-il été bénéfique ? As-tu retrouvé sur la terre normande, la solidarité des gens de mer ?

Pendant cette période, j’ai beaucoup moins vu les camarades du groupe mais je savais que je pouvais compter sur eux. Ils étaient à l’écoute et leurs conseils m’étaient d’un grand secours. Ils m’ont permis de ne pas sombrer car bien souvent j’avais le moral dans les chaussettes. Aujourd’hui encore, ils sont présents et j’en profite pour les remercier chaleureusement. Leurs paroles ont été pour moi un réconfort. Je sais que je ne suis pas trompé lorsque j’ai été admis au sein du groupe.

Oui, j’ai retrouvé chez les anarchistes la solidarité et l’entraide des gens de mer.

Les langues se délient heureusement aujourd’hui à propos des violences subies par les femmes. Penses-tu que ton livre puisse contribuer à produire l’équivalent pour les hommes ?

Alors que le livre n’était pas encore imprimé, j’ai vendu 22 livres lors d’un salon du livre, uniquement en affichant la couverture.

Lors de diverses rencontres autour du livre, deux hommes ont raconté de quelle manière eux également avaient été maltraités par leur compagne. Depuis, d’autres hommes se sont confiés à moi. Selon les statistiques ce sont entre 10 % et 15 % d’hommes qui subiraient la violence des femmes. Si les langues se délient en ce qui concerne les violences faites aux femmes, il serait souhaitable que mon livre puisse être un élément déclencheur pour que les hommes se décident à parler et ravalent cette fierté mal placée qui consiste à se taire sous prétexte qu’ils ne seraient pas des hommes...

Je ne suis pas une exception.

J’ai été assez interpellé par la phrase qui figure en exergue de ton livre : ‘Il faut apprendre à aimer la vie, sans jamais lui faire confiance’... cela m’apparaît un peu contradictoire car pour moi, aimer la vie, c’est faire confiance à la vie.

La phrase qui figure en exergue du livre « Il faut apprendre à aimer la vie, sans jamais lui faire confiance » est pour moi un avertissement car faire confiance sans exercer son sens critique c’est faire confiance aveuglément, souvent accepter l’inacceptable, ce n’est pas prendre ses responsabilités. C’est prendre des risques et lier son sort à des aventuriers, des manipulateurs ou des tortionnaires.

**Propos recueillis par Franck Plazanet
Groupe Henri-Laborit**

* Le livre paru aux Éditions du Monde Libertaire *Femmes en lutte*, a été écrit pendant cette période (Livre écrit en collaboration avec Patrick Schindler, avec la participation d’Hélène Hernandez et de Monica Jornet)



La rue tue

Entre appel d'air et dictature du projet



Les températures baissent. Désormais, quand le quidam croise un SDF, un sans-domicile fixe, une personne que l'on qualifie par ce qui, très précisément, lui manque, il songe au froid, à la souffrance qu'il y a à dormir dehors. Alors il refile une pièce ou il appelle le 115. La misère est-elle moins pénible au soleil, comme le chante Aznavour ? Difficile à dire quand il meurt dans nos rues autant de sans-logis en hiver qu'en été.

L'hiver, parfois, quand le préfet le décide, puisqu'à présent la gestion de l'aide à apporter n'est plus forcément conditionnée et standardisée par le baromètre, il peut y avoir des plans « grand froid ». Quand il fait juste « froid », les gens peuvent crever, mais quand il fait « grand froid » alors, il faut quand même proposer quelque chose. Il suffit de peu de choses, d'un peu de vent, ce fameux ressenti... On ouvre donc des gymnases pour accueillir les indigents. Cela fait quelques places de plus à attribuer. Et parfois, comme tout est préparé à la hâte, en dernière minute, il n'y a même pas de chauffage, dans ce gymnase. Ou bien pas assez de draps. Ce n'est pas comme si l'hiver arrivait chaque année... Et cela se joue à quelques degrés. Ou bien au fait qu'on sait que les températures vont remonter dans les jours qui viennent... On ne va quand même pas mobiliser tant de services et de bénévoles pour finalement tout remballer trois jours plus tard... Les deniers de l'État sont chose sérieuse.

Parcours du combattant

Le reste de l'année, tout dépend des trottoirs sur lesquels survivent les hommes, les femmes et les enfants sans domicile. Dans certaines agglomérations, il y a quelques places, dans des centres, collectifs ou non. Dans d'autres, elles sont encore plus rares. Ce qui est certain, c'est que partout, ce n'est guère Byzance. Les statistiques des 115, le numéro d'appel d'urgence pour les SDF, au bout duquel des écoutant-e-s travailleurs sociaux peuvent orienter vers des places d'hébergement, sont sans appel. Dans le

meilleur des cas, ce sont 10, 20% des gens qui sollicitent le service qui se retrouvent abrités. Et dans quelles conditions ! Des dortoirs collectifs, un préfabriqué pour une dizaine de personnes... Des sanitaires hors d'usage, l'obligation de quitter le centre au petit matin en embarquant toutes ses affaires... Pour attendre à nouveau toute la journée la réouverture des locaux. Et ça, ce sont les chanceux qui ont réussi à obtenir une place. Ils ont appelé tôt le matin, patienté parfois plus d'une heure avant de pouvoir tomber sur un-e écoutant-e et ont décroché le précieux sésame !

Le danger des courants d'air

Et c'est sans sourciller que les pouvoirs publics assument et justifient ces conditions d'accueil insuffisantes et dégradantes. Si on offre du confort aux gens, ça va faire « appel d'air ». Ah, ce fameux appel d'air... Apprécions-le un instant. C'est un peu comme l'effet papillon, vous savez, cet adage un peu cliché de la théorie du chaos, un battement d'ailes de papillon dans un coin du globe peut créer une tornade à l'autre bout de la planète. Eh bien, pour les conditions minimales d'accueil des gens, c'est tout comme. Si demain, vous permettez à des individus d'avoir un lieu digne pour les accueillir, si vous leur offrez un petit-déjeuner ou dégotez un local pour que les gamins puissent faire leurs devoirs autre part que sur les lits des baraquements collectifs, aussitôt, à des milliers de kilomètres de là, dans le désert du Darfour, au fin fond d'un camp militaire d'Érythrée, ou dans un taudis azerbaïdjanais, un migrant se met en route pour en profiter. Peut-être même que

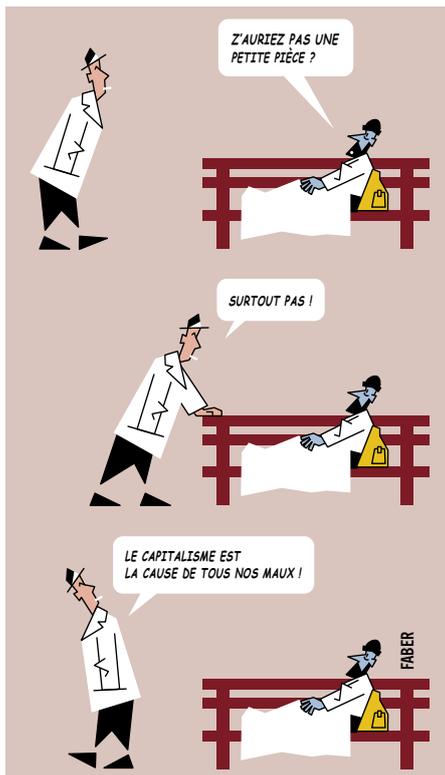
les clodos du département voisin (ceux-là mêmes qui n'ont plus la niaque pour dépasser les confins de leur rue de manche) vont rappliquer ventre à terre pour abuser de ces lits en plus ou de ces couvertures plus épaisses. C'est bien connu. C'est mathématique. Petite musique électoraliste que chantent le préfet et les services de l'État préférant piétiner l'humanisme et la solidarité pour racoler les fachos et faire frissonner les trouillards xénophobes dans leurs pantoufles. Pensez-vous, accueillir les gens dignement, honorer la réputation (désormais en carton) de la France, terre d'asile, c'est la tempête migratoire assurée. On a déjà fort à faire avec les étrangers venant abuser de notre système de santé, nous piquer notre travail et notre chômage.

Plus ça change, plus c'est pareil

Quand on lit *Les naufragés*, de Patrick Declerck, on peut se féliciter qu'on ne rafle plus les SDF pour les conduire de force dans des centres d'hébergement. Par contre, quand on parcourt la presse du XIX^e siècle et qu'on découvre un article qui décrit les conditions d'accueil des indigents à l'époque, on ne peut que constater qu'à part le fait que le cureton du coin ne vient plus assommer les gueux à coups d'évangiles, de bible et autres sermons creux, pas grand-chose n'a changé.

Mais alors, comment s'en sortir ?

Pour ceux qui le peuvent encore, ceux dont l'esprit n'a pas été entièrement siphonné par l'asphalte, démarre un cruel jeu de l'oie



où le participant est sommé de montrer patte blanche et surtout, sa volonté réelle d'adhérer au projet. Quel projet? N'importe, il faut un projet. La dictature du projet, de cette capacité à anticiper quelque chose, n'importe... Arrêter l'alcool, trouver un logement, trouver un travail, simplement accomplir une formalité administrative, pourvu que la personne établisse qu'elle accepte les règles du jeu. Un projet, une quelconque preuve de l'aptitude à appréhender le futur. Un principe qu'on impose à un individu dont le quotidien est façonné par des stratégies de survie de l'ordre de l'urgence et de l'immédiateté circadienne. Où et quoi manger, où dormir,

où faire ses besoins... Des hommes et des femmes qui dorment tellement mal, dans l'insécurité la plus totale, qu'ils finissent par perdre la notion du temps au bout de quelques jours, à qui on va donner des rendez-vous auprès de travailleurs sociaux trois semaines plus tard... Des gens qui bossent et pioncent dans leur voiture, mais qui vont devoir négocier avec leur patron de pouvoir passer une heure chaque matin au téléphone à tenter de décrocher leur place pour la nuit... Des gens à qui on va dire que pour toucher le RSA, il faut ouvrir un compte. Que pour ouvrir un compte, il faut une pièce d'identité, que pour faire sa pièce d'identité, il faut de l'argent. Mais que pour obtenir de l'argent, il faut ouvrir un compte. Et que pour ouvrir un compte...

L'espoir au bout du macadam ?

Oui, parfois. Des hommes et des femmes s'en sortent. Des jeunes, des vieux... Des étrangers qui deviennent réfugiés et qui passent encore quelques nuits dehors, le temps que leur soit attribué un logement. Des jeunes qui, en foyer, se redécouvrent des passions, des envies, parviennent par dompter l'appréhension de dormir - enfin - dans un lit. Des vieux qui finissent leurs jours dans une pension de famille, au bout du compte apaisés, et dont le corps se dépêche alors de déclencher tous les cancers et les saloperies qu'il emmagasinait jusque-là... Des gens s'en sortent, quelques

grains s'extrait de la machine à broyer. Parce que cette société injuste et impitoyable, évidemment, ne tombe pas du ciel, il s'agit de choix, depuis toujours et plus encore à l'heure du capitalisme conquérant et saccageur. Dans une société capitaliste, construite sur le profit garanti en haute tension de ressources humaines fraîchement pressées, les grands exclus, tristes épouvantails en haillons, puants et vociférants, les personnes en souffrance psychiatrique expulsées d'hôpitaux débordés, les gamins de l'ASE qui ont 18 ans et une seconde, les migrants congelés et terrifiés, les mômes aux chaussures qui clignotent mal, récupérés au Secours pop, blottis contre leurs parents impuissants sous un hall de grande surface, ils ont leur utilité, celle d'avertissement. Ils servent à s'assurer que ceux qui ont un toit continuent docilement de se crever au travail et restent sages, pour le garder, justement. Que ces travailleurs domiciliés vont s'exprimer docilement quand et comme on leur demande, et pas autrement. Quiconque sort du rang s'expose au licenciement, à l'expulsion, à la marginalité. Alors, on file droit. Et on culpabilise un peu quand on croise un de ces malchanceux. Alors on leur refile une pièce ou bien on appelle le 115. Surtout quand c'est l'hiver...

Julien Caldroni
Individuel FA 49

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA





La grande comédie annuelle des vœux

Ça y est, c'est reparti pour un tour. On va de nouveau avoir droit, en long, en large et en travers, à leurs sempiternelles ritournelles de fin et de début d'année. Mièvre, ridicule, hypocrite et occultant trop souvent les réalités, la grande comédie des vœux va, comme tous les ans, nous être jouée à foison. Précisons si besoin que cet article est une anticipation, car rédigé avant la grande comédie en question. Ils et elles nous ont souhaité la bonne année! Et alors?

Commençons donc par nos chers présidents, Premiers ministres, têtes couronnées, dictateurs et autres dirigeants des différents États qui divisent le monde.

Les puissants

Aaah, comme ils et elles vont être beaux et belles dans leurs jolis costumes d'apparat, à la télévision, à nous enjôler de leurs sages et belles paroles présidentielles ou royales. Depuis leurs luxueuses résidences, ils vont nous expliquer que c'est la crise, qu'il n'y a plus de sous, qu'il faut se serrer la ceinture et se tenir à carreau. Bien sûr, ils vont en profiter pour faire leur autopromotion en mettant en avant leurs réussites au cours de l'année passée, et ce, même s'il n'y en a pas eu. Ils vont aussi nous expliquer qu'ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer les choses et que ce n'est pas de leur faute si le monde est comme ça.

Tout cela n'est bien entendu que de l'enfumage!

La plupart des dirigeants et dirigeantes des États savent parfaitement bien que, dans la majorité des cas, leurs politiques ne font qu'accroître les inégalités et nous conduisent à grands pas vers un avenir qui s'assombrit un peu plus chaque année. Pourtant, ils vont tout de même nous souhaiter tous leurs meilleurs vœux de réussite, de bonheur, de santé où de je ne sais quoi encore, tout en faisant tout ce qu'il faut pour que cela ne soit pas possible pour tout le monde. Et puis franchement, on n'est pas sans savoir que la plupart d'entre eux s'en foutent bien de notre sort. Du moment que l'on continue à travailler et à consommer sans trop protester, ça leur va comme ça, et leur hypocrisie passe...

comme passait auparavant une lettre à la poste. Chez nous, la tête à claques qui squatte le Palais de l'Élysée depuis six ans et demi ne va certainement pas hésiter à endormir une fois de plus ses chers compatriotes, comme il dit. Peut-être même verra-t-on sa Brigitte lui emboîter le pas, mais pas en même temps hein, faut pas déconner. C'est fini le temps où Giscard et Anne-Aymone papotaient tranquillement avec les Françaises et les Français au coin du feu. Souvenirs...

Les autres puissants et les moins puissants

Après les chefs, ce sera au tour des sous-chefs, mais pas que, de se complaire en mièvrerie ridicule et hypocrite, et de faire (presque) comme si tout allait bien.

Les ministres, secrétaires d'État, chefs de cabinets, députés, sénateurs, présidents de région, de département, de communautés de communes ou d'agglomérations..., les maires, conseillers régionaux, départementaux, communautaires, municipaux, d'arrondissements..., les préfets, ambassadeurs, hauts fonctionnaires..., les autres élus et non élus, mais désignés par des élus, les ducs et duchesses et autres nobles ou aristocrates administrant ou non un territoire..., ainsi que tous leurs « vices » et leurs sous, vice-présidents, vice-rois, vices cachés..., sous-secrétaires d'État, sous-préfets, sous-fifres..., bref, tout ce qui vit plus ou moins à nos frais.

Mais encore, dans le secteur privé cette fois, et pour faire simple (cette fois aussi), l'ensemble des grands et moins grands patrons, globalement, tout ce qui vit plus ou moins de notre travail.

Et aussi, dans la foulée, les représentants des différentes religions, quelles

qu'elles soient, représentants plus ou moins importants ou légitimes selon les cas, vivant aussi aux frais des autres.

Bon, j'en oublie sûrement, mais le gros du paquet est là. Il s'agit ici essentiellement de personnes étant à la tête de quelque chose, ou étant proches de cette tête, ou encore souhaitant en être.

Ben c'est bien simple : ils et elles vont nous expliquer, et souvent se sentir obligés de le faire, un peu la même chose que leurs grands chefs, mais chacun et chacune à leur niveau. En un mot, ces parasites de la société, pour la plupart, ont besoin que l'on reste optimiste afin que leur monde immonde continue de tourner à leurs profits. Rares sont là les exceptions.

Mais à la fin, pour qui se prennent-ils à se sentir légitimes de nous sermonner de la sorte sous couvert de leurs pauvres vœux dont nous n'avons que faire?

Les collègues et les connaissances

On évoque ici surtout les personnes de notre entourage dont nous ne sommes pas proches. En substance, celles et ceux que nous sommes plus ou moins obligés de côtoyer, que cela soit dans le cadre professionnel, familial, celui du voisinage ou autre.

La majeure partie de ces personnes va nous souhaiter la bonne année, et parfois (bien) plus, par simple convenance sociale.

C'est un peu comme le « Salut, ça va? » quotidien en arrivant au boulot ou en croisant le voisin. Ce n'est qu'une simple convenance sociale, voire même une fausse empathie. La plupart s'en foutent plus ou moins de comment l'on va. Et nous, en règle générale, n'avons



pas envie ou pas le temps d'expliquer à ces gens que nous n'allons pas forcément toujours bien.

Eh bien là, avec les vœux habituels du Nouvel An, c'est peu ou prou la même chose : c'est l'hypocrisie qui prévaut.

Le ou la collègue pénible, le voisin enquiquinant, la cousine lourdingue, le tonton raciste, le copain de la voisine, le chauffeur du bus, la factrice, le livreur, la boulangère, le vendeur de cacahuètes... bref, vous avez compris, tous, ou quasiment tous, vont nous souhaiter la bonne année. Sans arrière-pensées la plupart du temps, mais bien souvent, sans réelle franchise non plus. Par simple convenance sociale, vous dis-je. Qu'ils ou elles ne nous aiment pas, ou peu, ou un peu, n'entre généralement pas en ligne de compte.

Bien entendu, il y a des exceptions parmi les collègues et les connaissances diverses, et certaines et certains seront sincères dans leurs vœux.

Les amis, amies et les proches

Par amis, amies et proches, j'entends les personnes que l'on aime vraiment, et qui nous aiment en retour.

Et il n'y a peut-être qu'ici où l'hypocrisie n'a pas lieu d'être et où la sincérité est de mise. C'est pourquoi, il n'est nul besoin de développer ce point, mais tout juste fallait-il l'évoquer.

Ce n'est pas cela que l'on veut entendre

Mesdames et Messieurs les puissants de ce monde, et les autres, un peu ou beaucoup moins puissants, ne vont certainement pas nous dire, au cours de leur traditionnelle formulation de leurs vœux pour la nouvelle année, ce que l'on aimerait entendre. C'est-à-dire, grosso modo, une présentation honnête et réaliste de la situation actuelle, et par-dessus tout, ce qu'ils ou elles envisagent de faire pour l'améliorer.

Nous, les anarchistes, savons parfaitement bien qu'il n'y a pas grand-chose à attendre des gens de pouvoir. Et c'est pour cela que nous ne leur apportons aucun crédit. Leurs vœux pieux, ils et elles peuvent se les garder.

Pour les autres personnes formulant leurs vœux, celles que l'on côtoie, proches ou non, il va de soi qu'il est d'usage de répondre, au moins par l'équivalence. Je pense toutefois que cette réponse, se voulant elle aussi le plus souvent tout aussi bateau et conventionnelle que le vœu auquel elle répond, doit être agrémentée.

Par exemple, à un « Bonne année » nous étant adressé, l'on pourrait répondre, « Merci, bonne année à toi aussi, et faisons de notre mieux pour qu'elle le soit, bonne, et pas seulement pour nous-mêmes », ou bien, « ... et agis-

sons concrètement pour que cette année soit meilleure pour toutes et tous », ou bien encore, « ... et il n'appartient qu'à nous de nous bouger pour que les années suivantes soient toujours meilleures pour la planète et l'ensemble de ses habitants que celles d'avant ». Bon, je crois que vous avez saisi l'idée.

À mes yeux, l'idée est de faire comprendre à chaque personne souhaitant la bonne année à une autre, qu'elle a, entre ses mains, le pouvoir, même infime, de faire quelque chose pour qu'effectivement cette année soit meilleure que les précédentes. Lui faire comprendre, à travers nos réponses, qu'elle pourrait, si elle le souhaitait, œuvrer, ne serait-ce qu'un petit peu, pour un monde plus juste, plus égalitaire et plus libre est à mon sens, une excellente chose à mettre en pratique.

Ainsi, nos vœux seront moins conformistes, plus intéressants, voire militants, selon ce que l'on souhaite exprimer. À chacun et chacune d'y mettre sa touche personnelle, son grain de sel et... tout son amour évidemment.

Quelle bonne manière ce serait-là que de rendre ces habituels échanges de vœux réellement utiles et constructifs. Ne trouvez-vous pas ?

Nous vivons dans un monde de dupes, malheureusement, et la grande comédie annuelle des vœux n'est, pour sûr, pas la seule que l'on nous joue et rejoue. À nous de pas être dupes justement, et à nous d'apprendre à nous servir de tout ce qui nous permet de planter çà et là des graines d'anarchie, même si la chose dont nous servir, de prime abord, nous paraît banale.

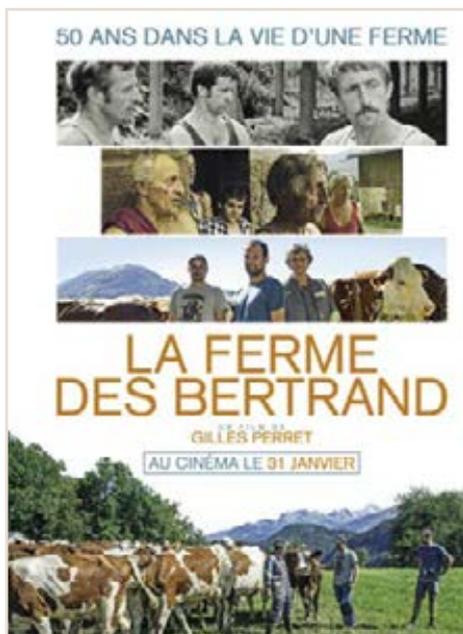
Et puis, n'oublions pas que le Nouvel An n'est qu'un simple changement de date. Nous autres, les anarchistes, n'attendons de toute façon pas qu'arrive telle ou telle date pour agir.

Alexandre Kaspar du Faouët
Fédération anarchiste
Moselle/Luxembourg,



CINÉMA

50 ANS DE LA VIE D'UNE FERME



Après *Trois frères pour une vie*, un documentaire sorti en 1997, le réalisateur haut-savoyard Gilles Perret revient 25 ans plus tard au hameau de Quincy sur la commune de Mieussy, dans la vallée du Giffre en Haute-Savoie.

Voisin d'une famille d'agriculteurs dirigeant une exploitation laitière d'une centaine de bêtes, la famille Bertrand, Gilles Perret nous montre l'évolution du métier d'agriculteur en pleine campagne de Haute-Savoie des années 1990 à aujourd'hui : de la technique utilisée par les oncles de la famille aux neveux d'aujourd'hui et leurs outils robotisés, en passant par leurs modes de vie, à l'organisation du temps de travail des années 1970 à aujourd'hui.

UN DOCUMENTAIRE DE GILLES PERRET

La ferme des Bertrand

Scénario de Gilles Perret et Marion Richoux.

Sortie en salles le 31 janvier 2024. Durée : 1 h 29.

Une agriculture contemporaine

Gilles Perret leur consacre en 1997 son premier film, alors que les trois agriculteurs sont en train de transmettre la ferme à leur neveu Patrick et sa femme Hélène. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, le réalisateur-voisin reprend la caméra pour accompagner Hélène qui, à son tour, va passer la main. Le film débute avec l'installation dans la ferme familiale de machines à traire robotisées. *La Ferme des Bertrand* n'est pas un film nostalgique. Ces machines à traire ne sont pas très connues du grand public et ont un côté déshumanisé, donc angoissant.

Le réalisateur donne une explication à ce choix : « Nous sommes en présence d'une agriculture contemporaine, située dans une logique de marché, avec des gens qui vivent de ce travail. Beaucoup de films s'intéressent soit aux très grosses fermes, celles qui dirigent l'agriculture et dealent avec Monsanto, ou à des structures alternatives, qui restent très marginales par rapport à la quantité de nourriture que l'agriculture française produit. Ici,

nous ne sommes ni dans le passéisme ni dans l'utopie, mais dans ce qui représente en nombre peut-être 80% des fermes, que l'on voit assez peu au cinéma ou à la télévision en général. »

André, l'un des trois frères, à l'allure d'un personnage de cinéma, s'exprime : « On a suivi le chemin que le destin nous a dessiné. Et il y aurait peut-être eu mieux à faire ». Leur travail occupe toute leur vie. Ils en parlent avec fatalisme. Ils sont restés célibataires, ils n'auront pas eu d'enfant. On sent très vite chez les trois frères une forme de fatalisme et un amour de ce qu'ils font. Aucune femme n'aurait voulu d'une vie aussi contraignante, c'est comme ça et ils l'acceptent. Quand ils étaient jeunes, les trois frères vivaient vraiment dans la misère, ils ne mangeaient pas toujours à leur faim. Ils étaient sept enfants. « On n'a pas les capitaux au départ, donc il faut tout faire par le travail », dit André. C'était inscrit dès leur plus jeune âge que ce serait par le travail qu'ils allaient pouvoir s'en sortir. Ce qui a eu des conséquences sur leur vie personnelle, sur leurs corps...



IMAGES EXTRAITES DE LA BANDE ANNONCE

Sauvegarder la beauté des paysages

Les Bertrand ont aussi le souci de transmettre leur exploitation dans les meilleures conditions. Ils tiennent également à sauvegarder la beauté des paysages pour ceux qui les suivront. Gilles Perret témoigne à propos des frères Bertrand : « *Ils sont très scrupuleux vis-à-vis des produits qu'ils utilisent. Ce qui n'est pas le cas de tous les agriculteurs de chez nous. Ce qu'ils ont accompli et ce qu'ils sont parvenus à transmettre, les trois frères le doivent aussi à ces heures de discussion qu'ils ont consacrées à parler de sujets essentiels : la vie, le sens du travail... Ils ont réussi par la réflexion, la parole, l'explication et par le fait de se documenter. Les trois frères ne sortaient pas de chez eux. Ils avaient un rayon d'action de 1 km et demi. En revanche, ils lisaient, s'intéressaient aux gens, étaient avides de rencontres et d'échanges. Marc et Alex, leurs successeurs, sont de la même eau : ils échangent beaucoup avec les autres, lisent des revues agricoles et ne cessent de faire des recherches sur Internet. Résultat, par exemple, ils sont devenus très pointus sur les questions énergétiques, certainement plus que d'autres qui ont fait des études (rires).* »

Les Bertrand sont des personnes d'une richesse insoupçonnée. Si on s'en tient à leur apparence et au premier regard qu'on peut avoir sur eux, on peut se dire : ce sont des paysans qui ne sortent jamais de chez eux, qui n'ont pas grand-chose à dire. Or, quand on leur donne du temps, ils développent un discours et une philosophie de l'existence. Il émane d'eux une intelligence et une honnêteté par rapport à leur vie qui est remarquable. Ils s'expriment aussi très bien, dans la clarté et la justesse des mots, et ne s'évertuent pas à rompre un silence pour parler à tout prix. Le film montre l'évolution de la pénibilité du travail sur un demi-siècle. On passe de l'image des trois frères cassant des cailloux en 1972, une image très forte, à celle de l'arrivée des robots de traite.

Les patrons ont augmenté la production

Gilles Perret : « *On pourrait critiquer l'arrivée des robots, qui serait la marque du productivisme ou de la déshumanisation. Mais quand Hélène dit qu'elle a les épaules et les mains défaites et que les robots la remplaceront avantageusement, de quel droit les juger ? L'appellation Reblochon les contraint à traire 365 jours sur 365 le matin et le soir. Je ne me sens pas légitime pour savoir si c'est bien d'installer des robots ou pas. La mécanisation a amélioré le sort des travailleurs, en particulier sur les tâches pénibles ou répétitives. Mais les patrons ont augmenté les cadences et les objectifs de production. Ce qui fait que les*

conditions de travail se sont quand même dégradées psychologiquement et physiquement. Les Bertrand ne sont pas dans cette logique. »

Quand André, l'un des trois frères, fait une allusion aux écologistes, il en parle sur un mode caustique, mais Gilles Perret ajoute : « *J'ai laissé la réflexion d'André vis-à-vis des écologistes en me disant : voilà qui va faire réagir le public qui suit mon travail. Je me le permets, car je mets au défi quiconque de trouver une personne plus écologiste qu'André. Il est un modèle en termes de sobriété énergétique et consumériste.* »

La ferme n'est pas passée en bio, mais l'appellation d'origine contrôlée Reblochon n'est pas loin du bio. Le cahier des charges de l'appellation d'origine impose une production sur la zone géographique, donc, interdiction d'apporter du foin, sauf dérogation, interdiction de l'ensilage, c'est-à-dire de faire fermenter l'herbe, etc. Les Bertrand utilisent peu d'intrants et ne font pas de culture intensive. Donc, pour toutes ces raisons, leur impact sur la planète est assez minime. Selon Gilles Perret : « *Ce qui est intéressant politiquement, c'est que l'appellation d'origine contrôlée et son cahier des charges contraignant leur permettent de vivre sur ce territoire parce que le lait y est payé deux fois plus qu'en Normandie. Si la libre concurrence y régnait, il y a longtemps que toutes ces fermes auraient disparu et le territoire serait en friche. Une zone d'appellation d'origine contrôlée est une zone exclue de la loi du marché : c'est un modèle anti-libéral, qui permet à ces agriculteurs de pouvoir continuer leur activité - et je ne parle pas là des subventions perçues, il en est de même pour toute l'agriculture française, qui sont aussi des manières de biaiser la loi du marché.* »

Un paysage qui forge les caractères

Les éléments et la rudesse du territoire, due aux hivers, à la pente, forment les caractères des montagnards. Les Bertrand sont beaucoup plus sensibles aux effets du réchauffement climatique, parce que son impact est plus rapide en montagne que dans les plaines. Ils le constatent à l'enneigement, au niveau des ruisseaux, à l'arrivée de nouveaux parasites, à la sécheresse, et à beaucoup d'autres indices. Ils sont très réceptifs, ont une acuité particulière sur ces questions-là. À travers la parole et les gestes des personnes qui se sont succédé, le film dévoile des parcours de vie bouleversants où le travail et la transmission occupent une place centrale : une histoire à la fois intime, sociale et économique de notre monde paysan.

Mireille Mercier et Daniel Pinós



Michel Ragon, 100 ans après : itinéraire d'un anarchiste

Michel Ragon est né en juin 1924. Il aurait donc eu 100 ans cette année...

Nul doute que le département de la Vendée, dont il est issu, mettra les petits plats dans les grands pour célébrer le centenaire de son grand auteur vendéen ⁴

Michel Ragon avait la particularité, lorsqu'il venait en Vendée, d'y venir en Vendéen et non pas en anarchiste. C'est ce qui causa quelques incompréhensions des militants et militantes de l'Union pour la Culture Populaire en Poitou-Charentes-Vendée (UPCP). Ce mouvement « régionaliste » lutte, depuis sa création en 1968, pour la reconnaissance de la culture et de la langue poitevine en s'opposant radicalement à Philippe de Villiers et à « ses œuvres ». Nous avons, par exemple, dès 1981, combattu la version de la Vendée, catholique et royaliste, donnée par le Puy du Fou, en distribuant aux spectateurs, lors de la première du spectacle, un tract intitulé « Revirons-nous » (Révoltons-nous). Cette distribution n'a duré que 5 à 10 minutes, le service d'ordre très musclé nous ayant jetés dehors « en deux temps trois mouvements »...

Michel Ragon a donc eu, de son vivant, les honneurs du département de la Vendée, en particulier par sa présidence du Printemps du Livre à Montaigu-Vendée, tout en affichant ses idées anarchistes. Qu'il bénéficie de ces honneurs après sa mort est donc dans l'ordre des choses.

C'est une exposition intitulée « *Michel Ragon, Vendéen, la force de l'écriture* » qui se tiendra à La Roche-sur-Yon, puis à Montaigu-Vendée, de février à avril. Ce sont aussi deux conférences « *Parcours avec les textes de Michel Ragon* » qui se tiendront en mai aux Sables-d'Olonne. C'est encore un « pot-pourri » (exposition / conférence / spectacle / lectures), qui sera accueilli à Nantes en mai-juin.

Nous sommes 17 sous une lune très petite

Ce livre s'ouvre sur Cuba, ou plutôt sur la seconde déclaration de La Havane, de Fidel Castro, qui marque une étape dans la lutte des peuples colonisés : « *La seconde déclaration de La Havane fut la déclaration de guerre des peuples de couleur aux nations blanches, écrite par un homme blanc à barbe de prophète*² ». C'est, aux dires de l'auteur, un soliloque d'une vingtaine de pages sur les mouvements de libération du « Tiers-Monde » et sur la mort de Che Gue-

vara. La revue du Conseil régional des Pays de la Loire « 303 » consacre son numéro de janvier à Michel Ragon. Heureusement, un événement parlera de l'anarchiste Michel Ragon, organisé par la revue *Fragments* et le Cercle Culturel de Littérature Ouvrière, Paysanne et Sociale (CCLOPS), c'est le colloque « *Michel Ragon : la littérature prolétarienne, l'anarchisme, l'architecture* » et qui se déroulera les 8 et 9 juin à Paris (AGECA). Retenez la date : c'est un bien beau programme qui nous est préparé.

Des livres à foison

Les Éditions Albin Michel, sortiront à cette occasion des nouveautés comme la biographie d'André Derval : *Michel Ragon singulier et pluriel* (janvier 2024), ainsi que des éditions spéciales « du centenaire » de *L'accent de ma mère* et *Ma sœur aux yeux d'Asie*, en un seul volume, d'une part, et *L'atelier de Soulages* d'autre part. Une BD tirée du *Marin des Sables*, de Jérémie Royer, suivra en février.

La revue *Fragments*, revue de littérature prolétarienne, consacrera un numéro spécial à Michel Ragon.

Nous rappellerons le magnifique livre de Thierry Maricourt *La rage de lire* paru aux Éditions L'échappée, et qui s'arrête, dans la biographie du jeune Ragon, à la publication de son premier livre.

C'est justement le livre sur lequel nous nous attarderons ici, comme une suite à *La rage de lire*, le premier roman de Michel Ragon : *Nous sommes 17 sous une lune très petite*, qui vient de sortir aux Éditions Prolit's, émanation du CCLOPS.

destin, toute l'histoire des mouvements de libération sur les trois continents : Afrique, Asie/Océanie et Amérique du Sud. Carlos est un agent de l'OITM : Organisation Insurrectionnelle du Tiers-Monde, chargé d'apporter un soutien financier et armé, et ainsi de mettre en mouvement les foyers rebelles, de transformer les étincelles en brasiers, de l'Algérie à l'Indonésie, de Cuba aux USA. « *Burn baby, burn!* ».

Un voyage dans l'histoire de la lutte contre l'impérialisme

Un peu comme dans *La mémoire des vaincus*, Ragon, avec une grande érudition, nous fait voyager aussi bien dans l'espace que dans le temps, au cœur des principaux événements qui ébranlèrent le monde dans les années 60 & 70. Mais l'épopée de Carlos n'est pas celle de l'anarchisme. Ce roman de « politique-fiction », comme le qualifie son auteur, s'inscrit bien dans un certain contexte historique : il porte, en effet, la marque de la guerre du Vietnam, du blocus de Cuba, de la lutte de libération algérienne, des émeutes de Watts à Los Angeles... C'est bien la remise en cause du système impérialiste, et les soulèvements des peuples contre le colonialisme, qui s'inscrivent en toile de fond de ce roman.

Le personnage de Carlos terminera sa vie en Afrique, dans l'abandon, la maladie et la pauvreté, avec la seule compagnie des crocodiles. Destin peut-être commun de celles et ceux qui engagent tout leur être au combat pour les causes de justice et de liberté. Les pays colonisés accéderont à l'indépendance, et les peuples subiront encore et toujours la domination des puissants, quel que soit le pays, quel que soit le continent. Les intellectuels contestataires et anticolonialistes, y compris ceux qui, en France, feront les beaux jours de la révolte lors de la parution du livre, en 1968, rejoindront tranquillement les carrières dorées et les ministères...

On trouvera aussi dans ce roman quelques éléments biographiques, les prémices de deux grandes passions de Ragon, la littérature et les voyages. « *Parmi les*



MICHEL RAGON
**Nous sommes 17
 sous une lune très petite**
 Éditions Prolit's, 12€

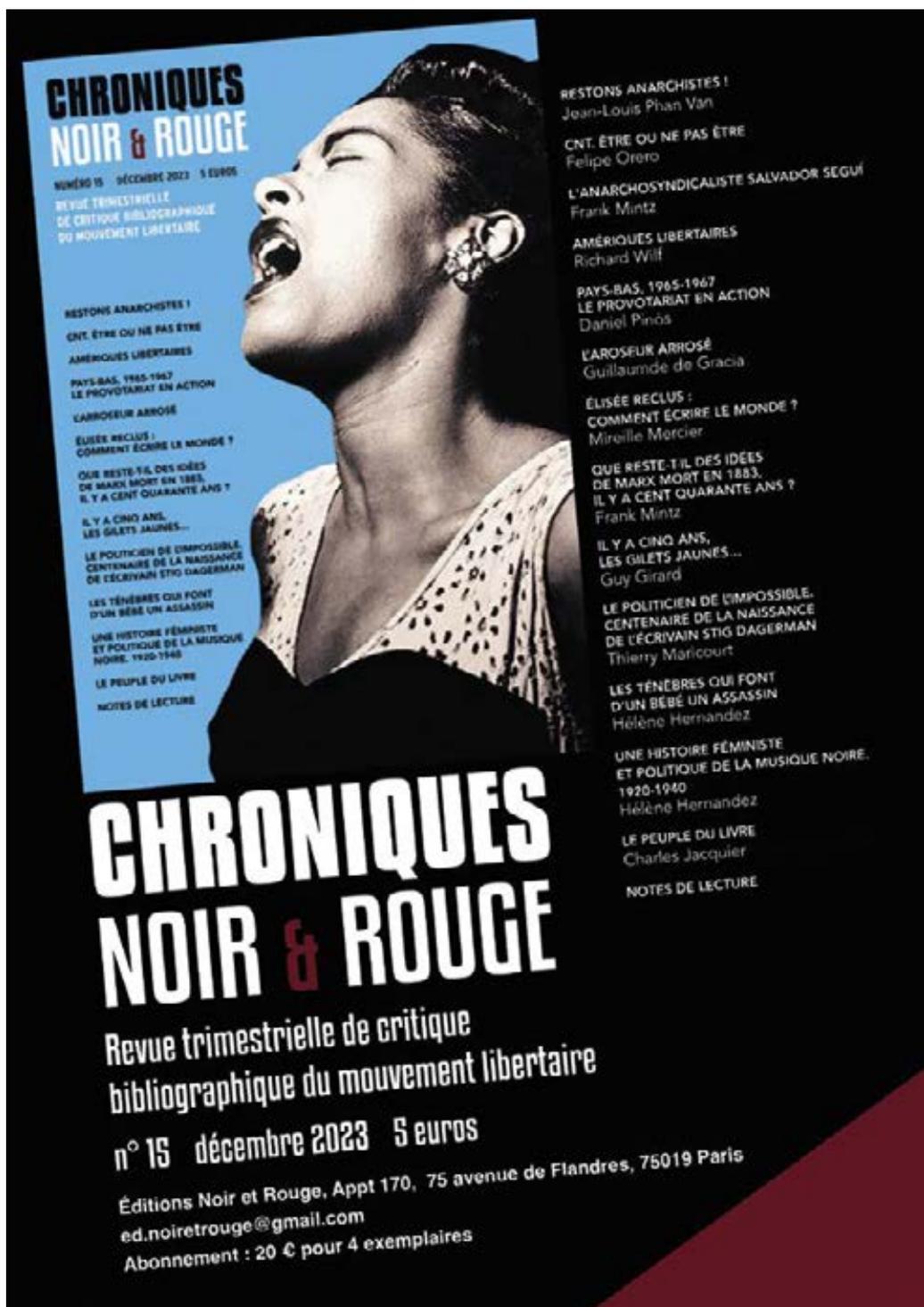
anomalies de ma vie d'enfant : non seulement la lecture, mais aussi les fugues ». La description des endroits où Carlos est amené à réaliser ses missions est d'une beauté et d'une poésie rares, digne des plus grands auteurs de la littérature de voyage, et nous ne voulons pas parler ici de Pierre Loti...

Franck Plazanet

Les Éditions Parolit's ont déjà édité *Lignes de front* de François Lebert. Ce roman de Michel Ragon est leur de dixième publication. On espère que bien d'autres ouvrages aussi nécessaires suivront. Renseignements concernant le colloque Michel Ragon : <https://www.helloasso.com/associations/cercle-culturel-de-litterature-ouvriere-paysanne-et-sociale/collectes/colloque-michel-ragon-les-8-et-9-juin-2024-a-l-ageca>

Le CCLOPS réalise une émission *Et pourtant elle existe cette littérature* sur Radio Libertaire (3^e jeudi du mois - 16h30-18h00)

1. Point d'ironie, signe créé par Alcanter de Brahm en 1899.
2. On voit qu'à l'époque, le fait qu'un homme blanc parle de la souffrance des personnes de couleur, n'était non seulement pas un problème, mais constituait bien un signal libérateur applaudi par les personnes opprimées. Il est vrai aussi qu'on ne se contentait, à l'époque, pas que de paroles...



“ Le peuple commence à apprendre à se passer de Dieu, il saura bien aussi se passer de gouvernement. ”

Michel Ragon



Révolution(s)

Un sacré pavé. Environ 1 200 pages, près d'une centaine d'articles et plus de 70 autrices et auteurs. Tout ça pour envisager les révolutions, au pluriel, dans leur globalité, mais en prenant garde à ne pas perdre en route leurs singularités. Ce n'est pas un inventaire à la Prévert, mais plutôt la volonté de chercher les transversalités, les vases communicants entre révoltés, en s'attachant notamment à explorer les révolutions moins connues, moins médiatisées sous nos latitudes. Avortés comme réussis, dans l'ombre ou carrément oubliés, ces mouvements sociaux sont ainsi décortiqués pour en extraire les composantes.

L'introduction est prévenante : ce n'est pas un manuel qui donne la recette d'un soulèvement victorieux. Celle-ci, d'ailleurs, ne s'est jamais laissée découvrir, malgré les tentatives bourgeoises pour en identifier

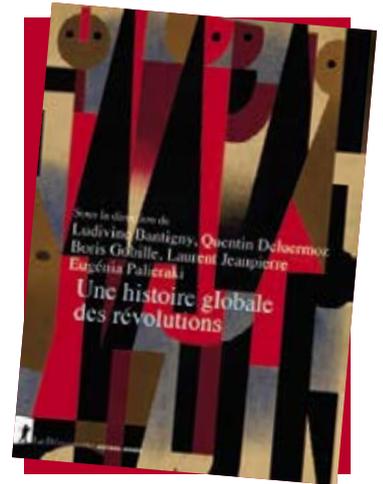
les ingrédients précis à des fins neutralisatrices.

Non, cette *Histoire globale des révolutions* essaie une approche multiculturelle, plus thématique que géographique, transnationale, en s'attachant notamment à mettre en lumière l'application sur la réalité du terrain local les grilles de lecture européennes, héritées des révolutions atlantiques (françaises, américaine, anglaises). L'ouvrage aborde le détournement, la reconstruction des modèles en la matière, comment ils ont été repensés et, de fait, les spécificités de ces insurrections. Sans verser dans l'histoire comparée, la méthode est celle de la constellation, à savoir un ensemble d'événements politiques qui interagissent, s'influencent, se font évoluer les uns les autres. Les auteurs se focalisent sur les différents protagonismes, ces logiques d'action des individus en société et notamment sur la subalternité d'acteurs qui ne se destinaient

pas à entrer dans l'histoire, dont les voix demeuraient étouffées ou carrément silencées mais qui, d'un coup, s'invitent sur le devant de la scène.

De la préhistoire aux révoltes médiévales et amérindiennes, de la Chine, en passant par Mexico, les révolutions africaines ou latino-américaines et les printemps arabes, depuis leurs commencements, les défis traversés, leurs subjectivités et espérances, tous ces mouvements insurrectionnels tout au long de l'histoire de l'humanité, et aux quatre coins du globe montrent plus que jamais que Napoléon, quand il déclarait en 1799 « *la Révolution est finie* », se fourrait le doigt dans l'œil jusqu'à l'occiput. Plus que jamais, les révolutions sont là, vivaces, imprévisibles, insaisissables...

Julien Caldironi
Individuel 49



Sous la direction de LUDVINE BANTIGNY, QUENTIN DELUERMOZ, BORIS GOBILLE, LAURENT JEANPIERRE, EUGÉNIA PALIERAKI
Une histoire globale des révolutions
Éditions La Découverte, 2023, 36,90 €

Frappadingues ou sociopathes... les pignons noirs

Dans ma belle jeunesse, l'armée et l'uniforme provoquaient chez moi de la peur en même temps que du dégoût... On m'a dit alors de ne pas être alarmé pour si peu. J'ai suivi ce conseil ; je n'ai pas été à l'armée. Exempté ! P4 ! (Indicateur d'aptitude psychiatrique de niveau 4 sur 5) Ouf ! Énorme soulagement !

Mais je ne me souviens de rien aujourd'hui, ou de si peu : d'avoir joué le dépressif, suicidaire multirécidiviste, de m'être bourré les poumons et le cerveau d'herbe (de la colombienne...), de l'explosion de joie après la journée et demie d'angoisse (les fameux « 3 jours » qui n'en faisaient heureusement que la moitié)

Pensez si j'ai été heureux de retrouver tous ces souvenirs dans les témoignages de ces pignons noirs, mes compa-

gnons P4. Certes, P4, ce n'est pas le prestige du déserteur ou de l'insoumis, mais c'est un peu (un peu...) comme si tu jouais à la vie à la mort dans cette épreuve : 1 an de perdu à l'armée... la mort !

Les techniques les plus diverses ont été essayées, avec plus ou moins de réussite. Quel cinéma ! Comme notre Bernard, l'ex du CRML, qui fait sa crise de zèle pour faire croire qu'il veut absolument faire l'armée, malgré ses gros (faux) problèmes psys, comme mon copain Vincent, qui n'est pas dans le livre, qui était venu habillé de sous-vêtements féminins... comme tous ces copains qui n'ont pas réussi et se sont retrouvés à l'infirmerie pour plusieurs mois, les poignets striés par des barrettes, comme celles du grade de capitaine.

Lisez aussi le récit de notre ami Jean-Pierre Levaray, tout de noir vêtu devant le psy (tiens, tiens... Pourquoi donc ?).

« Douze témoignages, douze

façons d'éviter le service militaire. Qu'on jette ces mutins en cage ? Pourtant, il leur en a fallu du courage ! » nous dit La Pigne.

Outre le plaisir que ces récits pleins d'humour nous procurent, l'intérêt de ce livre est bien réel. Ces générations passées, celles du « service militaire », pensaient bien que c'était une histoire classée, un mauvais souvenir. Hélas, il n'en est rien ! Avec le Service National Universel, la militarisation de la jeunesse arrive à grands pas de rangers, ou bien en rampant, de façon insidieuse, avec une grande inquiétude.

Il est urgent de montrer encore l'avers de la Médaille militaire.

Les enseignant-es des lycées pourront avec intérêt sensibiliser les jeunes de 15 à 17 ans, ouvrir des débats avec leurs élèves : le support pédagogique existe, il s'appelle P4 !

Franck Plazanet
Groupe Henri-Laborit



P4
Les pignons noirs
Éditions de la Pigne, 9 €



Argentine libertaire

Le mouvement anarchiste argentin naît peu après 1870 et sera toujours marqué par ses spécificités par rapport au mouvement européen. En 1897 est fondée *La Protesta humana* qui deviendra en 1903 *La Protesta*, un des rares quotidiens anarchistes jusqu'à ce jour. C'est en 1901 qu'est créée la FOA (fédération ouvrière argentine) avec les socialistes et qui évoluera plus tard en FORA (Fédération ouvrière de la région argentine).

L'anarchisme argentin se construira autour d'une forte sociabilité ouvrière et contestataire, autour de ses nombreux journaux et de conférences, mais aussi par une réappropriation de l'espace public lors des manifestations et des grèves générales de 1902, 1904 et 1909 ainsi que la commémoration des 1^{er} Mai. Au-delà de l'anar-

chisme ouvrier, l'Argentine de la Belle époque connaîtra une importante activité d'intellectuels « bohèmes » porteurs d'une culture alternative souvent libertaire. Belle époque de l'anarchisme en forte concurrence avec le Parti socialiste argentin (PSA), tenté comme toujours par le parlementarisme et le légalisme. Période qui fut aussi celle d'une répression régulière, quelquefois féroce (5 états de siège entre 1900 et 1910), sans oublier les massacres récurrents d'ouvriers contestataires.

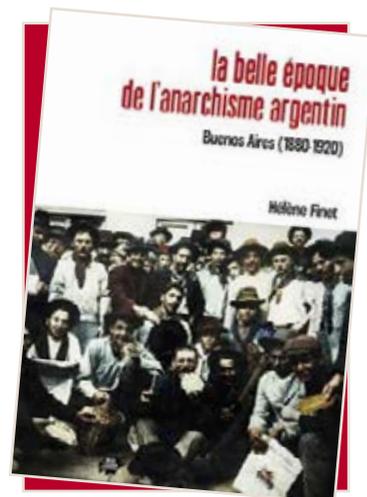
1915 marque la scission de la FORA entre ceux qui maintiennent la finalité « du communisme anarchique » de l'organisation et ceux partisans d'un glissement vers un syndicalisme neutre et moins radical. Après 1917, apparaît un petit courant « anarcho-bolchévique » victime de l'illusion soviétique dont les anarchistes argentins compriront

vite, comme ailleurs, la vraie nature. L'ouvrage d'Hélène Finet se termine sur l'évocation rapide de la longue lutte et l'écrasement, par les troupes du général Varela, des ouvriers agricoles et des anarchistes de Patagonie dont le combat est retracé dans *Patagonie rebelle* d'Osvaldo Bayer publié par l'Atelier de création libertaire en 1996, toujours disponible.

Malgré la grande qualité de l'ouvrage et ses précieuses informations sur l'anarchisme argentin, on aurait aimé un éclairage plus précis sur ce qui distinguait à l'époque, la FORA, organisation ouvrière anarchiste, du mouvement libertaire en Europe, même si l'on comprend bien ce qui la distinguait du syndicalisme révolutionnaire, dans son refus de la neutralité revendiquée dans la Charte d'Amiens.

Hugues

Groupe Commune de Paris



FINET HÉLÈNE
La belle époque de l'anarchisme argentin, Buenos Aires (1880-1920)
ACL, Lyon, 2023

Révolution russe : histoire critique et vécue

Sorti originellement dans *l'Encyclopédie Anarchiste* de Faure comme article entre 1925-1934, *La Révolution russe* de Voline peut être considérée comme une simplification et une introduction de son futur ouvrage de plusieurs milliers de pages sur ladite révolution, *La Révolution inconnue*, sorti en 1947. Cette réédition, de Libertalia de 2017, est une des premières qui nous permette de lire ce travail (fait seulement une dizaine d'années après la révolution) et d'apprécier la justesse et la validité encore actuelles des critiques et hypothèses sur le futur qu'expose Voline dans cet ouvrage.

La Révolution russe ne se contente pas de nous parler uniquement de la révolution de 1917 ou encore de celle de 1905, mais commence son récit au XIX^e siècle, retraçant l'his-

toire des mouvements sociaux depuis le début. Cette approche, que l'on peut penser inutile au premier abord, nous permet au final de comprendre pleinement comment l'esprit révolutionnaire s'est installé en Russie, l'émergence des socialistes, leur évolution conjointement aux problèmes et les préoccupations des Russes, jusqu'à la fin de la guerre civile.

Le livre permet de cerner l'échec du socialisme autoritaire, son horreur, ses mensonges, son inefficacité, déjà à l'époque prévue par les anarchistes russes. Comment les bolcheviks ont trahi leurs "idéaux" et les promesses qu'ils avaient faites aux masses, en installant un capitalisme d'État au-dessus de la Russie. Masses d'ailleurs, qui ont rapidement compris l'erreur d'avoir confié le pouvoir à ces hommes, mais qui ont dû goûter plusieurs fois à la répression que les bolcheviks ont installée, sous couvert de "sauvegarder la révolution".

Ne se contentant pas simplement de faire un travail his-

torique et de critiquer les communistes, Voline rappelle, à juste titre, les erreurs que les libertaires ont aussi commises, ne participant pas assez au mouvement pour réussir à défaire l'étatisme des masses et à les guider à l'autogestion de la société. Une autocritique essentielle pour rester éveillé et ne pas plonger dans un idéalisme barbant.

Un second article, suivant le premier, traite du "fascisme rouge". Cherchant à théoriser une version repeinte en rouge révolutionnaire du fascisme, Voline expose ici, selon lui, les similitudes entre les deux comparés, avec leur traitement des opposants, de leur pensée autoritaire, etc.

En bref, *La Révolution russe* est un excellent livre d'introduction à la situation révolutionnaire en Russie, nous permettant d'en saisir ces enjeux riches de manière profonde.

Tom Vertdelain



VOLINE
La révolution russe
Éditions Libertalia, 10 €



Pour un féminisme social

Depuis longtemps, trop longtemps, les femmes sont sous la menace de violences liées à la domination masculine. Dans les années 1970, le MLF attaquait avec force le rôle social imposé aux femmes par le patriarcat et le capitalisme, sur la base de leur sexe biologique. Les choses étaient claires. Et, à quelques exceptions près, les anarchistes ont fait leur combat.

Jadis, c'est-à-dire hier encore, le « genre » était considéré comme le synonyme de ce rôle SOCIAL. Selon les « postmodernes » de la théorie « queer » et « intersectionnelle », le genre

représenterait désormais une « identité » reposant sur le seul « ressenti » des personnes.

Est-il besoin de le préciser, le « ressenti » n'est pas un problème « EN SOI », mais, dès lors qu'il se résume au « POUR SOI », c'est autre chose.

Les soi-disant « postmodernes », déconstructeurs de certaines choses mais pas vraiment destructeurs d'autres, sont le dernier avatar en date du libertarisme capitaliste. Soit, le contraire absolu de l'anarchisme social qui, lui, non content de déconstruire, vise à DÉTRUIRE les CAUSES des problèmes et pas à s'adapter au système dominant.

Notre camarade et amie Vanina, de l'OCL (Organisation communiste libertaire), une toujours jeune féministe d'un féminisme social, et pas genré

à la mode néolibérale identitariste libertarien, nous explique tout cela de façon magistrale. Implacable. À la mode d'une autopsie.

Sérieusement, ce livre est tout simplement formidable. Que dis-je, carrément formidable!

Jean-Marc Raynaud



VANINA
Les leures postmodernes CONTRE la réalité sociale des femmes

Éditions Acratie, 330 pages, 18 €. En vente à la librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris. Ajoutez 15% pour le port.

Justhom ou la délivrance

De Justhom, auteur prolifique des Éditions Libertaires, nous connaissons les livres d'histoire et de luttes, sa défense inlassable des peuples, des femmes et des minorités, sa barbe de marin au long cours, souvenir d'une vie antérieure. Mais, du livre déchirant qu'il publie aujourd'hui, nous ne savions rien.

C'est une confession en forme de délivrance. C'est un long cri, insoutenable parfois, face à cette violence quotidienne subie des années durant au sein de ce qu'il faut bien appeler un foyer. Car Justhom, qui a écrit sur l'émancipation des femmes et leurs combats pour l'égalité, Justhom comme l'indique le titre de l'ouvrage, fut jusqu'il y a peu, méprisé, humilié, martyrisé par sa compagne.

Il n'est nullement question ici de nier le fait que 99 fois sur 100 c'est la femme qui est violentée par l'homme. La triste litanie des féminicides est là

pour nous le rappeler avec la régularité d'un coucou suisse. Il s'agit seulement, dans un livre qui dépasse la question du genre, d'entendre le cri de détresse d'un homme sous influence qui, pour préserver la « paix » du foyer, l'amour de son petit-fils Simon qui vit avec ses grands-parents, pour protéger Simon de la folie de sa grand-mère, accepte l'inacceptable.

Subir, pâtir, souffrir, chaque jour est soumis à l'humeur de cette compagne mante religieuse qui dévore ceux qui l'entourent, sa fille, la mère de Simon, qui mettra fin à ses jours, son petit-fils, son compagnon. C'est un monstre froid et sans amour, qui use de l'insulte et de tous les mots qui peuvent humilier, rabaisser, écraser l'autre. Et manipulatrice bien sûr, présentant un visage public et un visage privé. Elle a une soif de l'argent inépuisable, détourne le salaire de Justhom, vend ses objets personnels sur le Bon Coin. La vie n'est qu'une suite d'interdictions, interdiction de jardiner, interdiction de faire les courses... Pour sauvegarder Simon, Justhom se plie

à tout, ça devient une habitude, un mode de survie. On sait très bien qu'il n'y a là rien de normal, mais on accepte, on se méprise soi-même pour avoir accepté, on n'a plus la force, on n'a pas l'argent nécessaire pour briser le cercle. Dans le journal que tient Justhom, entre la mi-2018 et la fin 2020, les moments d'accalmie sont rares, le reste n'est que furie et humiliation jusqu'à la délivrance finale et l'amour retrouvé auprès d'une nouvelle compagne.

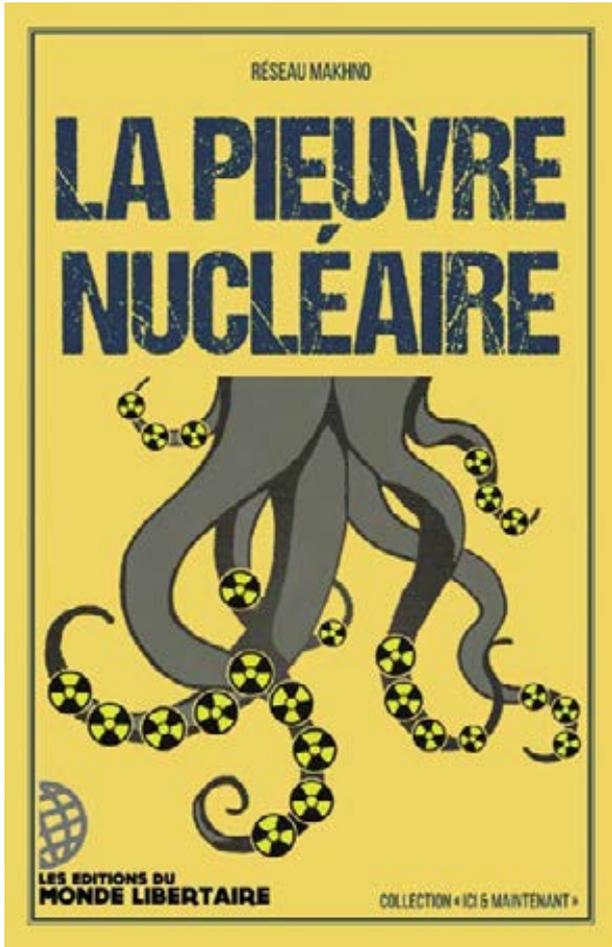
La plus grande qualité de ce livre est de nous montrer le mécanisme de violence à l'œuvre, toujours le même mécanisme de soumission de l'autre, dans les histoires de violence familiale. Un livre nécessaire et terriblement courageux.

Thierry Guilabert



JUSTHOM
Moi, un homme méprisé, humilié, martyrisé par sa « compagne », et enfin libre

Éditions libertaires, 2023
190 pages, 15 €
En vente à la librairie Publico et sur le site des Éditions Libertaires.



« *Tout électrique, tout nucléaire* », le slogan utilisé en pleine crise pétrolière en 1973 pour justifier le gigantesque plan Messmer est de nos jours ressorti par l'État nucléocrate afin de sauver le climat et de garantir l'indépendance énergétique.

Ainsi, une filière qui produit 2% de l'énergie apporterait une solution aux graves dégâts environnementaux et humains causés par le système capitaliste, qui tente de rendre « durable » l'accroissement du consumérisme et de la production à tout prix.

Inaugurée le 6 août 1945 à Hiroshima, l'ère atomique a toujours présenté une réalité « duale », militaire et civile, combinant décisions autoritaires, secrets d'État et contrôle policier.

Sa « durée de vie » affecte les générations qui devront vivre avec ses conséquences génétiques et surveiller les innombrables déchets radioactifs, lesquels s'entassent depuis les mines d'uranium jusqu'aux poubelles enfouies dans l'argile de Bure.

Ce livre a pour objectif de fournir des informations que chacun pourra utiliser pour s'opposer aux mensonges d'État. Ses contributeurs, qui combattent depuis longtemps la Pieuvre nucléaire, en éclairent les divers tentacules d'une façon simple et concrète.

Le petit dernier des Éditions du Monde Libertaire

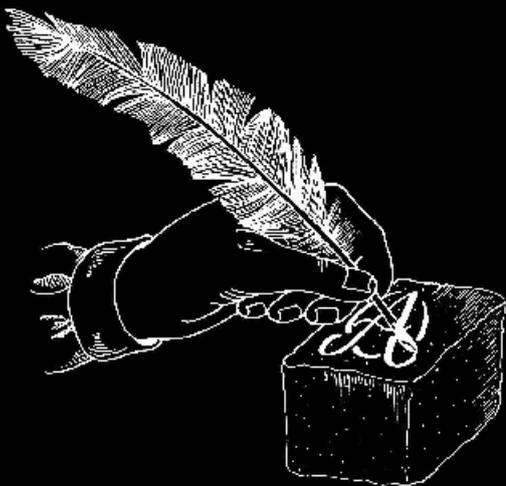
Déjà disponible auprès des groupes

(https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes)

et de Publico (175 rue Amelot 75011 Paris)

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



*Libres pensées
sous licence poétique (2 vol),
Feuilles volantes,
Les Éditions libertaires*

DESSIN C. MOA

RÉVOLUTIONNAIRES

Nous nous sommes connus sur cent vingt barricades,
compagne compagnon de la Fédération.
Anarchistes, nous avons appris dans l'action,
et en groupe, à cercler le A de camarades.

Quand les forces du désordre jouent l'escalade,
quand s'abat féroce sur nous la répression
pour nasser, disperser la manifestation,
que pour l'écraser éclate la fusillade,

nos seuls boucliers sont nos libres banderoles,
nos armes pour changer le monde, la parole,
née du consensus, portée par le collectif.

Mais nous chantons à tue-tête la carmagnole,
à gorge déployée s'étend cet air jouissif
et nos fiers drapeaux noirs, audacieux, caracolent...

jusqu'aux zones en friche à défendre, les ZAD.

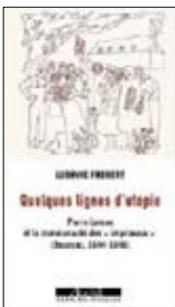


Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 3 €)
ou <https://www.librairie-publico.com>
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr



LA PIEUVRE NUCLÉAIRE
Réseau Makhno, Les Éditions du Monde libertaire, 192 p., 5 €

« Tout électrique, tout nucléaire », ce slogan utilisé en 1973 est de nos jours ressorti par l'État pour « sauver le climat » et garantir « l'indépendance énergétique ». Ce livre a pour objectif de fournir des informations que chacun pourra utiliser pour s'opposer aux mensonges d'État.



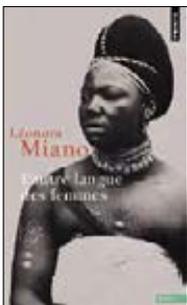
QUELQUES LIGNES D'UTOPIE
Ludovic Frobert, Agone, 234 p., 18 €

Ce récit retrace la vie d'une communauté utopique rassemblée autour de la figure de Pierre Leroux. Typographe, journaliste, mais aussi philosophe, homme politique, théoricien du socialisme et ami de George Sand, il installe ses presses en 1843 où se constitue une colonie fondée sur l'autosuffisance alimentaire et l'égalité salariale.



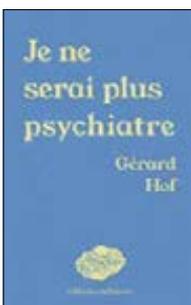
HISTOIRE DE GAZA
Jean-Pierre Filiu, Hachette Pluriel (nouvelle édition actualisée), 576 p., 10 €

Les voies permettant de se diriger vers la paix existent : « Elles peuvent se décliner en un triptyque vertueux : désenclavement, développement et démilitarisation. Une telle dynamique irait à rebours des tendances suivies avec constance depuis deux décennies. »



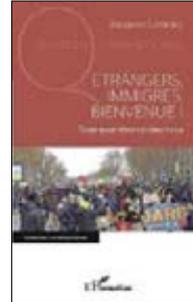
L'AUTRE LANGUE DES FEMMES
Léonora Miano, Points, 216 p., 8,90 €

La riche expérience des Africaines subsahariennes reste méconnue. On entend leur prescrire un modèle d'émancipation calqué sur une pensée hégémonique. Puissant et éclairant, *L'Autre Langue des femmes* est un plaidoyer indispensable en faveur d'une alternative africaine au féminisme occidental.



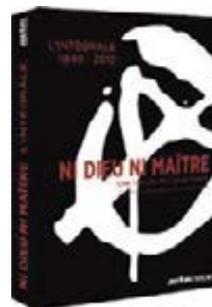
JE NE SERAI PLUS PSYCHIATRE
Gérard Hof, Éditions Météores, 260 p., 18 €

Gérard Hof, d'abord interne en psychiatrie, radié par le conseil de discipline, co-fondra le FHAR, puis le Groupe Information Asile. Avec F. d'Eaubonne, il plastiquera la centrale nucléaire en construction de Fessenheim : une trajectoire drôle et incisive de son parcours de radicalisation contre l'institution.



ÉTRANGERS, IMMIGRÉS, BIENVENUE !
VOUS AUSSI ÊTES ICI CHEZ VOUS
Jacques Lancier, L'Harmattan, 162 p., 18 €

Un travail argumenté, étayé par les faits et chiffres les plus actuels pour situer la place des immigrés en France, en Europe et dans le monde. Replacer les travailleurs immigrés dans le processus de production capitaliste et disqualifier ainsi les discours de l'extrême droite.



NI DIEU NI MAÎTRE. UNE HISTOIRE DE L'ANARCHISME. Tancrede Ramonet, 3 DVD+2 livrets de 60p., Arte éditions, 50 €

L'intégrale 1840 – 2012. L'anarchisme fait trembler le monde. À partir d'images d'archives inédites, de documents oubliés, d'entretiens exclusifs avec les plus grands spécialistes, ce film raconte pour la première fois l'histoire globale de ce mouvement.



DOMINATION ET SOUSSION
Jacques Langlois, L'Harmattan, 188 p., 21 €

Depuis des millénaires, la domination, en relation avec la soumission, règne sur le monde. C'est un mélange de pouvoir et de « servitude volontaire » par intériorisation de représentations favorisant autorité et obéissance (dont les religions et les idéologies) et par suite des conditions de vie.



HERBIER DE PRISON
Rosa Luxemburg, Héros-Limite, 355 p., 36 €

L'herbier de Rosa Luxemburg est une archive sans équivalent. Sa fragilité et son histoire en font un témoignage de résistance et d'évasion, une fabrique de formes et de joie, un document sur le sentiment politique de la nature, fondement de toute écologie.



'DU FRIC OU ON VOUS TUE !'
Alèssi Dell'Umbria, Les Éditions des mondes à faire, 180 p., 16 €

Ce livre raconte l'histoire d'une bande de jeunes des années 1980 qui, plutôt que d'aller travailler, s'étaient organisés pour arnaquer les banques. Libres de leurs mouvements, ils ont ainsi pu sillonner l'Europe afin de prêter main-forte aux luttes qui se couaient alors les prisons, les usines et les banlieues.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine02.org/>
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
<https://liaisonetoilenoire.home.blog/>

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevre noire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.lautre.net

Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS

Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-ber-ton@riseup.net
<https://facaen.wordpress.com>
<https://m.facebook.com/facalvados/>

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE

Liaison Granite
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>

25 DOUBS

Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...
Liaison May Piquera
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
<http://libertad-fa.org>

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
<http://cerclelibertairejb.wordpress.com>
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...
Liaison Ganges
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
tours@fede...

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe Hermine Noire
hermine-noire@riseup.net

45 LOIRET

Liaison Les vieux fourneaux
lesvieuxfourneaux@fede...

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
<https://www.facebook.com/FA.Lorient/>

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupe demetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS

Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...
Groupe « Enza Siccardi »
Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES

Liaison Béarn
bearn@fede...
Liaison Lutte Libertaire
Bayonne - Pays basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 RHÔNE

Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
<https://grainedanar.org>

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès 71000
Mâcon
lavachenoire@le-local-liber-taire.com

73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinnet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Georges Brassens
georges-brassens@fede...

Groupe Salvador Segui
groupe salvador segui@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Maximilien Luce
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
maximilien-luce@fede...

Groupe Louise Michel

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe libertaire La Rue

Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 14 h 30 à 17 h 30
glr@fede...
<https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com>

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun
melun@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE

Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org

LES LIBERTES EN FAILLITE !

CHACQUE JEUDI LE POINT DE VUE DES ANARCHISTES SUR L'ACTUALITE.

FEDERATION ANARCHISTE

145 RUE AMELOT, 75011

libertaire

CHACQUE JEUDI LE POINT DE VUE DES ANARCHISTES SUR L'ACTUALITE.

FEDERATION ANARCHISTE

145 RUE AMELOT, 75011

Pour une société égalitaire libertaire

soutien au **MOVEMENT LIBERTAIRE**

soutien au **MONDE LIBERTAIRE**

SOUSCRIVEZ POUR L'HEBDO FEDERATION ANARCHISTE

"Dans chaque église, il y a toujours quelque chose qui cloche."

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

HEBDO

tous les JEUDI

Le Monde LIBERTAIRE

organe de la **FEDERATION ANARCHISTE**

3, c. Ternaux, 75011

TRAHIR LES PUISSANTS EST LE DEVOIR DES FAUVRES S'ILS VEULENT VIVRE DIGNEMENT.

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO

TOUTS LES JEUDI PAR LES KIOSQUES L'ORGANE DE LA **FEDERATION ANARCHISTE**

libertaire

EN TCHADOR, EN LATIN, OU EN BASKET...

LA RELIGION OPPRIME L'INDIVIDU

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

"IL EST TRÈS DIFFICILE DE RÉPONDRE À L'OBEISSANCE CELUI QUI NE CHERCHE POINT À COMMANDER."

Jean-Jacques Rousseau

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

objectivement antisexiste

le monde libertaire

hebdo de la Fédération anarchiste

chaque jeudi dans les kiosques

FEDERATION ANARCHISTE
145 RUE AMELOT - 75011 PARIS

"TOUT ÊTRE HUMAIN À DROIT QUOTIDIENNEMENT À VINGT-QUATRE HEURES DE LIBERTÉ."

Edmond de Launay

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

LE MONDE LIBERTAIRE

LA PRESSE SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

NOUVELLE FORMULE : DEUX JOURNAUX !

Le mensuel en kiosque, et l'info en ligne sur www.monde-libertaire.net

LIBERTAIRE

LE JEUDI 41

organe de la **FEDERATION ANARCHISTE**

145 RUE AMELOT - 75011 PARIS

"VOTER C'EST ABDIQUER."

Éliane Rochas

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

libertaire

SALAIRES, CHOMAGE LOGEMENT, ENVIRONNEMENT...

OCCUPONS-NOUS DE NOS AFFAIRES

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

"NI MILITAIRES NI PRÊTRES PARCE QUE MON RÊVE A TOUJOURS ÉTÉ DE NOURIR SANS INTERMÉDIAIRE."

Jean-Pierre

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

"UN HOMME DEBOUT NE SE COUCHE QUE POUR MOURIR."

Léo Ferré

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

Lisez le MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

Le travail tue le travail pauvre.

Le temps s'achète au supermarché.

Le temps passe ne revient plus.

La promesse mourir de temps perdu.

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

"SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE ? C'EST MAINTENANT UN PARADOXE."

Léo Camion

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

"Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres."

Blaise Pascal

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

Le monde libertaire

organe de la **Fédération Anarchiste**

pour contacts : le M. L.

3, Rue Ternaux, PARIS-XI

"La seule lutte profondément utile à mener, ce n'est pas contre l'autorité mais contre la soumission. La soumission, le pouvoir, quel qu'il soit, est perdant."

Camille Rousso

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

LIBERTAIRE

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

LA GUERRE EST INACCEPTABLE

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

Chaque jeudi dans vos kiosques,

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération Anarchiste

Rédaction - Administration : 145 rue Amélot - 75011 Paris

ACTION DIRECTE

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

18000 TONNES DE BOMBES : AU MOINS 18000 MORTS.

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

POUR VOUS DÉFENDRE, INFORMEZ-VOUS

le monde libertaire

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

FEDERATION ANARCHISTE - 145, rue Amélot, 75011 Paris

le monde libertaire

CHACQUE JEUDI DANS LES KIOSQUES

FEDERATION ANARCHISTE
145 rue Amélot 75011 Paris

SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE ? C'EST MAINTENANT UN PARADOXE.

Léo Camion

Chaque jeudi dans vos kiosques.

libertaire

Rédaction de la Fédération anarchiste
Paris, 145 rue Amélot - 75011 Paris

CHANGEZ VOUS LES IDÉES ... LISEZ

le monde libertaire

145, rue Amélot, 75011 Paris

FEDERATION ANARCHISTE

CRISE DE FOI SECOURS CATHOLIQUE : 1 - INSEE : 0

Pour l'INSEE, le bras armé statistique du gouvernement, tout va bien. Le chômage baisserait, la misère reculerait et le pouvoir d'achat augmenterait. Les manants pour qui la fin du mois commence le 15 et qui, bien que n'arrêtant pas de traverser la rue, ne trouvent qu'au mieux des boulots de merde, n'avaient pas remarqué. Mais ce ne sont que des manants incapables de comprendre que ce sont les chiffres officiels qui déterminent ce qu'il en est de leur réalité.

Pour le Secours catholique, des « copains » à nous, on avance d'autres chiffres. Des vrais, émanant, non de manipulations statistiques, mais de la réalité rencontrée et vécue sur le terrain. En 2020 les demandes d'aide alimentaire ont bondi de 20 %, et en 2021, c'est encore pire. En 2020, trois fois plus de chèques service ont été distribués par le Secours catholique... Et ce n'est pas tout. Le Secours catholique demande à ce que le RSA soit porté à 900 € et étendu aux jeunes de moins de 25 ans. Et, cerise sur le gâteau, que les personnes sans papiers présentes depuis longtemps sur le territoire soient régularisées.

Seigneur Jésus, et Dieu sait s'il m'en coûte de dire cela, le Secours catholique mérite tout le respect qu'on doit aux borgnes... au royaume des aveugles.

Jean-Marc Raynaud

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



L'HIVER À LA PORTE

L'hiver à la porte frappe,
le très grand froid menace,
cachant sous sa blanche cape
sa glaçante grimace.

Les mal-logés il enlace,
les sans-toit il rattrape,
leurs doigts gourds il violace,
d'un linceul il les drape.

Morts de la rue qui vous happe,
morts dans la rue qui vous glace,
vous passez vite à la trappe
après le coup de grâce.

De l'autre côté, en face,
volets et portes tapent...
Et je mets ma dédicace :
« À ces vies qui s'échappent ».

Libres pensées
sous licence poétique (2 vol.),
Feuilles volantes,
Les Éditions libertaires

DESSIN C. MOA



CORRUPTION, RÉPRESSION ET TERRORISME AU MENU DES RELATIONS EURO-ALGÉRIENNES

L'exploitation des hydrocarbures à visage inhumain

Depuis l'arrestation, le 25 octobre 1984, de Georges Ibrahim Abdallah à Lyon, les liens franco-algériens fondés sur la coopération prennent un nouveau virage. La « lutte antiterroriste » devient ainsi le nerf des opérations conjointes de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) française et la Sécurité Militaire (SM) algérienne. Ce tournant contribue pourtant à la commission d'attentats en France comme à Paris en 1986 et 1995 et à de lourds investissements français en Algérie.

Depuis l'indépendance algérienne en 1962, les liens entre la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) française et la Sécurité Militaire (SM) algérienne fondés sur la coopération changent après l'arrestation à Lyon, le 25 octobre 1984, de Georges Ibrahim Abdallah, « numéro 1 » des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL). La « lutte antiterroriste » devient un enjeu central pour les deux services, car la France visée par les FARL compte sur l'Algérie, qui pourtant fournit alors un passeport à Abdallah né au Liban¹. Cela s'explique par des enjeux économiques touchant les deux pays, comme l'exploitation des hydrocarbures et les essais nucléaires au Sahara. La vision française du terrorisme pose aussi question.

Ventes d'armes, attentats et rente gazo-pétrolière

La France signe le 3 février 1982 un accord l'engageant à payer le gaz algérien à un prix supérieur au cours mondial en échange de l'édification de bases, casernes et l'envoi d'hélicoptères et blindés légers². Impliquée également dans la vente d'armes et de technologies à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, la France se voit frappée, dès 1982, par des meurtres de policiers et enlèvements de diplomates et appelle à l'aide la SM tout en connaissant le soutien algérien à Abdallah. Cette duplicité viendrait de l'argent amassé par Rhône-Poulenc, géré par Loïk Le Floch-Prigent, sur le marché du médicament, Bouygues pour la construction d'une voie ferrée de 137 kilomètres et de logements, et d'autres sociétés, propriétés aujourd'hui de Vinci et Eiffage notamment, pour l'aéroport d'Alger³.

La peur française du « danger terroriste » et du « fondamentalisme musulman » existe cependant bien à ce moment. De décembre 1985 à septembre 1986 surviennent ainsi en France 12 attentats qui entraînent la mort de 13 personnes et en blessent 250⁴. Voulant apparemment devenir incontournable, la SM aurait donc orienté la DST vers les FARL au lieu du Hezbollah libanais, visiblement vrai auteur des attaques⁵.

Cette stratégie permet à l'Algérie, le 8 janvier 1989, d'obtenir 7 milliards de francs de crédits français pour acheter des pièces de rechange automobiles et industrielles, accueillir les entreprises hôtelières Accor et Pullman, autoriser l'exploration pétrolière sur son sol à Total, lui offrir le champ gazier de Hamra

et honorer les échéances de dettes contractées surtout dans les années 1970⁶, doubler en 1991 le Trans-Mediterranean Pipeline, et débiter en 1993 les travaux du gazoduc algéro-espagnol Pedro Duran Farell. Renault investit de même 350 millions de francs et trois banques françaises ouvrent des succursales en Algérie⁷. Le 2 mars 1992, le FMI, la Banque Mondiale et la Communauté Économique Européenne (CEE) prévoient l'allocation d'un crédit de 1,4 milliard de dollars reportant de cinq et huit ans le remboursement de la dette bancaire exigible de janvier 1992 à mars 1993 entraînant trois milliards de prêt⁸.

Le 1^{er} juin 1994, le Club de Paris imite le FMI en rééchelonnant l'emprunt algérien à hauteur de cinq milliards de dollars grâce à l'augmentation par le régime du prix des produits de grande consommation tels que le lait, le pain, la farine ou la semoule et la dévaluation du dinar de 40%⁹. En octobre 1994, postérieurement à plusieurs voyages à Paris, Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée, stoppe le processus de paix du président Liamine Zéroual avec le Front Islamique du Salut (FIS) dissout du fait de l'annulation des élections législatives le 11 janvier 1992¹⁰. Une cinquantaine de conseillers militaires français et 1 500 parachutistes d'infanterie de marine débarquent ensuite en Algérie, en plus de membres du GIGN, RAID, du satellite Hélios-1 et du navire-espion Berry¹¹. Le 8 novembre 1994, une lettre d'information stratégique « Très Très Urgent (TTU) » révèle la livraison d'équipements de vision nocturne à l'Algérie par la France pour équiper ses hélicoptères Mil MI 24 et le journal *Le Monde* indique, la semaine suivante, la même chose pour neuf AS 350 B Écureuil, une trentaine d'AS 355 F2, des AS 355 N, des automitrailleuses et armes légères¹².

Du 11 juillet 1995 au 3 décembre 1996, huit explosions et assassinats se produisent à Paris et Villeurbanne, tuant 14 personnes et en blessant 318. La gendarmerie abat le 29 septembre Khaled Kelkal et la police arrête deux individus, mais pas la tête présumée du réseau Ali Touchent qui, selon l'ex-colonel Mohamed Samraoui, côtoie le Département du Renseignement et de la Sécurité (DRS), successeur de la SM le 4 septembre 1990¹³. D'après lui, l'État algérien infiltre à l'automne 1992 et contrôle définitivement en 1995 le Groupe Islamique Armé (GIA) auquel appartient Touchent, suite à la manipulation du Mouvement Islamique Armé (MIA), d'El-hidjra oua at-takfir, des « anciens



d'Afghanistan » et du Mouvement pour l'État Islamique (MEI)¹⁴. Le GIA constituerait en effet une « fédération » noyautée par le DRS afin de contrer le FIS.

Le soutien européen aux généraux algériens putschistes

Ces agressions poussent la France à dénoncer le colloque de Rome organisé par la communauté catholique de Sant'Egidio, mobilisée par les moines trappistes de Tibhirine, réunissant la plupart des partis politiques algériens dont le FIS le 21 novembre 1994. Le 13 janvier 1995, les participants signent un « contrat national » appelant le pouvoir à des « négociations ». Les actions du GIA en France, à partir de l'arrivée à Matignon d'Alain Juppé qui approuvait la réunion en tant que ministre des Affaires étrangères, dissuadent finalement les dirigeants français de critiquer le pouvoir algérien¹⁵.

L'imam Moustapha Bouyali crée de son côté le MIA (à l'époque Mouvement Islamique Algérien) en juillet 1981, que la SM semble piloter via Ahmed Merah qui s'en vante dans les ouvrages *L'affaire Bouyali. Comment un pouvoir totalitaire conduit à la révolte* et *L'Affaire Bouyali devant la cour de sûreté de l'État*¹⁶. Ciblant au début la « déviation des mœurs », ce groupe tue un policier dans la nuit du 26 au 27 août 1985 et cinq gendarmes le 21 octobre¹⁷. Son retour, dû à la sortie de prison de ses membres en novembre 1989 et juillet 1990, relance des maquis discréditant le FIS¹⁸.

Parallèlement de 3000 à 3500 Algériens combattent en Afghanistan, au début des années 1980, l'invasion soviétique. « Principale instigatrice de l'opération », la SM obéirait au KGB en espionnant les islamistes afghans¹⁹. Elle pénètre en outre la secte El-hidjra oua at-takfir lors du rapatriement des « volontaires » en 1989 et enferme, le 30 juin 1991, le leader du FIS Ali Benhadj²⁰. Elle manœuvre enfin le MEI responsable de l'attentat du 26 août 1992 à l'aéroport d'Alger en application du « plan d'action global » du ministre de la Défense Khaled Nezzar²¹.

Ce programme, écrit en décembre 1990, annonce la neutralisation « des formations extrémistes » avant le vote, d'où son arrêt à l'issue du premier tour le 12 janvier 1992²². Le Haut Comité d'État (HCE), institué dans la foulée, gère le pays jusqu'à la nomination le 30 janvier 1994 du président Liamine Zéroual qui cède la place, le 27 avril 1999, à Abdelaziz Bouteflika. Celui-ci porte, en avril 2005, un « Programme national de Soutien à la Croissance Économique (PSCE) » incluant l'érection d'un pipeline à 8 milliards de dollars pour acheminer le pétrole nigérian en Europe prévu à la livraison en 2027²³. Une « association » née en 2002 consacre maintenant les rapports euro-algériens essentiellement dans le domaine de l'énergie et des mines, entre autres à cause de la visite d'eurodéputés du 8 au 12 février 1998, blanchissant l'État algérien de toute complicité dans les massacres de l'été 1997, particulièrement celui de Bentalha²⁴.

Hakim

1. « Les FARL et les attentats à Paris », *Françalgérie, crimes et mensonges d'États*, Jean-Baptiste Rivoire et Lounis Aggoun, éditions La Découverte (2005), page 91 : <https://archive.org/details/françalgérie-crimes-et-mensonges-d-etat/page/92/mode/2up>.
2. « Francophonie et « bonnes » affaires », *Le « coup de passion » franco-algérien de 1981*, Jean de la Guérevière, revue Géopolitique Africaine, n°3 (Été-Juillet 2001), page 254.
3. « La rivalité France-États-Unis et l'élimination de Messaoud Zéghar », Rivoire et Aggoun, page 72.
4. « La division antiterroriste face au Jihad », *DST police secrète*, Roger Faligot et Pascal Krop, éditions Flammarion (1999), page 432.
5. « Forces et faiblesses de ce type de campagne d'attentats », *Les attentats de 1986 en France (Partie 2)*, Didier Bigo, revue Cultures & Conflits, n°4, page 11 (hiver 1991) : <https://journals.openedition.org/conflits/750#tocto1n3>.
6. « Les vannes financières s'ouvrent », Rivoire et Aggoun, page 138.
7. « Toutes vannes ouvertes pour la Françalgérie », *Ibid*, page 219.
8. « La France, asile de fous... de Dieu ? », *La poudrière algérienne. Histoire secrète d'une République sous influence*, Pierre Dévoluy et Mireille Duteil, éditions Hachette (1995), page 327.
9. *Le FMI au service de la guerre des généraux*, Rivoire et Aggoun, page 365.
10. « Rupture du dialogue et fractures de l'armée », *Algérie : l'après-guerre civile. Évaluer les chances de paix et anticiper la croissance*, Nicole Chevillard, Nord Sud Export (juin 1995), page 58 : https://algeria-watch.org/wp-content/uploads/2021/02/chevillard_algerie_lapres_guerre_civile.pdf.
11. « Exemples de Counter-Guerrilla Forces », *An Inquiry Into The Algerian Massacres*, Youcef Bedjaoui, Abbas Aroua et Meziane Ait-Larbi, éditions Hoggar (1999), page 391 : <https://hoggar.org/documents/uploads/hog-inquiry-book.pdf>.
12. « Des hélicoptères français pour la lutte antiterroriste », Rivoire et Aggoun, page 391.
13. « Le cas Ali Touchent et les premiers réseaux du GIA en France », *Chronique des années de sang : Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Mohamed Samraoui, éditions Denoël (2003), page 231 : <https://archive.org/details/chronique-des-annees-de-sang-mohammed-samraoui/page/230/mode/2up>.
14. « À l'origine des GIA », *Ibid*, page 166.
15. « Des attentats « pédagogiques » », Rivoire et Aggoun, page 441.
16. « L'émergence islamiste et l'étrange « épisode Bouyali » », *Ibid*, page 85.
17. « L'islamisme radical en Algérie », *Algérie : le grand dérapage*, Abed Charef, éditions de l'Aube (1994), page 27 : <https://archive.org/details/algerielegrandde0000char/page/26/mode/2up?view=theater>.
18. « Comment les services ont fait renaître le Mouvement islamique armé », Samraoui, page 76.
19. « L'invention des « Afghans » », Rivoire et Aggoun, page 205.
20. « L'affaire du capitaine Bouamra et l'infiltration des « Afghans » », Samraoui, page 87.
21. « La création, sous contrôle, du Mouvement pour un État islamique », *Ibid*, page 171.
22. *Mémoires du général Khaled Nezzar*, Chihab Éditions, page 222 : <https://archive.org/details/memoires-nezzar>.
23. « Les Français à l'assaut des milliards de dollars algériens », Rivoire et Aggoun, page 589.
24. « L'affaire Soulier, ou l'Europe discréditée », *Ibid*, page 531.